

id contrôle

es  
logies

# Le Monde

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16857 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE  
MERCREDI 7 AVRIL 1999  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Les pirates informatiques  
■ Emploi : 13 pages d'annonces classées

## Kosovo : que faire des réfugiés ?

● L'afflux des Kosovars aux frontières conduit les alliés à infléchir leurs objectifs ● L'OTAN s'affirme déterminée à assurer leur retour ● L'hypothèse d'une intervention terrestre en est renforcée ● Selon M. Kouchner, il y aurait une centaine de morts parmi les réfugiés en Macédoine

### Le procès de Lockerbie

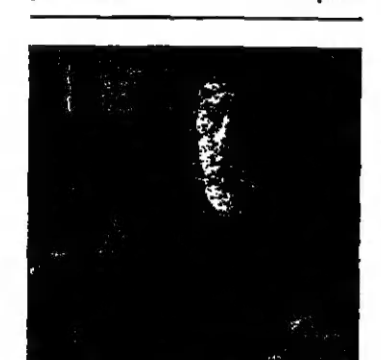
Les sanctions de l'ONU contre la Libye ont été levées dès que les deux suspects de l'attentat contre un avion de la PanAm sont arrivés aux Pays-Bas. Mais le procès ne devrait pas commencer avant plusieurs mois.

### Restructuration chez Elf

Le groupe a décidé de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de sa branche exploration-production. L'Aquitaine serait la région la plus touchée.

### Banques : résultats records

La reprise de la consommation et de l'immobilier permet aux banques françaises d'afficher d'excellents résultats pour 1998.



### Endormissement mortel au volant

Des chercheurs ont mis au point des instruments capables de traquer les premiers signes d'hypoglycémie. L'endormissement est l'une des premières causes d'accidents mortels sur la route.

### Ambroise Roux, ce grand patron

Familier du pouvoir politique, Ambroise Roux a régné pendant vingt ans sur la Compagnie générale d'électricité avant de devenir l'émancipation grise d'une nouvelle génération de patrons. Il est mort le 4 avril.

### Euro Disney, ville

C'est une véritable ville que va construire Euro Disney, avec 4 000 logements, 30 000 m<sup>2</sup> de bureaux, 12 000 habitants, à côté de son parc de loisirs à Marne-la-Vallée.

### P'tite faim

Notre chroniqueur gastronomique a testé deux restaurants traditionnels, entré dans des familles et ceif mayonnaise soudée à sa légende.

### Financer les productions

La Bourse aux coproductions permet aux auteurs de télévision de financer leurs émissions en partenariat international.

### Légion d'honneur

La liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au Journal officiel, dimanche 4 avril.

Abonnement : 3 DM ; Autriche : 8 F ; Belgique : 2,25 S CAN ; Côte d'Ivoire : 550 F CFA ; Danemark : 18 DKK ; Espagne : 225 PTA ; Grèce : 1,2 S ; Italie : 500 L ; Japon : 2 500 Y ; Liban : 2 500 L ; Luxembourg : 48 FL ; Maroc : 10 DH ; Norvège : 14 NOK ; Pays-Bas : 3 FL ; Portugal : 200 Esc ; Royaume-Uni : 8 F ; Suède : 50 F CFA ; Suisse : 15 S ; Thaïlande : 2,10 THB ; Tunisie : 12 Din ; USA : 2 \$ ; USA (Canada) : 2,50 \$.

M 0147-407-7,50 F  
4 pages pour décoder l'actualité



plus difficile de s'asseoir à une table de négociations avec quelqu'un qui est politiquement responsable de ces horribles actes barbares. » La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a dit envisager de faire inculper M. Milosevic devant le Tribunal international pour l'ex-Yugoslavie. Enfin, en filigrane des déclarations, apparaît l'éventualité d'une opération au sol, condition nécessaire au retour des Kosovars.

En Albanie, en Macédoine et au Monténégro, des milliers de réfugiés ont continué à affluer dans des conditions de dénuement absolu. Selon Bernard Kouchner, une centaine de personnes sont mortes en Macédoine. La question du retour des réfugiés au Kosovo provoque des polémiques en France. Les avions de l'OTAN ont conduit, dans la nuit de lundi à mardi, l'un de leurs raids les plus massifs, depuis le 25 mars, début de l'opération « Force allée ».

● Le sort des réfugiés, par nos envoyés spéciaux p. 2  
● Polémique en France sur le retour des Kosovars p. 3  
● L'OTAN révisé ses objectifs stratégiques p. 4

● La colère des Serbes de Bosnie, reportage p. 5  
● La peur qui taraude l'Europe : débats p. 20 et 21  
● Editorial, revue de presse, chroniques p. 19, 38 et 40

## Le cri et l'angoisse de Sabri Hamiti, écrivain albanais du Kosovo

BLOIS  
de notre envoyé spécial  
Universitaire et auteur albanais du Kosovo, Sabri Hamiti a pu trouver refuge en France, depuis le 29 mars, grâce à l'aide du Parlement international des écrivains. Cette association de défense des artistes menacés a pris contact avec lui après qu'il eut été blessé devant sa maison à Pristina, en septembre 1998, lors d'une agression éclair qu'il attribue aux « forces de sécurité serbes ».

Né en 1950, ce spécialiste de littérature contemporaine, auteur de poésie, de théâtre et de roman, appartient à la génération des intellectuels qui, dans les années 70, ont voulu faire émerger une littérature albanaise au Kosovo. « L'université de Pristina a ouvert en 1970. Nous formions un cercle autour de mon ami Ibrahim Rugova, et nous voulions propager la culture et les débats d'idées contemporaines. Très vite, nous avons traduit les livres de Roland Barthes, dont Rugova avait été l'élève, ou de linguistes comme André Martinet », explique-t-il. Autour de ces jeunes gens qui ont souvent approfondi leurs études dans d'autres universités yougoslaves ou étrangères, des revues se créent, ainsi que des émissions littéraires à la radio. Sabri Hamiti suit un troisième cycle à Zagreb, consacré à la littérature européenne contemporaine, puis étudie un an à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris. A son retour, il traduit des essais de théorie littéraire de Gérard Genette.

A partir de 1986, quand l'Association des écrivains, présidée par Ibrahim Rugova, lance ses critiques contre la politique de Slobodan Milosevic, la situation devient « très cruelle pour les intellectuels », affirme Sabri Hamiti. Pour le pouvoir serbe, l'albanais cultivé constitue une menace. La plupart des écrivains, qui étaient universitaires, éditeurs ou journalistes, ont perdu leur emploi.

Les écrivains albanophones ont perdu contact avec leurs confrères de l'ex-Yugoslavie. L'isolement et la répression se sont amplifiés. Les éditions Rilindja, qui publiaient les œuvres de Sabri Hamiti — poèmes, pièces de théâtre, romans et ouvrages de critique littéraire, non traduits en français —, ont fermé. Jusqu'à ces dernières semaines, « seuls trois à

quatre éditeurs privés ont continué à publier des romans et de la poésie. Les livres n'étaient presque plus distribués et les tirages sont tombés à mille ou deux mille exemplaires. Rares étaient les nouvelles œuvres, car chacun était happé par les problèmes de survie ».

Accueillis par la ville de Blois pour un an, Sabri Hamiti et sa femme sont arrivés directement d'Allemagne, où il était soigné depuis plusieurs semaines pour les séquelles de son agression. Ils devaient retourner chez eux à Pristina, avant de gagner la France pour y retrouver leurs deux fils. Les événements ne l'ont pas permis. Le couple a passé ses premiers jours dans l'Hexagone « en pleine confusion », perdu au téléphone avec le Kosovo, où ils ont tout abandonné, y compris leur précieuse bibliothèque. « Je passe mes journées à téléphoner, à écouter les informations, à lire les journaux, dit-il. Pour écrire, il faut un minimum de tranquillité. Je ne peux pas faire de la littérature en criant, et, actuellement, c'est le temps du cri et de l'angoisse. »

Catherine Bélarida

## Pourquoi cette rage anti-américaine ?

par Pascal Bruckner

A peine les premières bombes larguées sur la République fédérale de Yougoslavie par l'OTAN, s'est réveillée l'une des plus vieilles passions de l'intelligentsia et de la classe politique française : l'anti-américanisme. Mais il a pris une forme démesurée qu'on ne lui avait pas vue depuis longtemps, comme si une rancoeur mal contenue depuis la chute du Mur pouvait s'épancher en toute innocence.

Tout de suite a triomphé le principe d'équivalence : parce que cette guerre est « une forfaiture », « un conflit destructeur voulu et décidé par les Etats-Unis » (Jean-François Kahn dans *Marianne*), on renvoie dos à dos les frappes euro-américaines et la politique de déportation de Belgrade. « Ni bombardements ni purification ethnique », proclamaient les banderoles de la manifestation organisée à Paris le 1<sup>er</sup> avril par le Parti communiste français et le Mouvement des citoyens.

Bref, on met sur le même plan ceux qui veulent sauver les Kosovars et ceux qui veulent les liquider. Ou bien, dans une pétition signée notamment par Pierre Bourdieu et Pierre Vidal-Naquet, on exige simultanément l'arrêt immédiat des missions de l'OTAN et l'autodétermination des Kosovars. Par quel bon sens magique passera-t-on de l'un à l'autre ? Mystère. L'essentiel, c'est la pose anti-impérialiste, si féroce soit-elle. Amérique : il faut être contre. Ainsi l'exige le conformisme intellectuel, à gauche comme à droite.

Il y a plus : pour beaucoup, cette guerre injuste, ignoble, qu'une superpuissance mène contre un petit pays souverain (pour des brouilles, explique avec délicatesse Jean-François Kahn : « Parier d'épuration ethnique au Kosovo est une formidable sottise ») devrait nous inciter à une tâche primordiale : libérer l'Europe.

Libre la suite page 21

Pascal Bruckner est écrivain.

## Justice contre crimes de guerre

L'ASSEMBLEE nationale devait débattre, mardi 6 avril, d'une nouvelle révision de la Constitution, nécessaire pour pouvoir ratifier le traité approuvé à Rome, le 17 juillet 1998, par cent vingt pays, créant une Cour pénale internationale. Celle-ci se mettra en place quand seulement Etats auront ratifié le traité. La Cour aura pour objet la sanction, à l'avenir, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, de ceux qui les auront commis et de ceux qui, ayant le pouvoir de les empêcher, les auront laissés commettre. A la demande de la France, un Etat pourra récuser la compétence de la Cour pour des crimes de guerre pendant sept ans après la date de ces crimes.

Libre page 8

## Une voix du rock américain



« LES MODES passent, les chansons restent », affirme l'ex-vocaliste des Replacements, Paul Westerberg, sort un album, *Suicide Gratification*, en même temps que ses cadets du groupe Wilco (*Summer Teeth*), qui se réclament de lui : « Paul Westerberg a été l'un des songwriters les plus importants pour ma génération », confie Jeff Tweedy, le leader de Wilco, en visite à Paris.

Libre page 36

International	2	Tableaux de bord	25
France-société	8	Aujourd'hui	28
Carnet	12	Météorologie, Jean	33
Régions	16	Culture	35
Horizons	18	Calendrier culturel	37
Entreprises	22	Kiosque	38
Communication	24	Abonnements	38
Emplois/annonces	24	Radio-Télévision	39

مكذات الأصل



**BALKANS** L'afflux de réfugiés en Macédoine et en Albanie a contraint les pays occidentaux à mettre en place une logistique importante pour leur venir en aide. Un pont aé-

rien a été mis en place pour acheminer vivres, médicaments et tentes, et transférer vers les pays d'accueil des dizaines de milliers de Kosovars. ● L'OTAN devrait envoyer en Alba-

nie une force de 6 000 hommes qui ne seront pas confinés dans des tâches humanitaires. En Macédoine, elle dispose déjà d'un contingent de 12 000 hommes bâti à partir de la

force d'extraction en place depuis décembre. ● LES OCCIDENTAUX sont contraints de réviser leurs objectifs, devant la situation dans les Balkans et notamment face à l'ampleur de

l'exode des Kosovars, pour briser le potentiel militaire serbe et permettre, ensuite, le retour des réfugiés au Kosovo. (Lire aussi notre édition page 19.)

## Pont aérien et aides d'urgence pour atténuer la tragédie des réfugiés

L'OTAN livre par avion des tentes, des vivres et des médicaments, mais ne peut empêcher les premiers décès dans les camps. Comment prévoir le retour des Kosovars ? La question divise les Occidentaux, qui doivent réviser leur stratégie en fonction de ce nouvel objectif

LES ÉTATS-UNIS ont ostensiblement durci le ton, lundi 5 avril, à l'égard du président yougoslave, Slobodan Milosevic, de plus en plus diabolisé par l'administration américaine. L'évacuation d'exilés forcés du Kosovo a commencé lentement, tandis que l'aviation de l'OTAN a accru la pression sur les forces serbes.

● Les États-Unis, qui tiennent un langage de plus en plus sévère envers M. Milosevic, ne semblent pas exclure d'en finir avec lui. « Il y a un sentiment croissant au sein de ce gouvernement et chez nos alliés qu'il sera de plus en plus difficile de s'asseoir à une table de négociations avec quelqu'un de politiquement responsable de ces horribles actes barbares », a déclaré lundi le porte-parole du département d'État, James Rubin. « On ne peut pas totalement exclure [de négocier avec lui] s'il y a de l'intérêt de la paix souhaitée par les Kosovars et des objectifs que nous avons décrits, mais cela devient de moins en moins plausible », a ajouté M. Rubin.

● Le président Bill Clinton a rejeté par avance toute demi-mesure que proposerait le président yougoslave pour obtenir un cessez-le-feu. « De nouvelles promesses creuses ne serviront à rien. Un engagement à mettre fin aux tueries dans un Kosovo privé de liberté et vidé de sa population ne se-

ra pas acceptable », a déclaré le chef de l'exécutif américain. « Nous savons que nous sommes confrontés à un dictateur qui a montré à de multiples reprises qu'il préfère exercer le pouvoir en campant sur des ruines plutôt que de ne pas l'exercer du tout. »

● La responsabilité directe de M. Milosevic est désormais clairement signifiée par Washington. La secrétaire d'État, Madeleine Albright, a affirmé qu'« il n'y a aucun doute que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité sont en train d'être commis au Kosovo. De même qu'il ne peut y avoir aucun doute que les ordres pour commettre de tels actes sont donnés » par de hauts responsables.

« Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider le Tribunal pénal international à réunir les preuves et prononcer les inculpations », a-t-elle ajouté. Et d'après David Scheffer, ambassadeur américain à Belgrade, chargé des crimes de guerre, les témoignages concordants des réfugiés démontrent que « la responsabilité politique [des crimes] incombe au président Milosevic ».

● Les forces serbes ont utilisé quelque 500 Albanais du Kosovo comme boucliers humains pour se couvrir lors de tirs de l'OTAN samedi et dimanche au Kosovo, ont rapporté lundi des réfugiés. Deux exilés forcés interrogés, l'un par l'AFP, l'autre par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) de

l'ONU, ont indiqué que 500 hommes ont servi de boucliers humains dans une attaque lancée par l'armée serbe contre l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à proximité de Kraljevo, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Pristina. D'après M. Scheffer, la Serbie se livre à « des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité ».

● L'évacuation vers des nombreux pays des exilés forcés du Kosovo, qui continuent d'arriver par dizaines de milliers aux frontières, et dont le nombre, selon le HCR, avoisinerait désormais les 400 000, a commencé lundi. Quel-

ques 1 138 réfugiés acheminés de Macédoine sont ainsi arrivés en Turquie à bord de cinq avions. Ankara, qui s'est déclaré disposé à accueillir un maximum de 20 000 déportés, doit en recevoir 6 000 dans un premier temps. Un autre groupe de 91 réfugiés, eux aussi en provenance de Macédoine, est arrivé mardi à l'aube en Norvège, laquelle est disposée à en accueillir un maximum de 6 000. D'après l'OTAN, ce sont 100 000 réfugiés kosovars qui devraient être évacués vers des pays lointains. Les États-Unis se disent prêts à recevoir 20 000 sur la base militaire américaine de Guantanamo, à Cuba. La France,

l'Italie et la Grande-Bretagne craignent que ces éloignements n'entérinent le nettoyage ethnique. ● Cinquante-six pays traditionnellement donateurs aux agences d'aide humanitaires de l'ONU devaient se réunir, mardi, au siège des Nations unies, à Genève, pour discuter du financement de l'aide et de la répartition des charges entre les différents pays. La commissaire européenne à l'action humanitaire, Emma Bonino, a réclamé une « carte d'identité provisoire » pour les centaines de milliers de déplacés. L'aide commence à arriver sur place. Des hélicoptères français, américains et italiens ont effectué lundi plusieurs rotations en Albanie - pays qui accueille le plus grand nombre de déportés - pour livrer tentes, sacs de couchage, lits, couvertures, produits pharmaceutiques et alimentaires.

● L'aviation de l'OTAN a diversifié ses cibles et intensifié ses raids à la faveur du beau temps qui a prévalu sur la Serbie au cours des dernières vingt-quatre heures. Si l'on en croit les sources serbes, plusieurs villes ont été visées : Belgrade, Sombor, Pristina, Nis, Aleksandrac, Novi Sad, Vrbaski, Loznica. Le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, a indiqué pour sa part que vingt-quatre objectifs ont été atteints à travers le

pays, soit un nombre « sensiblement plus important que la veille » ou l'avant-veille. Les bombardements « commencent à avoir des effets », a ajouté M. Bacon, tout en admettant que les raids n'avaient « pas encore arrêté l'armée serbe ». Un responsable de l'OTAN à Bruxelles a affirmé que les conditions météorologiques, supposées bonnes jusqu'à jeudi, allaient permettre de maintenir un rythme intensif. Cent quarante avions ont décollé entre dimanche et lundi de la base aérienne d'Aviano, en Italie. Belgrade a affirmé avoir abattu deux avions de l'OTAN au-dessus de Novi Sad, mais l'Alliance a démenti. Un missile tiré par un avion de l'OTAN est tombé sans explo-

ser sur le territoire macédonien. ● Confirmant le trouble qu'avaient suscité ses premières déclarations, le chef modéré des Albanais, Ibrahim Rugova, a déclaré lundi à Pristina, après avoir rencontré l'ambassadeur de Russie à Belgrade, Iouri Kotov, que l'OTAN devait « arrêter les bombardements ». Il a également souligné que Belgrade soit « plus coopérative avec la communauté internationale ». Il a demandé « à partir de Pristina à aller à Skopje [Macédoine] et dans d'autres pays pour contribuer au processus de pacification, indiquant qu'il attendait une réponse des autorités serbes à sa demande.

### La guerre des ondes et des tracts

L'armée de l'air américaine a mis en service, à bord d'un avion C-130 Hercules dénommé « Commando Solo », une station de radio-télévision émettant à destination de la Yougoslavie, selon une méthode éprouvée dans le Golfe et en Bosnie. L'avion vole de jour et de nuit pour tenter d'être le plus souvent capté sur des fréquences FM ou TV. Il peut transmettre des images en couleur, compatibles avec le système de télévision en vigueur en Yougoslavie. La station a pour mission de dire au peuple serbe ce qui se passe réellement au Kosovo, déclare-t-on à l'OTAN, et, en dépit du brouillard, des téléspéctateurs ont capté, lundi 5 avril, une image peu visible, montrant l'embûche de l'OTAN et des incertitudes en serbe signifiant « La Voix unie de l'OTAN ». Simultanément, des avions ont largué des tracts, expliquant en cyrillique que l'OTAN ne fait pas la guerre au peuple serbe, au-dessus du sud de la Roumanie de manière que les vents les poussent vers le nord de la Yougoslavie.

## « Depuis des jours, sans eau, sans nourriture ni assistance médicale »

**SKOPJE** de notre envoyé spécial  
Dés son arrivée à la frontière de Blace, mercredi 31 mars, Azem a retrouvé ses réflexes de paysans. Il

### REPORTAGE

Les exilés se heurtent à l'obstructionnisme des Macédoniens

a grimpé dans un arbre pour couper des branches, envoyé ses fils ramasser du bois mort pour le feu et s'est mis en devoir de construire une tente pour abriter les douze membres de sa famille, chassés d'un petit village proche de Vucitrn (30 kms au nord de Pristina). Entassés sous cet abri de fortune couvert d'un patchwork de couverture, de cartons et de films de plastique, la famille d'Azem désespère de pouvoir sortir de ce camp solidement gardé par la police et l'armée macédoniennes.

La vie quotidienne s'organise autour des corvées d'eau jusqu'au camion citrine, de la quête de rations alimentaires. Laura, jeune mère de famille, exhibe son trésor : un pot de nourriture pour bébé, une rareté. « Depuis samedi, il ne pleut plus et on nous distribue plus à manger, surtout du pain et du lait. La situation est meilleure qu'au début », explique-t-elle. Une rafale d'armes automatiques claque en l'air au-delà d'un petit pont. Un poignard de réfugiés refuse. L'espace libre qu'ils convoitaient au bord de la rivière

n'est clairement pas en Macédoine. « Le problème, reprend Azem, imperturbable, c'est le papier blanc. » Sans beaucoup de succès jusqu'à présent, Azem et sa famille se relaient jour et nuit dans une file interminable pour tenter d'arracher ce fameux « papier blanc », document délivré par les douaniers qui atteste de leur entrée sur le territoire macédonien. Il leur permettra d'avoir accès à l'aide humanitaire accordée aux réfugiés du Kosovo et de pouvoir demander un titre de séjour temporaire à la police macédonienne. Mais pour le moment, le « papier blanc » semble inaccessible. Les autorités macédoniennes n'ont ouvert qu'un seul bureau, abrité sous une tente dressée en bordure du camp, juste en dessous des bâtiments de la douane. L'attente dure plusieurs jours sous le regard soupçonneux d'un cordon de policiers hamachés dans leur tenue anti-émeutes, casque sur la tête, gilet pare-balles sur le poitrail.

A Blace, ils sont ainsi plusieurs dizaines de milliers - 55 000 selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies - à espérer ce véritable sésame. On ne sait pas précisément combien de milliers d'autres attendent, au Kosovo, de l'autre côté de la frontière, victimes de la terreur serbe avant de subir l'obstructionnisme des Macédoniens. Seulement deux à trois mille réfugiés sont enregistrés quotidiennement par les autorités macédoniennes. Environ 5 000 personnes ont été évacuées, dimanche, par bus du camp improvisé de Blace en direction des centres de transit montés ces derniers jours par l'OTAN à Nephosine, Bojane, Radusa, Senokos et Brazda. « Nous attendons encore la venue d'un fonctionnaire pour enregistrer les gens », a dénoncé, lundi, Paula Ghedini, porte-parole du HCR en Macédoine. « Le gouvernement doit accélérer les procédures », a-t-elle exigé. « Il freine des quatre fers, ajoute le représentant d'une grande ONG française, nous avons trois avions d'aide bloqués en douane pour de mauvaises raisons administratives et nous ne parvenons pas à obtenir l'agrément des ministères de la santé, de l'intérieur et des affaires étrangères, nécessaire pour pouvoir travailler dans les camps », explique-t-elle.

Résultat, les réfugiés kosovars ne sortent qu'au compte-goutte du camp de Blace. La situation sanitaire est relativement sous contrôle. Ce qui n'est pas le cas pour les milliers de réfugiés qui sont bloqués sur les routes au Kosovo, en amont des postes frontières macédoniennes. « Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations mais nous supposons que la situation y est dramatique. Beaucoup sont là depuis des jours, sans eau, sans nourriture ni assistance médicale », explique Hanou Pekka Laiho, porte-parole du Comité international de la Croix Rouge.

### FAMILLES SÉPARÉES

A Jazhinic, poste frontière situé à une dizaine de kilomètres plus à l'ouest, la situation devient alarmante. Au cours des dernières quarante-huit heures, les Serbes canalisent des flots de réfugiés vers ce petit village. Selon les témoignages, la file d'attente atteignait,

lundi, 25 kilomètres. Afin y est arrivé avant que la situation ne se bloque totalement. Après deux jours passés à dormir à bord de sa voiture, il a décidé de tout abandonner pour partir à pieds vers le poste frontière où en raison de son âge et grâce à un billet de 50 deutschemarks, les douaniers macédoniens l'ont laissé passer. Le mention tremblant d'émotion il explique qu'au Kosovo « l'essence est devenue aussi précieuse que de l'or. Mon réservoir était vide, je ne pouvais plus faire tourner le moteur pour chauffer l'habitacle ». Lundi, ce retraité, séparé de sa famille à son départ de Pristina, erre comme une âme en peine dans les allées du centre de transit de Nephosine érigé au pied des montagnes, sur un champ terrassé par les engins de l'armée allemande. Les tentes militaires ont été montées à une vitesse record par les soldats de

l'OTAN en Macédoine. Elles sont vides pour la plupart. Les autobus ont récupéré moins de 800 réfugiés alors que la capacité d'accueil sera très prochainement de 6 000 personnes (1 600 actuellement). Au total, l'OTAN prévoit que les camps déjà ouverts plus ceux à venir pourront accueillir 40 000 personnes. L'aide humanitaire a commencé à se déverser sur le pays au rythme d'un avion gros porteur toutes les heures.

« Pour le moment, les autorités de Skopje préfèrent monter des coups en direction de son opinion publique pour faire croire qu'elles maîtrisent la situation. C'est scandaleux », confie sous couvert d'anonymat un membre du HCR. Lundi, les Macédoniens ont ainsi chargé sept avions de réfugiés à destination de la Turquie sous le regard des caméras de la télévision macédonienne, mais dans le dos des organisations

humanitaires et des agences internationales spécialisées. « Les policiers et les personnes de bord portaient des masques chirurgicaux sur la bouche et des gants de latex pour trier les réfugiés. Dès qu'un groupe de 150 personnes était constitué il était chargé dans l'avion. Des familles étaient séparées, des enfants couraient sur le tarmac de l'aéroport de Skopje. Des parents criaient. Ils ne savaient pas pour quelle destination ils étaient embarqués », ont raconté plusieurs témoins. Les autorités de Skopje sont demeurées insensibles, jusqu'à présent, aux reproches des organisations humanitaires.

Mais la pression ne devrait probablement pas cesser de monter pour faire plier le gouvernement, surtout depuis que l'OTAN est entrée dans le jeu humanitaire.

Christophe Châtelot

## A Tirana, des témoins racontent les maisons brûlées, les marches forcées et les cadavres...

### TIRANA

de notre envoyé spécial  
Siobodan Milosevic doit envier Joseph Staline, qui pouvait se permettre, en moins de deux jours, de

### REPORTAGE

Des récits encore trop parcellaires pour pouvoir dresser un bilan

déporter tous les Tatars de Crimée au Kazakhstan et tous les Kalmyks vers la Sibérie. Pour vider le Kosovo de ses habitants albanais, le dictateur serbe a dû employer tous les moyens : la pression psychologique, la peur, la force, la ruse. Il a fait brûler des maisons. Il a fait vider des villages. Il a obligé les Albanais à se cacher dans les campagnes pour les débarrasser quelques jours après. Et puis il a fait tuer.

Combien de victimes ? Pour l'instant, il est impossible de déterminer l'ampleur des tueries. Le drame est loin d'être terminé. Qui peut dire ce qui se passe en ce moment dans les villages qui ont abrité des militants indépendantistes et qui n'ont pas encore été « nettoyés » ? Les témoignages des réfugiés sont encore trop parcellaires

pour pouvoir dresser un bilan, même provisoire. Dans certaines régions, l'intimidation a suffi aux milices serbes pour pousser les Kosovars à partir. Dans d'autres, elles ont recouru à la violence. Les habitants de nombreuses zones n'ont pas encore franchi la frontière et n'ont donc pas pu raconter ce qui s'est réellement passé chez eux.

### EXORCISER LA PEUR

Traumatisés par les semaines de calvaire qu'ils viennent de vivre, certains réfugiés ont aussi tendance à confondre la réalité et l'image qu'ils se sont faite de cette réalité. Qui pourrait leur jeter la pierre et les accuser de « falsifier l'histoire », alors qu'ils ne font qu'exorciser la peur qui les a pris au ventre pendant des semaines ?

Nous avons rencontré, au hasard, huit réfugiés et leurs familles dans un des centres d'accueil de Tirana. Ils racontent ce qu'ils ont sûrement vu, ce qu'ils ont entendu, ce que leurs amis ont dit avoir vu.

— Sali, 45 ans, agriculteur : « Il n'y a pas eu de massacre chez nous. Mais j'ai entendu dire qu'ils avaient tué 80 personnes dans un village voisin. Ils les ont tués et, après, ils les ont brûlés. »

— Kastrati, professeur, 40 ans : « J'ai vu les corps de sept personnes

qui ont été tués dans mon village. Les Serbes nous avaient prévenus la veille : parties, sinon vous serez tués. Sept personnes, trois vieilles femmes et quatre hommes, n'ont pas accepté de partir. Le lendemain, quand nous sommes revenus de la montagne, les maisons avaient été brûlées et nous avons découvert les sept corps. Nous les avons mis dans des couvertures et nous les avons enterrés. Je les connaissais. Si vous voulez, je peux vous donner leurs noms. »

— Memet, 38 ans, paysan : « Ils ont d'abord mis les tanks autour des villages et ils ont bombardé. Nous avons pu partir, sauf quatre personnes, trop vieilles, qui sont restées. Quand nous sommes revenus, elles étaient mortes. »

— Beissa, lycéenne : « Ils nous ont fait marcher pendant des heures, et, après, pour nous fatiguer, ils nous ont fait revenir à notre point de départ. On nous a dit qu'un vieux n'avait pas pu suivre et était resté sur le bord de la route, presque mort. On est passés dans un village et on a vu des morts, par terre. On ne sait pas combien, car c'était trop triste et on a tourné la tête. »

— Bajram, 70 ans, retraité : « Le 27 mars, j'ai vu deux femmes tuées devant leurs enfants. Une jeune et une vieille. (...) Je n'étais pas là mais j'ai entendu les coups de feu. Moi, les Serbes m'ont mis un couteau sur

la gorge et m'ont battu pendant deux heures. Puis ils m'ont dit de partir et ils m'ont tiré dessus. Ils m'ont raté. Peut-être voulaient-ils uniquement me faire peur. On m'a aussi dit qu'ils avaient tué un maître d'école devant ses enfants. »

— Isuf, 50 ans, chauffeur : « J'ai vu des colonnes de cadavres dans les rues. Près de 100 personnes. (...) Peut-être pas cent, mais au moins dix. Je passais très vite, alors je n'ai pas fait très attention. Ma sœur m'a aussi dit qu'ils avaient assassiné un cheikh très connu chez nous, cheikh Zenel Dervish Dana. »

— Ibrahim, 40 ans, menuisier : « J'ai vu un camion transportant une cinquantaine de cadavres d'enfants qui passait en dessous de chez moi. (...) Oui, je crois que c'étaient des enfants, même si nous étions assez loin de la route. Je ne suis pas vraiment sûr du chiffre mais il y en avait beaucoup (...). Après, il y avait du sang sur le trottoir. »

— Collaku, 35 ans : « Nous sommes arrivés en voiture et nous avons vu trois cadavres sur la route. »

Parce qu'il faut du temps pour oublier ses morts et la douleur de ses morts », la mémoire collective d'un peuple dira un jour le chiffre des martyrs du Kosovo.

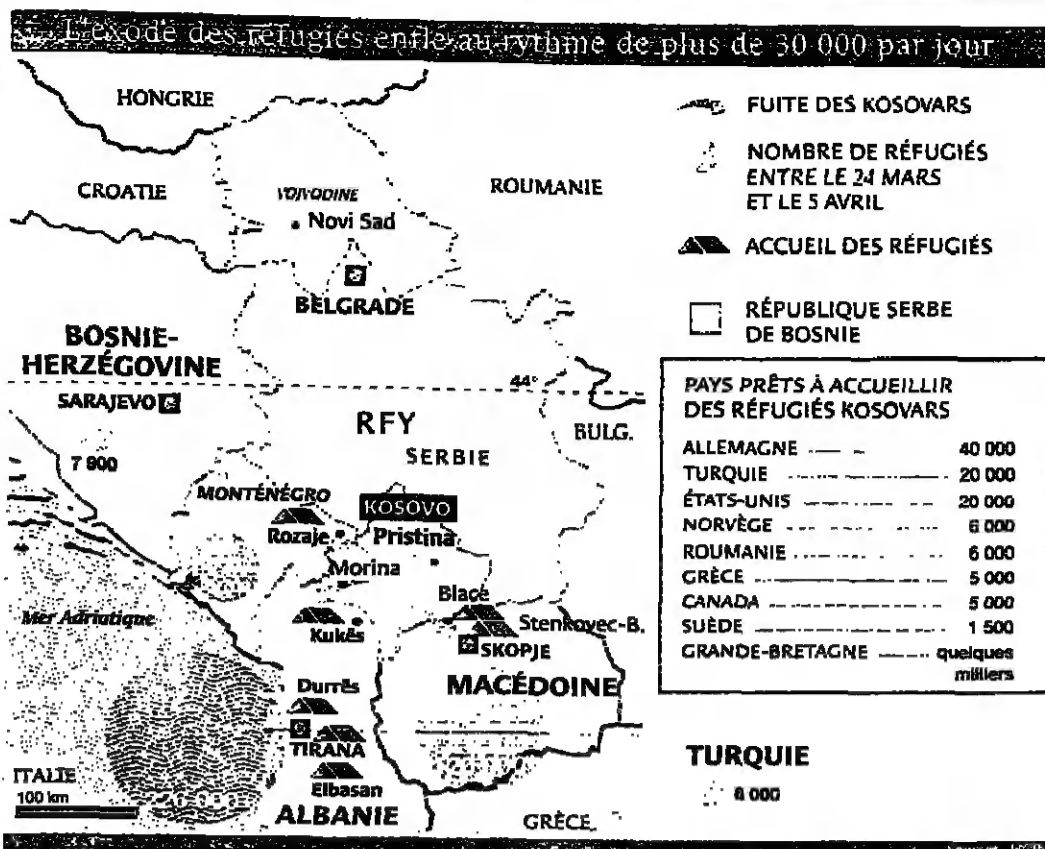
José-Alain Fralton

**OISE**  
L'anglais à Oxford  
L'anglais à Bristol  
L'anglais à Heidelberg  
L'anglais à Cambridge  
L'anglais aux USA  
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.  
© Informations et inscriptions  
Bretagne 05 33 99 79 79 - Lorraine 03 33 99 79 79  
Lyon 04 78 24 60 74 - Paris 01 53 57 44 43  
Rennes 02 99 79 78 44 - Strasbourg 03 33 43 33 33

مكتبة من الأصل



HORIZONS ANALYSES  
L'OTAN CONTRE LA SERBIE



## L'évacuation des Kosovars hors des Balkans a commencé à partir de la Macédoine

Un « sanctuaire international » a été créé près de Skopje

L'évacuation hors des Balkans des réfugiés, qui continuent à déferler aux frontières du Kosovo, s'est timidement esquissée lundi 5 avril, au lendemain de l'engagement de plusieurs pays de l'OTAN d'accueillir temporairement quelque 100 000 d'entre eux. Un pont aérien a été mis en place.

L'ACCUEIL des réfugiés du Kosovo dans les pays occidentaux a commencé, lundi 5 avril. Quelque 800 réfugiés sont ainsi arrivés en Turquie, à bord d'avions en provenance de Macédoine (voir article ci-dessous). Une centaine de Kosovars sont arrivés mardi en Norvège, dont les autorités ont annoncé qu'elles accueilleraient 6 000 déportés. Confirmant leur décision de recevoir 20 000 réfugiés, les États-Unis ont répété, comme les autres pays membres de l'OTAN, que l'objectif était le retour des réfugiés au Kosovo. Deux bases américaines outre-mer - l'île de Guam, dans le Pacifique, et la base de Guantanamo, à Cuba -, devraient être aménagées à cet effet, a expliqué le secrétaire à la défense, William Cohen.

Ces déplacements de réfugiés paraissent encore dérisoires quand on les compare aux chiffres publiés lundi midi par le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) des Nations unies : près de 400 000 personnes ont fui le Kosovo depuis le déclenchement des bombardements, le 24 mars. 226 000 d'entre elles ont trouvé refuge en Albanie, 120 000 en Macédoine, 35 700 au Monténégro, 7 900 en Bosnie et 6 000 en Turquie. Selon le HCR, le flux de Kosovars chassés de leur province continue à s'accroître à raison de « 30 000 tous les jours ».

Localement, en Macédoine, l'initiative la plus notable a été l'ouverture d'un « sanctuaire international » géré par le HCR, annoncée lundi par le ministre britannique des affaires étrangères, Robin Cook. Situé à Blace, tout près de la frontière entre la Macédoine et le Kosovo, ce camp devait accueillir 20 000 réfugiés, et plus de 100 000 à terme. Le Foreign Office a exprimé sa gratitude aux autorités macédoniennes qui ont accepté l'implantation de tels « sanctuaires internationaux ». Cette initiative a vocation à améliorer la situation des environs du camp de Blace, à la frontière entre la Macédoine et le Kosovo, où les réfugiés sont confrontés à des difficultés extrêmes.

Des officiels du HCR ont accusé les autorités macédoniennes, lundi, de mettre en danger la vie des Albanais déportés du Kosovo en les faisant entrer au comptegouttes en Macédoine. Paula Chedini, chargée des relations avec la presse pour le HCR, a critiqué, à Skopje, l'extrême lenteur des enregistrements de personnes déplacées et des autorisations à pénétrer sur le territoire macédonien (5 000 personnes par jour seulement). Environ 65 000 personnes sont entassées à ciel ouvert depuis plusieurs jours dans l'« enter humanitaire » de Blace, un champ de boue dans le no man's land entre la frontière avec le Kosovo et le poste-frontière macédonien, selon le HCR. Dix personnes décèdent chaque jour d'épuisement, de déshydratation, et la situation sanitaire empire, a indiqué M<sup>me</sup> Chedini.

D'autre part, près de 30 000 réfugiés attendaient encore de l'autre côté de la frontière, au Kosovo même. « L'état de ces personnes auxquelles nous n'avons pas accès et qui attendent depuis plusieurs jours sans approvisionnement est extrêmement préoccupant », explique Pierre Ramelle, responsable du secteur « urgence » à Médecins du monde (MDM). Une intervenante de MDM a expliqué, lundi sur LCI, que plusieurs enfants déshydratés n'avaient pas été autorisés par la police macédonienne - gantée de caoutchouc et munie de masques à gaz par crainte des épidémies - à recevoir des soins au poste de secours de Médecins du monde situé en aval du champ de boue.

Le pont aérien du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies se met cependant progressivement en place. Un premier vol, dimanche, a permis de transporter 22 000 rations en Albanie. « Tous les réfugiés qui arrivent dans le nord du pays reçoivent maintenant quelque chose, et 80 % d'entre eux ont une ration complète », a indiqué lundi le PAM.

### TROIS QUESTIONS À... BERNARD KOUCHNER

**1** Secrétaire d'État à la santé et à l'action sociale, quels risques sanitaires redoutez-vous avant la montée en puissance du plan humanitaire occidental ?  
La situation médicale et sanitaire s'aggrave. Du côté albanais, la mission d'évaluation du Samu n'a pas observé d'épidémie massive ni de décès en nombre. Du côté macédonien, les conditions sont très difficiles. On dénombre déjà une centaine de morts.

Il faut compter avec la pathologie habituelle d'une population aussi nombreuse : de la chirurgie usuelle et des blesses par éclats de grenades lors des expulsions ; de la médecine courante, et des accouchements par terre ou des accidents ; les affections des camps, dermatoses, affections pulmonaires, oculaires, dysenteries, etc. Il y a encore l'épuisement physique et moral, qui entraîne une moindre résistance, la hantise des épidémies qui nécessite une surveillance précise. Pour tout cela, nous envoyons des équipes spécialisées. Mais n'oublions pas ceux des déportés qui errent encore à l'intérieur du Kosovo et pour lesquels, hélas, on ne peut encore rien.

**2** Qu'en est-il de la politique des « sanctuaires internationaux » engagée en Macédoine ? Et combien la France prévoit-elle d'accueillir, à titre temporaire, de « déportés » ?  
Difficile de parler de sanctuaire au moment où tout le Kosovo semble se vider. La Macédoine semble à nouveau entrouvrir sa frontière. L'OTAN ouvrirait un camp de 70 000 personnes à 15 kilomètres à l'intérieur du pays. En Macédoine, la cellule d'urgence du Quai d'Orsay nous demande des équipes d'évaluation en santé publique, aux côtés de la sécurité civile. Elles partent aujourd'hui. En Albanie, la France propose de prendre certains camps en charge et vient d'établir un premier pont aérien de ravitaillement.

La France, comme l'Italie, en accord avec l'Albanie, estime qu'on ne peut pas cautionner la politique de Milosevic en attribuant des « quotas » de déportés. Nous devons déjà penser au retour de tous ces déportés au Kosovo, dans la paix retrouvée. Mais la France respectera la convention de Genève et accordera l'asile territorial à ceux qui le souhaitent.

**3** Pourquoi un tel manque de préparation du système d'accueil des réfugiés, avant même le début des frappes, puis cette improvisation, alors que la réaction des forces serbes était prévisible ?  
Il y a certainement eu des carences et des responsabilités mal assumées. Mais qui aurait imaginé une telle déportation de masse en cette fin de siècle ? Ni nos stratégies ni nos services secrets ne l'avaient prévue. Comme toujours, on critique l'humanitaire à la place du politique.

Propos recueillis par  
Erich Inciyan

Nicole Pope

## L'accueil des Albanais du Kosovo provoque un vif débat en France

**LES ACCUEILLIR ou pas ?** Le sort des réfugiés kosovars - que la France entend aider sur place, dans les camps de fortune installés aux frontières de la Yougoslavie, alors que plusieurs pays de l'alliance envisagent des rapatriements par soulèvement humanitaire (Le Monde du 6 avril) -, alimente un vif débat. Jack Lang (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, défend la position du gouvernement. « Nous ne devons en aucune manière nous détourner de notre stratégie première : vaincre Milosevic et obtenir que les Kosovars puissent ainsi revenir sur leurs terres et y vivre libres et en paix », a-t-il expliqué lundi 5 avril. Pour M. M. Lang, « organiser l'édification d'une paroi de ses habitants vers des pays lointains, ce serait involontairement faire le jeu de Milosevic, dont le seul rêve est le nettoyage ethnique du Kosovo ».

Cette position est également défendue par Paul Quilès (PS), président de la commission de la défense, pour qui le gouvernement « a apporté une réponse tout à fait adaptée à la situation ». L'objectif était le retour des réfugiés chez eux. La décision annoncée par Lionel Jospin recueille aussi des approbations au sein de l'opposition. « Le premier ministre a raison de rappeler que toute cette opération de l'OTAN n'a pour but que de ramener les réfugiés dans leur foyer », explique, lundi, Pierre Lehoucq (RPR). La pire des choses que nous pourrions faire serait de ratifier le fait accompli qu'essaie de nous imposer Milosevic ».

De nombreuses voix s'élèvent, cependant, pour critiquer une attitude d'où la part d'humanitaire serait trop absente. Malgré ce qu'il appelle « un devoir de réserve », le professeur Marc Gentilini, président de la Croix-Rouge française, a déclaré, lundi sur France-Info, qu'il « y a un devoir d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de faire une Europe humaine, humanitaire », et que « l'occasion nous en est fournie ». Pour lui, il est « un peu gênant vis-à-vis de nos partenaires européens » que la France, « patrie des droits de l'homme, refuse d'accueillir des réfugiés ».

M. Gentilini a souligné qu'« on ne prend pas un risque important de voir s'implanter durablement en France des réfugiés », car « ceux qui fuient leur pays n'ont qu'une envie, c'est d'y retourner ».

Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes, qualifie d'« inadmissible », dans Libération de mardi, le refus du gouvernement de participer

« Accueillir les réfugiés chez nous, ce serait un aveu d'échec. Ne pas les accueillir, ce serait les laisser "pourrir sur place" »

« Accueillir les réfugiés chez nous, ce serait un aveu d'échec. Ne pas les accueillir, ce serait les laisser "pourrir sur place" »

« Accueillir les réfugiés chez nous, ce serait un aveu d'échec. Ne pas les accueillir, ce serait les laisser "pourrir sur place" »

que « tout doit être fait » pour aider les Kosovars, « y compris en les accueillant sur notre sol ». « Les Kosovars, a-t-il ajouté, sont à la fois victimes de la répression de Milosevic et des frappes de l'OTAN, qui l'aggravent. Quelques propos, enfin, témoignent d'un certain embarras devant la complexité de la situation. Le communiste Francis Wurtz, député européen, s'est déclaré mardi « d'accord avec la position de principe » du gouvernement sur les réfugiés, tout en estimant que « si la guerre se prolonge, l'accueil risque de devenir "incontournable" ».

Interrogé par Le Parisien, Max Gallo, historien et romancier, proche de Jean-Pierre Chevènement, a répondu : « Les accueillir, ce serait un aveu d'échec, mais ne pas les accueillir, ce serait les laisser "pourrir sur place", tout en risquant, en même temps, de déstabiliser toute une région. On nous a engagés décidément dans une voie sans issue ».

Même ambivalence chez Alain Madelin, président de Démocratie libérale, qui a expliqué, mardi à Nouméa, où l'a emmené la campagne électorale européenne : « Les femmes, les enfants dans les situations les plus difficiles doivent pouvoir être hébergés au-delà de la Macédoine, du Monténégro ou de l'Albanie. » Il a ajouté : « Accueillir massivement des réfugiés kosovars dans le reste du monde serait, certes, donner raison à Milosevic, je pense néanmoins qu'il faut le faire et que la France doit prendre sa part de cet accueil pour la partie la plus fragile des réfugiés ».

Jean-Marie Le Pen, enfin, cherche à relativiser le drame des Kosovars en « rappelant », mardi dans Le Parisien, qu'il y a eu beaucoup d'autres exodes, dont celui, encore proche de nous, d'un million de pieds-noirs et de harkis chassés d'Algérie. »

## Transfert des premiers groupes de réfugiés en Turquie

**ISTANBUL**  
de notre correspondante  
Sept avions civils ont atterri, lundi 5 avril en fin de soirée, sur l'aéroport militaire de Cordu, dans l'ouest de la Turquie. Ils transportaient les premiers groupes de réfugiés kosovars en provenance de zones de concentration insalubres à la frontière de la Macédoine et du Kosovo. Les 1138 Albanais du Kosovo ont été transférés par autobus au camp de Kirdarelli, situé près de la frontière bulgare, à une centaine de kilomètres de l'aéroport.

Dans le hall d'arrivée bondé, des équipes médicales ont pris en charge ceux des réfugiés qui réclamaient des soins urgents. Les plus malades ont été transférés à l'hôpital local. Partagés entre le soulagement d'avoir survécu aux horreurs et le désespoir d'avoir dû abandonner leurs proches et leurs domiciles, de nombreux réfugiés, épuisés, choqués et couverts de boue, étaient en larmes. Pour la plupart, le bol de soupe chaude, le pain, le fromage, les tomates et les petits gâteaux qui leur ont été servis ont été leur premier repas depuis plusieurs jours.

La Turquie, dont onze avions participent aux raids aériens de l'OTAN, a annoncé qu'elle accueillera vingt mille réfugiés. Environ trois mille d'entre eux seront logés dans des maisons préfabriquées érigées il y a dix ans pour abriter la minorité turque qui avait fui le régime communiste bulgare. Cinq mille tentes vont être dressées sur un terrain boisé à proximité du camp pour abriter les milliers de Kosovars attendus dans les prochains jours.

### LIENS HISTORIQUES

Depuis le début de l'offensive contre la Serbie, quelque 5 500 réfugiés sont déjà arrivés en Turquie. Seuls 262 d'entre eux ont, jusqu'à présent, pu être logés au camp de Kirdarelli où vivent encore 300 réfugiés bosniens. Les autres ont trouvé refuge auprès de membres de leurs familles qui forment une communauté d'Albanais installés en Turquie. Des liens historiques, qui remontent à l'époque de l'empire ottoman, se sont tissés entre les Albanais du Kosovo et la Turquie. En raison de ces liens ethniques et culturels, la Turquie, qui a

annoncé qu'elle participerait à une éventuelle intervention terrestre au Kosovo, s'apprête également à mettre sur pied deux camps de réfugiés supplémentaires en Albanie et en Macédoine. Deux avions chargés de matériel se sont envolés lundi et treize camions du Croissant-Rouge doivent quitter mardi la Turquie avec des tentes, de la nourriture, des cuisines de campagne et des couvertures. Quinze personnes superviseront l'installation de deux camps de tentes devant abriter dix mille personnes chacun.

Au total, la Turquie envisage de prendre en charge quelque quarante mille réfugiés kosovars. Les autorités turques insistent cependant sur le fait que ces arrangements doivent demeurer temporaires. « Nous ne pouvons pas participer aux plans serbes de vider le Kosovo des Kosovars », a déclaré le premier ministre Bülent Ecevit, en ajoutant : « L'OTAN doit s'assurer que les victimes de ce génocide puissent retrouver leurs maisons, leurs terres et leurs emplois. »

## RECHERCHE

## TRAFIC AÉRIEN Comment éviter le chaos

À LIRE AUSSI :

**Entretien avec  
Walter Kohn  
prix Nobel de chimie  
1998**

**Tuberculose :  
saura-t-on juguler  
l'épidémie ?**

N° 319 • AVRIL 1999 • EN KIOSQUE • 38 F

هكذا من الأصل



## Washington ajuste ses objectifs politiques selon l'évolution de la situation

Les accords de Rambouillet paraissent désormais dépassés

Bien que le langage officiel reste inchangé, la situation dans les Balkans, et notamment l'ampleur de l'exode des Kosovars, oblige les Occ-

identaux à réviser leurs objectifs politiques. Il s'agit moins d'amener Slobodan Milosevic à signer un accord qu'à briser le potentiel militaire

serbe pour permettre, ensuite, le retour des réfugiés dans la province, dont l'avenir politique est de plus en plus incertain.

DANS la définition de leurs objectifs politiques, les Américains donnent l'impression d'improviser en pratiquant au jour le jour des ajustements en fonction de l'évolution de la situation. Des déclarations des différents responsables, qui s'expriment tous les jours à la télévision (lire page 5), il ne ressort pas à proprement parler un changement de stratégie, écrit notre correspondant aux Nations unies, Afsané Bassir Pour, mais la mise en circulation d'idées nouvelles pour faire face à des événements que l'administration ne semble pas avoir anticipés. C'est vrai, surtout, de l'exode des Kosovars, dont la brutalité avait été largement sous-estimée : « Nous savions que les bombardements de l'OTAN pourraient accélérer l'épuration ethnique du Kosovo, reconnaît un haut fonctionnaire, mais ni le rythme ni l'ampleur n'étaient prévisibles. »

Avec près de 400 000 réfugiés dans les pays limitrophes du Kosovo et un exode qui se poursuit au rythme de quelque 30 000 personnes par jour, le retour des Kosovars dans leur pays est devenu par la force des choses un objectif prioritaire, que la communauté internationale n'était pas en mesure d'envisager il y a quelques semaines. Comment l'assurer ? La réponse à cette question reste tributaire des résultats de la campagne de bombardements en cours sur la Serbie. Avec le prochain déploiement de deux bataillons d'hélicoptères d'attaque Apache, venant s'ajouter aux avions A-10, les Américains se donnent les moyens de détruire les unités blindées des forces serbes au Kosovo. En même temps, l'OTAN devrait envoyer en Albanie une force de 6 000 hommes qui ne seront pas confinés dans des tâches humanitaires. En Macédoine, elle dispose déjà d'un contingent de 12 000 hommes bâti à partir de la

NOUS AVONS DEUX OU TROIS SEMAINES POUR CONVAINCRE NOS OPINIONS PUBLIQUES QU'ON NE PEUT PAS CONVAINCRE MILOSEVIC.



force d'extraction, en place depuis le mois de décembre.

### ENVIRONNEMENT PERMISSIF

Ces troupes sont-elles l'avant-garde de la force que l'OTAN pourrait envoyer au Kosovo pour accompagner les réfugiés ? Peut-être. Reste à définir les conditions. Les Occidentaux ont toujours affirmé qu'une force internationale commandée par l'OTAN devrait être déployée au Kosovo pour surveiller l'application d'un éventuel accord, mais qu'il n'était pas question d'envoyer des troupes de combat. C'est ce que les Américains ont appelé l'« environnement permissif ». La nature de cet « environnement permissif » est en train d'évoluer. A l'origine, il s'agissait d'un accord politique, le texte de Rambouillet prévoyant que les forces de l'OTAN seraient stationnées au Kosovo « à l'invitation » des belligérants, donc du gouver-

nement de Belgrade. Aujourd'hui, les responsables américains parlent d'un accord politique ou d'une réduction suffisante de la puissance de l'armée serbe, de telle sorte qu'elle ne représente plus une menace. Alors que, pendant des jours, Washington a répété qu'il était exclu d'envoyer des troupes au Kosovo sans un accord politique, le secrétaire à la défense, William Cohen, a déclaré, lundi 5 avril : « Pour avoir une force au sol, si jamais nous devions en avoir une, nous devons d'abord avoir ce type de campagne aérienne intensive qui peut durer des semaines. »

La notion même d'accord politique est en train de changer. Officiellement, les Occidentaux se réfèrent toujours à Rambouillet mais, en privé, aucun responsable ne conteste que le texte de Rambouillet est désormais caduc. Tout au plus peut-on en sauver

les « principes ». Mardi, la Maison Blanche a réitéré son opposition à l'indépendance comme à la partition du Kosovo (lire page 5). Mais la question de savoir si, après le nettoyage ethnique dont ils sont l'objet, les Kosovars voudront vivre, même avec « une autonomie substantielle », dans le cadre de la Serbie, reste officiellement sans réponse. Il est fort probable cependant que la guerre a renforcé la volonté d'indépendance de la population albanaise.

### AVEC QUI SIGNER UN ACCORD ?

Autre question dont la réponse échappe aujourd'hui : avec qui signer un éventuel accord ? Plus la guerre dure, moins le président yougoslave apparaît comme l'interlocuteur qu'il était encore lors du déclenchement des bombardements. « Milosevic sera vraisemblablement inculpé comme criminel de guerre. Il ne peut plus se cacher derrière un Karadzic ou un Mladic », explique un responsable du département d'Etat, qui ajoute aussitôt : « Cela dit, si demain Milosevic acceptait les termes de Rambouillet, on pourrait peut-être arrêter la campagne militaire, la différence est que les troupes serbes ne pourraient en aucun cas rester au Kosovo. » (L'accord de Rambouillet prévoyait le maintien d'un contingent de 15 000 soldats chargés de la protection des frontières.)

Les Américains ne seraient pas mécontents que la poursuite de la campagne aérienne provoque un renouveau de l'opinion serbe et la chute du régime Milosevic. Mais si l'homme fort de Belgrade se disait prêt à céder devant la force, ils ne pourraient éviter de traiter avec lui.

Daniel Weiss  
avec Afsané Bassir Pour  
(à New York)  
et Patrice de Beer  
(à Washington)

## La « guerre parallèle » subit son baptême du feu

Le chef d'état-major interarmées américain prône le découplage entre la guerre électronique et aérienne et la menace d'intervention au sol

DURANT la guerre du Golfe, en 1990-91, le président des Etats-Unis, George Bush, avait complètement enfoncé les thèses de son chef d'état-major interarmées, le général Colin Powell, qui s'était déclaré partisan d'une doctrine plutôt musclée. Face à un adversaire, les Etats-Unis devaient ne s'engager qu'en force, à terre et dans les airs, et ne pas se contenter de pratiquer des demi-mesures. De surcroît, il leur fallait, dès le départ, obtenir un soutien total de l'opinion, être garantis d'une haute probabilité de l'emporter sur le terrain et, naturellement, suivre une ligne stratégique clairement déterminée.

Pour le Kosovo, mais pas seulement pour ce cas-là, Bill Clinton s'est affranchi de cette doctrine. En Afghanistan et au Soudan, pour lutter contre le terrorisme international, mais aussi en Irak et au Kosovo, pour casser une machine répressive au service de dictateurs, il a estimé devoir cibler les actions militaires sur les « centres de gravité » - les commandements des forces et les installations qu'ils contrôlent - par le biais de frappes aériennes à distance, sélectives ou plus globales. Une fois ce but atteint, il compte au Kosovo sur la paralysie du pays et le démantèlement d'unités asphyxiées et privées de leur système nerveux.

### MAÎTRISE A DISTANCE

Ce n'est plus la théorie du « zéro mort » à proprement parler, une théorie plus en vogue chez les politiques que dans les états-majors. C'est plutôt ce qu'on appelle désormais, outre-Atlantique, la « guerre parallèle », celle qu'on fait en évitant d'être trop en première ligne ; pour ne pas risquer de prendre des coups, et en cherchant à infliger des pertes significatives à son adversaire tout en déconnectant stratégie aérienne et stratégie terrestre. Cette « guerre parallèle », préconisée par l'armée de terre américaine, M. Clinton l'a fait sien : elle ne permet pas des succès mirobolants d'entrée de jeu, mais elle est censée épuiser, à la longue, l'adversaire et écarter les désastres rencontrés précédemment en Corée, au Vietnam et en Somalie par les Américains.

Sur la foi de ce que prétendent les industriels, dont les matériels « gadgetisés » sont toujours considérés comme efficaces à 100 % lors des présentations en temps de paix sur ordinateur, les chefs militaires des Etats-Unis ont ainsi développé l'idée qu'on pouvait obtenir à distance la maîtrise d'un théâtre d'opérations. On contrôle et on surveille tout à distance. C'était vrai déjà de l'armée de l'air américaine. C'est aussi devenu la théorie propre à son armée de terre. La marine s'est plutôt ralliée au concept d'une force qui, depuis la mer, participe à la projection et au soutien des deux autres armées et du corps des « marines ».

Pour l'armée de l'air comme pour l'armée de terre, un équipe-

ment moderne et sophistiqué doit aujourd'hui leur permettre, mais à distance, d'être omniprésentes, omniscientes et omnipotentes. Cela tient, à la fois, de « Big Brother » et de Robocop pour l'armée de terre et de Top Gun pour l'armée de l'air. Dans le foisonnement des idées qui agitent en permanence les armées américaines, la guerre devient un laboratoire pour tester le tout-technologique, le tout-électronique et le tout-informatique. Les généraux Henry Shelton, chef d'état-major interarmées, et Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, ont, de toute évidence, été sensibles à cette conception pour la Yougoslavie.

En Irak, dès la phase « Boucher du désert », la coalition anti-Saddam Hussein avait couplé stratégie terrestre et stratégie aérienne à partir de l'Arabie saoudite. Si bien que l'armée irakienne a été fixée sur son propre sol par cette stratégie aéroterrestre, et elle a commis l'erreur de se concentrer pour arrêter toute invasion éventuelle. Le dispositif irakien s'effrita, dès lors, en cible potentielle au matriage aérien de la campagne « Tempête du désert », laquelle dura moins de sept semaines.

En Bosnie, notamment en août et septembre 1995, il y eut, dans le même temps, combinaison du marteau, représenté par les frappes aériennes de l'OTAN, et de l'enclume, symbolisée par les troupes bosno-croates, puis par la force de réaction rapide franco-britannique et ses canons, sur le mont Igman. Et, malgré ses extrêmes limites, les serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic, Slobodan Milosevic s'est assis à la table des discussions.

Rien de tout cela en Yougoslavie. L'OTAN a choisi, dès le début, de dissocier stratégie aérienne et stratégie terrestre, et elle a avoué, publiquement, que l'Alliance écartait une option terrestre d'envergure. Au lieu, en menant deux types d'opérations - qui s'ignoreraient et qui seraient décalées dans le temps - dans le cadre d'une « guerre parallèle » dont les deux modes d'action ne s'interpénétreraient pas, de sous-estimer l'engagement de M. Milosevic et la capacité des Serbes à encaisser des frappes aériennes de plus en plus sévères. Un temps, les alliés ont cru que l'Armée de libération du Kosovo (UCK) serait l'ennemi qui harcelait au sol les forces serbes et aurait rendu leurs positions insupportables sous les bombardements de l'OTAN. L'UCK, médiocrement armée et encadrée, n'a pas joué le même rôle que les forces croates et musulmanes en Bosnie.

En privilégiant l'arme aérienne, l'OTAN s'est placée dans la situation d'un boxeur qui, montant sur le ring, se serait interdit d'emblée d'utiliser des deux poings à la fois. Le combat n'en est que plus difficile.

Jacques Isnard

## Les bombardements de l'OTAN s'étendent et s'intensifient

Les relais de télévision figurent désormais parmi les cibles des frappes occidentales

### BRUXELLES

de notre correspondant

Les responsables de l'OTAN avaient prévu : les frappes aériennes, qui n'avaient pas pu avoir toute l'efficacité désirée en raison d'une météorologie défavorable, allaient s'intensifier dès que le ciel se dégagerait au-dessus de la Yougoslavie. Dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril, vingt-sept cibles, réparties sur tout le territoire, ont été atteintes par des attaques de missiles et des sorties aériennes qui ne semblent pas s'être heurtées, selon le porte-parole du général Clark, à une riposte des batteries antiaériennes yougoslaves. La radio serbe fait état de cinq morts et de vingt blessés à Aleksinac, ville minière du sud du pays.

La nuit de lundi à mardi a été le théâtre de bombardements encore plus intenses, détruisant des objectifs dans cinq grandes villes de Serbie. Les cibles incluaient des dépôts de carburant, des ponts, des stocks de munitions, des hangars de Mig, la piste de l'aéroport Slatina de Pristina, l'aéroport de Nis (la deuxième ville de Serbie), un pont sur le Danube (à Sombor, à 200 kilomètres au nord-ouest de Belgrade), des mines de charbon (à Aleksinac, à 200 kilomètres au sud), la raffinerie de Novi Sad, des relais-émetteurs à Bogutovac, Cmil

Vrh et des stations de la radiotélévision serbe RTS dans la région de Kragujevac (à 120 kilomètres au sud de Belgrade), qui, depuis, ne reçoit plus de programmes.

Ces attaques prouvent, s'il en était encore besoin, que les phases 1, 2 et 3 définies par l'état-major de l'OTAN lors du lancement de l'opération « Force allée » sont maintenant hors de propos. Officiellement, on se trouve toujours dans la phase 2, celle qui prévoit des attaques contre des objectifs militaires situés au sud du 44 parallèle. Or les attaques menées les deux nuits précédentes ont frappé de l'extrême nord à l'extrême sud du pays, de Sombor, près de la frontière hongroise, à Nis, située près de la frontière macédonienne.

On a également singulièrement élargi la notion d'objectifs militaires, en frappant tout d'abord les lieux où « se planifiait, se concevait et se dirigeait l'épuration ethnique du Kosovo », selon la formule de Jamie Shea, le porte-parole. Maintenant, les cibles comprennent toutes les infrastructures jugées utiles à l'exercice du pouvoir de Slobodan Milosevic. L'attaque des relais de télévision indique que l'OTAN est maintenant décidée à mener une guerre psychologique visant à dissocier la population de ses dirigeants.

Les vingt-quatre hélicoptères de combat Apache, envoyés par les Américains en Albanie, appuyés par une force de deux mille hommes et des éléments d'artillerie ainsi que de missiles sol-sol pourraient, de l'avis de nombreux experts de l'Alliance, être l'avant-garde d'une force repoussant hors du Kosovo les éléments armés yougoslaves pour protéger le retour des réfugiés. On insiste cependant, dans les couloirs de l'Alliance, sur le fait que l'entrée au Kosovo des troupes de l'OTAN ne pourrait être que postérieure à un « accord » avec les autorités yougoslaves. Cet accord s'apparenterait plus à un armistice qu'à un cessez-le-feu qu'à un accord de paix en bonne et due forme du type de l'accord de Rambouillet. Mais on

en est pas encore là, souligne-t-on encore, et l'essentiel reste de porter des coups décisifs à la capacité d'action de l'armée de Slobodan Milosevic, ce qui n'est pas encore le cas, de l'aveu même des chefs militaires.

Deux autres problèmes sont au centre des préoccupations des responsables de l'OTAN : la question humanitaire et l'inquiétude des pays de la région. Les forces de l'OTAN stationnées en Macédoine ont été mobilisées pour assurer la logistique de cette aide. Giorgio Balazino, secrétaire général adjoint de l'OTAN, a commencé, lundi, une tournée d'explication en Roumanie, Albanie, Bulgarie et Macédoine.

Luc Rosenczweig

## La proximité du conflit ne peut qu'inquiéter la Hongrie

### BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

« Je crois que les frappes aériennes de l'OTAN permettront d'atteindre le but politique de l'opération, c'est-à-dire la tenue de négociations. » Le général Ferenc Vegh, chef d'état-major de l'armée hongroise, d'abord silencieux au début des raids aériens contre la Yougoslavie, a ensuite jugé nécessaire, face à « l'inquiétude » de l'opinion magyare devant le risque de débordement régional de la guerre, de procéder à certains éclaircissements. La position de la Hongrie est délicate, reconnaissent volontiers les officiels : seul pays membre de l'OTAN ayant une frontière commune avec la Yougoslavie (sur environ 100 kilomètres), elle doit en outre se soucier du sort de quelques 300 000 Magyars vivant en Voïvodine, dans le nord de la Serbie.

Dans un entretien au Monde, le général Vegh est resté prudent quant à l'éventualité d'un échec

des bombardements de l'OTAN. Dans le cas où Slobodan Milosevic refuserait de se plier aux injonctions des Occidentaux, « ce serait un autre problème. Pour une opération au sol, il faudrait à l'OTAN un autre mandat et cela créerait une situation différente. Ce serait une escalade », dit-il. L'idée d'une intervention terrestre suscite une certaine nervosité en Hongrie. Le gouvernement s'est rapidement distancé d'une déclaration du ministre de la défense, Janos Szabo, selon lequel tout envoi de troupes occidentales en Yougoslavie se ferait « par la Macédoine » et non par la Hongrie. Craignant de voir le pays trop impliqué dans le conflit, les autorités de Budapest ont par ailleurs démenti que le pilote de l'avion furtif américain tombé en Yougoslavie ait été récupéré par une équipe de sauvetage partie du territoire hongrois.

« Nous ne ressentons pas de menace militaire directe », dit le général Vegh. « Je ne pense pas que le

but des forces yougoslaves soit d'attaquer la Hongrie. Simplement, nous réagissons en fonction du risque évalué », ajoute-t-il. Des mesures ont été prises pour renforcer la sécurité à la frontière sud. Des « sous-unités » ont été mises en alerte, indique le général Vegh. La Hongrie, dont l'armée compte 60 000 hommes, héberge depuis 1995 à Tasszar, dans le sud, une importante base militaire américaine qui appuie la SFOR en Bosnie. La Hongrie a aussi récemment mis son espace aérien et ses aéroports à la disposition de l'OTAN dans le cadre des opérations contre la Yougoslavie. Le général Vegh affirme toutefois qu'« aucune installation militaire hongroise » n'a encore été utilisée depuis le début des frappes.

### CONTACT MAINTENU

« Parce que nous sommes voisins de la Yougoslavie et un membre à part entière de l'OTAN, nous voulons avoir une approche équilibrée, pru-

dente », souligne le général. La raison en est simple : « La minorité hongroise [de Voïvodine] pourrait être prise en otage par la population serbe. » Cette minorité « éprouve déjà des difficultés d'approvisionnement, notamment en carburant », estime-t-il. Une opération d'évacuation des Hongrois de Voïvodine serait-elle envisageable ? « Je ne crois pas que cela sera nécessaire. »

Le général Vegh, qui a suivi une formation dans une académie militaire américaine, s'attend à ce que la campagne de raids aériens contre la Serbie soit « longue ». « Souvenez-vous : la guerre du Golfe a duré six semaines », rappelle-t-il. Il précise aussi qu'entre militaires hongrois et yougoslaves, tous les canaux de communication n'ont pas été rompus : « Leur état-major nous a fait savoir l'autre jour qu'ils ne considéraient pas la Hongrie comme un ennemi. »

Natalie Nougayrède

**BAC + 1**  
REORIENTEZ-VOUS VERS UNE  
GRANDE ECOLE DE COMMERCE **ISG**  
L'AFIG  
(ANNEE DE FORMATION INITIALE A LA GESTION)  
VOUS PREPAREZ A INTEGRER  
L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION  
Contactez Francis Pasteur : 45, rue Spontini - 75116 Paris  
**Tél. 01 56 26 11 12**

هكذا من الأصل

La confusion règne  
Clinton sur la final



## La confusion règne au sein de l'administration Clinton sur la finalité des opérations militaires

Madeleine Albright évoque le jugement des « hauts responsables » serbes

Divers porte-parole à Washington ont cherché, lundi 5 avril, à contraindre d'avance toute « demi-mesure » visant à garantir un cessez-le-feu et

toute « offre de paix bidon ». Mais sur la question du traitement politique de la question des réfugiés et sur celle de l'envoi de troupes d'in-

tervention au sol, ces mêmes représentants de l'administration et de l'armée ont multiplié les déclarations embarrassées et contradictoires.

### WASHINGTON

Pour la première fois, lundi 5 avril, Washington a fait état d'un plan de Slobodan Milosevic pour décréter un cessez-le-feu dans les prochains jours, une fois son objectif de se débarrasser de la population albanaise du Kosovo atteint. Le président serbe « est probablement en train d'essayer de se positionner afin de déclarer son travail achevé et d'annoncer qu'il accepte la paix », estimait la Maison Blanche. « Nous ne serions pas surpris de voir dans les prochains jours des tentatives pour prêter des demi-mesures ou des faux cessez-le-feu. Cela ne sera pas acceptable pour un arrêt des bombardements », a prévenu son porte-parole, Joe Lockhart. « Les pays membres de l'OTAN n'accepteront pas la première offre de paix bidon », a renchérit James Rubin au département d'Etat. Pour le moment, dit-on à Washington, la seule « ouverture » envisageable, c'est la « capitulation » de Milosevic.

La journée n'a pas été bonne pour l'administration Clinton, qui a semblé s'embrouiller à plaisir dans la définition des conditions d'envoi de soldats au Kosovo pour aider les réfugiés à rentrer chez eux dès lors que ce sera possible. Au Pentagone comme à la Maison Blanche, c'était à qui accumulerait le plus de confusion. Alors que Bill Clinton

réaffirmait son intention de « persister jusqu'à ce que nous l'emportions », son porte-parole a paru dans l'impossibilité de fournir une définition consistante du terme d'« environnement permissif », condition mise par Washington au franchissement de la frontière du Kosovo par ses GI.

Pour que cette condition soit remplie, a expliqué M. Lockhart, il

dégradera et même détruira, parfois, sa capacité militaire à imposer sa volonté (...), et il aura cessé de représenter une menace. Mais plus tard, M. Lockhart est revenu sur ses propos pour assurer que cet « environnement permissif » était impossible sans « une sorte d'accord ».

Pour avoir tenu les mêmes propos, le porte-parole officiel du Pen-

trons se sont toutefois efforcés de réduire les divergences entre la Maison Blanche et les militaires sur l'organisation des opérations, ces derniers ayant dès le départ averti les politiques qu'une guerre aérienne serait insuffisante pour parvenir aux objectifs prévus, comme l'écrivait, lundi, le Washington Post. Mais, alors que les partisans de l'envoi de l'infanterie défilent sur les écrans de télévision, l'administration Clinton ne donne pas, pour l'heure, l'image de la détermination sans faille et du leadership.

En attendant, la question d'un jugement des responsables de l'actuelle épuratoire ethnique est de plus en plus évoquée à Washington. Lundi, lors d'une cérémonie en l'honneur de la présidente du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Gabrielle McDonald, Madeleine Albright a déclaré : « Nous voulons faire répondre de leurs crimes les hauts responsables d'atrocités », tout en s'abstenant de citer nommément Slobodan Milosevic. Elle avait auparavant pris connaissance du rapport de David Scheffer, ambassadeur itinérant des Etats-Unis chargé des crimes de guerre, lequel dénonce « les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité » commis par les forces de répression serbes au Kosovo, décelant dans leurs actes des « indicateurs de génocide ».

Patrice de Beer

### Pas d'« indépendance » pour le Kosovo

Le porte-parole de la Maison Blanche, Joe Lockhart, est sans doute allé le plus loin qu'aucun officiel américain en affirmant son opposition à toute perspective d'indépendance du Kosovo. Réitérant la nécessité d'un statut du type de celui de Rambouillet pour la province, il a expliqué que, « si l'on regarde le Kosovo tel qu'il est, ce n'est pas une entité politique ou économique viable en soi, et il restera un point de conflit régional ». Interrogé sur un éventuel rattachement à l'Albanie voisine, il a répondu : « Nous pensons que la meilleure solution est celle qui a été prévue par les accords de paix de Rambouillet ». M. Lockhart a par ailleurs reconnu qu'une partie de l'aidé qui avait été positionnée en prévision d'un exode de la population albanaise avait été stockée... à Belgrade. (Corresp.)

faudrait « un accord politique prévoyant l'autonomie du Kosovo, le retrait des forces serbes, le retour des réfugiés et le déploiement d'une force dirigée par l'OTAN pour assurer leur sécurité ». Très bien, mais, lui a-t-on demandé, que se passera-t-il si M. Milosevic refuse d'obtempérer ? « Il sera contraint de donner son accord, parce que la punition qu'il reçoit et qu'il va continuer de recevoir – par l'aviation –

tagone, Ken Bacon – pourtant connu pour une extrême prudence exprimée en langue de bois –, s'est vu infliger un démenti cinglant par le porte-parole du chef d'état-major suprême : « Le chef d'état-major suprême, pour lequel je travaille, et les autres chefs d'état-major ont toujours estimé qu'un environnement permissif signifiait un accord avec M. Milosevic », a déclaré le capitaine Pietropaoli. Les deux

## Cinq leçons d'une guerre pour l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle

LA GUERRE du Kosovo n'est pas une simple reproduction de la guerre en Bosnie. Les images de réfugiés, le « nettoyage ethnique », la crainte renouvelée des débordements

### ANALYSE

Le conflit du Kosovo ouvre une ère nouvelle dans les relations internationales

ments dans les pays voisins, les menaces de l'OTAN contre Slobodan Milosevic, finalement mises à exécution, créent une similitude trompeuse. La guerre du Kosovo représente, à plusieurs titres, une « première » qui marque une nouvelle ère dans les relations internationales. Elle est annonciatrice de tendances qui marqueront l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle – des tendances « d'après-guerre froide ».

● **Le sacro-saint principe de la souveraineté des Etats** est un peu ébranlé. Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 avril, une grande capitale européenne a subi un bombardement aérien pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Pour la première fois, l'OTAN, alliance défensive, a fait usage de la force contre un Etat souverain pour des problèmes de politique interne à cet Etat. En Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale a tenté de sauver un Etat, issu certes d'une fédération multinationale, mais dont elle avait reconnu l'indépendance et la souveraineté en mars 1992. Par les accords de Dayton, elle a restauré, au moins en théorie, l'intégrité de cet Etat, qui était mise en cause de l'intérieur et de l'extérieur. Dans le conflit actuel, l'Occident fait fi de la souveraineté de la Yougoslavie tout en reconnaissant que le Kosovo fait partie intégrante de la Serbie et en refusant l'indépendance de la province, peuplée à 90 % d'Albanais.

● **La prépondérance de l'OTAN**, clé de la sécurité en Europe, est affirmée. Après la chute du mur de Berlin, dans la période de l'après-guerre froide, l'OTAN occupait une place dans ce qu'on appelait « la nouvelle architecture de sécurité en Europe ». Sans être une organisation comme une autre, elle était plus ou moins mise sur le même plan que d'autres, l'ONU, l'OSCE, quand elle ne leur était pas subordonnée. La menace soviétique disparue, cette organisation, qui assure la présence poli-

le Vieux Continent, paraissait à la recherche d'une raison d'être. Avec le Kosovo, l'OTAN s'affirme comme la pièce maîtresse de la sécurité en Europe, la gardienne de la stabilité, la seule organisation capable de mettre en œuvre les forces nécessaires dans des opérations où s'estompent la différence entre *peace keeping* et *peace making*, le maintien de la paix et le rétablissement de la paix.

● **L'Europe de la défense** a des années de retard. Le déploiement militaire de l'OTAN illustre l'extrême faiblesse militaire de l'Union européenne. L'identité de l'Europe en la matière paraît quasi inexistante dans quelques-uns des domaines-clés de l'avenir. L'Union n'a ni missiles de croisière ni bombardiers furtifs. Elle dispose d'encore moins d'indépendance à l'égard des Etats-Unis quand il s'agit de la collecte – par satellites, notamment – des informations nécessaires à la conduite moderne de la guerre. Rarement la prépondérance américaine a paru aussi écrasante. Les Européens – essentiellement les Allemands, les Britanniques et les Français – prennent certes leur part dans l'offensive mais ils auraient été parfaitement incapables de la mener sans les Etats-Unis. Ceux-ci paraissent, *a contrario*, pousser sans cesse plus avant l'avantage technologique qu'ils ont sur les Euro-

peens, tout en craignant que cet écart n'empêche à terme « l'interopérabilité » entre les armées alliées.

● **Les clivages issus de la guerre froide réapparaissent.** Désireuse de justifier sa pérennité alors que le Pacte de Varsovie se défaisait, l'OTAN « nouvelle manière » a voulu tendre la main à une Russie résolument hostile à l'élargissement du pacte atlantique à certains de ses anciens satellites (Pologne, Hongrie, République tchèque). Le point d'orgue de cette politique d'apaisement par rapport à Moscou fut la signature, en mai 1997 à Paris, de l'Acte fondateur entre l'organisation atlantique et la Russie et la création du Conseil conjoint. Sans doute, les Occidentaux avaient-ils refusé ce que les Russes réclamaient, à savoir un droit de veto sur les décisions de l'OTAN, mais une sorte de participation à la formation du consensus était implicitement reconnue à Moscou.

En se passant d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU par crainte d'un veto russe, les alliés affirment, au Kosovo, que le développement de la coopération avec la Russie n'est pas leur première priorité, au risque de recréer les lignes de fracture de la guerre froide. Autre membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine est tout aussi furieuse d'avoir été

court-circuitée. Avec Moscou, elle est résolument hostile à l'affaiblissement en cours du principe de la souveraineté des Etats pour des raisons qui, dans un cas, peuvent s'appeler Tchétchénie, par exemple, et, dans l'autre, Tibet ou Taiwan.

● **La justification humanitaire** l'emporte sur le principe de souveraineté. L'invocation de la catastrophe humanitaire menaçante pour justifier l'action de l'OTAN sans mandat formel de l'ONU crée un précédent que les Américains et les Britanniques voudraient voir codifier dans le « nouveau concept stratégique » de l'Alliance. Certains responsables occidentaux sont allés plus loin, comme Javier Solana. Le secrétaire général de l'organisation a justifié l'intervention de l'OTAN au Kosovo par l'impossibilité de tolérer, dans la nouvelle Europe en gestation, un régime dictatorial bafouant les droits de l'homme, même si ces violations ont lieu à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. Corollaire de l'affaiblissement du principe de souveraineté, le droit d'ingérence humanitaire prend une valeur supérieure au respect des frontières, un des piliers de l'ordre ancien. C'est une nouvelle Europe qui se dessine.

Alain Frachon et Daniel Vernet

## Ibrahim Rugova demande à sortir du Kosovo

LE CHEF modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, a reçu lundi 5 avril, à son domicile de Pristina, étroitement surveillé par la police, la visite de l'ambassadeur de Russie à Belgrade, Iouri Kotov, puis celle du vice-premier ministre yougoslave, Nikola Sainovic. Entre les deux, il a pu s'entretenir avec des journalistes, dont celui de l'AFP.

« Il faut vraiment trouver une solution à cette situation aiguë, et je demande à Belgrade d'être plus coopératif avec la communauté internationale », a-t-il déclaré devant la presse. « Il faut arrêter les bombardements » et instaurer une « surveillance » de la situation au Kosovo, a-t-il ajouté sans être plus explicite. « J'espère que cela va être discuté au niveau international. Ce n'est pas une question pour moi actuellement. Ici je suis sans mon peuple ».

« J'ai dit à M. Kotov que je suis intéressé à sortir de Pristina, à aller à

Skopje et dans d'autres pays pour contribuer à ce processus et arrêter la situation actuelle, parce que je suis ici sans mes collaborateurs », a-t-il ajouté. « Je ne peux pas travailler et apporter une contribution, ici à Pristina. Je pense que je peux contribuer davantage si je travaille actuellement hors du Kosovo. J'ai dit aussi aux autorités serbes que c'est ma demande. J'attends une réponse de ce côté », a-t-il indiqué.

### SPECULATION

Interrogé par un journaliste sur sa liberté de mouvement, M. Rugova a répondu : « Je suis ici. La police de sécurité serbe est ici. J'ai demandé à sortir du Kosovo afin d'aider à résoudre cette situation, aider la partie serbe et aider la partie albanaise. » Plusieurs dirigeants occidentaux ont invité ces derniers jours M. Rugova à venir s'entretenir avec eux.

L'ambassadeur russe, Iouri Kotov, a dit avoir évoqué la question

avec Nikola Sainovic, vice-premier ministre yougoslave. « Sainovic m'a confirmé que vous étiez libre de vos mouvements et qu'ils [les Serbes] se soucient surtout de votre sécurité personnelle, et je crois que cette situation pourra être résolue », a-t-il déclaré en s'adressant à M. Rugova. Interrogé à propos des doutes émis en Occident sur sa rencontre avec M. Milosevic, dont la RTS, la télévision de Belgrade, avait diffusé des images, M. Rugova a répondu : « C'est de la spéculation. J'ai été à Belgrade. »

Le Centre d'information serbe (MC) à Pristina a diffusé un « communiqué conjoint » d'Ibrahim Rugova et de Nikola Sainovic, affirmant que les deux hommes se sont déclarés « entièrement prêts » à engager « un travail commun » dans deux domaines : le processus politique en vue d'un règlement du problème du Kosovo, et le retour dans leurs foyers des réfugiés et des personnes déplacées. (AFP)

## smart notes



### Un plaisir raisonnable.

La smart vous offre des raffinements souvent coûteux sur certaines voitures plus grandes. Quelle autre voiture de sa catégorie a un moteur turbo ? Et un équipement de sécurité standard aussi complet ? Le tout à des conditions de financement aussi favorables ?

### Financement :

Au prix de 53 900 F TTC (tarif au 8 mars 1999), la smart & pure peut être financée en Crédit "Ballon" au T.E.G. de 3,95%, avec un apport minimum de 10% : 5 390 F. Soit un montant financé de 48 510 F composé de 35 mensualités de 717 F et d'une mensualité finale (échecance "ballon") de 27 960 F\*. Coût total du crédit hors assurances facultatives de 53 055 F. Cette offre est valable jusqu'au 15 avril 1999 sous réserve d'acceptation par smartstart finance, département de Mercedes-Benz Financement SA, BP 114, 78150 Rocquencourt.

\*Votre smart Center vous assure la reprise de votre véhicule pour le montant de l'échéance "ballon" sous réserve d'un kilométrage annuel de 10 000 km. (Modèle présenté : smart & pulse avec options)

### Équipement complet :

La smart bénéficie d'un équipement de très grande qualité : SOFTIP, boîte de vitesse séquentielle semi-automatique à 6 rapports, verrouillage centralisé, vitres teintées... Suivant les modèles : climatisation, toit vitré, jantes en alu, antibrouillards, etc. L'équipement de sécurité de série est très complet : cellule TRIDION en acier, ABS, système électronique de stabilité TRUST, 2 coussins gonflables, prétensionneurs et limiteurs d'effort.

### Options très accessibles :

Pour personnaliser et optimiser votre smart, vous pouvez l'équiper de nombreuses options : boîte de vitesse automatique SOFTOUCH, alarme, coussins gonflables de sécurité latéraux et bien d'autres aménagements encore.

Pour plus d'informations, sur les avantages de la smart appelez le 0 801 803 803 ou venez nous voir dans votre smart Center.

reduce to the max. = réduire au maximum.

smart  
reduce to the max.

مكذأ من الأصل



## DÉPÊCHES

### RÉFUGIÉS

Le nombre des réfugiés du Kosovo « s'est accru plus rapidement que prévu » et leur total pourrait atteindre 900 000 dans le futur, a estimé, mardi 6 avril, le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Méo Sadako Ogata, interrogée par un quotidien japonais. « Nous nous étions préparés pour 100 000 (réfugiés), puis pour 350 000, mais leur nombre a augmenté plus rapidement », a-t-elle déclaré depuis Genève, selon Asahi Shimbun. Interrogée sur la situation au Kosovo, elle a indiqué n'avoir « aucune information » en raison de la fermeture de la province. « Les mesures d'expulsion se sont étendues à d'autres régions (du Kosovo), je ne sais pas quand cela finira », a-t-elle ajouté en excluant la création d'un « sanctuaire » pour les réfugiés kosovars. « Créer un sanctuaire dans un seul pays entraîne de nombreux problèmes militaires, économiques et sociaux. (...) Je ne crois pas qu'il y ait aucun exemple (de sanctuaire) qui ait réussi ». (AFP)

### VOJISLAV SESEJL, EXTRÊMISTE SERBE

« Toutes les zones d'habitation au Kosovo sont sous notre contrôle, l'UCK est défaite (...) mais nous n'arrêtons pas nos opérations que lorsque le dernier soldat aura été exterminé. Vendredi l'ultimatum pour la reddition des soldats de l'UCK a été diffusé. Ceux qui ne se rendent pas seront exterminés », confie le vice-premier ministre serbe, Vojislav Seselj au quotidien moscovite Moskovski Komsomolski. L'ultra-nationaliste, dont l'entretien est publié mardi 6 avril dans le quotidien, stipule encore : « Les terroristes albanais seront détruits jusqu'au dernier. Seuls resteront au Kosovo les Albanais qui respectent la Serbie et son Etat ». Piqué au sujet du retour des réfugiés : « Nous étudions encore la question. En principe, pourront revenir ceux qui ont un passeport serbe et ceux qui n'ont jamais participé à des actions séparatistes. Mais ceux qui ont été subordonnés aux Américains n'ont qu'à aller en Arizona, au Nevada ou au Nouveau Mexique ». (Corresp.)

### COMBATS

Selon le site Internet de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), de violents affrontements ont lieu actuellement entre les combattants albanais et les forces serbes dans les villages de l'ouest et du centre de la vallée de la Drenica, notamment à Shtuticë, Verboç, Abri, Likoc. D'autre part des milliers de Kosovars seraient actuellement sur les routes, privés d'eau et d'approvisionnement. Une colonne formée par les habitants de Kozhica qui ont quitté leur village après en avoir été chassés s'est trouvée prise dans un champ de mines.

### FRANÇAIS

Côté français, quatorze avions de transport ont décollé lundi 5 avril de la base militaire d'Istres (Bouches-du-Rhône), pour livrer en Macédoine et en Albanie 24 tonnes de fret humanitaire, dans le cadre de l'opération « Trident humanitaire ».

### MANIFESTATION PARISIENNE

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés, lundi 5 avril, à l'initiative de l'UYP (Union des jeunes pour le progrès), devant l'église Saint-Germain-des-Prés, afin de dénoncer le régime de M. Milosevic et « la politique d'épuration du régime serbe ». De nombreux membres de la communauté albanaise de Paris et de Bruxelles étaient présents ainsi que des représentants du Comité Kosovo. Le nom de l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo) était scandé avec force, interrompant plusieurs discours pressant l'OTAN d'intensifier sa pression sur Belgrade.

### MORT D'UN BÉBÉ

Un bébé de huit mois, qui faisait partie d'un groupe de 17 réfugiés kosovars, est mort dans la nuit de lundi 5 à mardi 6 avril, pendant la traversée du Canal d'Otrante de l'Albanie vers l'Italie. Le bébé, enveloppé dans un sac en plastique pour être protégé du froid et des embruns, est mort asphyxié, selon les médecins qui ont constaté son décès. (AFP)

## « Quand on est pacifiste, on doit quitter les Verts »

En Allemagne, les militants écologistes critiquent leur parti

Environ 50 000 personnes ont participé en Allemagne aux marches de la Paix ce week-end. Les défilés regroupaient des militants écologistes qui dénoncent

violamment la prise de position du leader des Verts, Joschka Fischer, des communistes, des jeunes socialistes et des serbes immigrés outre-Rhin.

### COLOGNE

de notre envoyé spécial  
« Je suis un âne, j'ai voté Verts dans le passé. » Sur les bords du Rhin, à Cologne, le pacifiste Günther est amer : le leader des Verts, le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, n'est-il pas en train de rentrer dans l'histoire comme celui qui aura approuvé les bombardements de la Luftwaffe hors d'Allemagne pour la première fois depuis 1945 ? « Dans ce parti, on ne peut plus rien changer. Quand on est pacifiste, on doit quitter les Verts », explique-t-il. En compagnie d'environ cinquante mille manifestants, il participe aux marches de Pâques pour la paix.

Nées à la fin des années 50, lorsqu'il était question d'équiper la Bundeswehr d'armes atomiques, ces marches sont tombées en désuétude lors de l'arrivée du social-démocrate (SPD) Willy Brandt à la chancellerie, en 1969. Elles ont retrouvé une nouvelle jeunesse dans les années 80, lorsque l'OTAN a décidé de déployer de nouveaux missiles nucléaires en Allemagne, mais elles ont de nouveau perdu leur raison d'être avec la fin de la guerre froide.

Les bombardements alliés en Yougoslavie leur redonnent un peu de dynamisme. « Les années précédentes, nous n'étions pas plus de cinq cents. Aujourd'hui, nous sommes plusieurs milliers », se réjouit Detlev, l'un des organisateurs, qui est aussi membre du KPD, groupuscule communiste orthodoxe qui tente de récupérer le mouvement.

La manifestation, qui part d'un monument à la mémoire des homosexuels victimes du nazisme

pour s'achever à l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht, est hantée par les souvenirs nazis. « La honte est passée. L'Allemagne mène de nouveau une guerre agressive », affirme une pancarte.

### « ROUGE SANG-VERT KAKI »

« C'est une tragédie internationale que des soldats allemands marchent de nouveau vers la Yougoslavie », proclame un professeur d'histoire, membre du PDS, les communistes rénovateurs, qui ont repris ces dernières semaines le flambeau pacifiste des Verts. « La situation est décrite de manière partielle. Bien sûr Milosevic est coupable, mais les autres le sont aussi et on ne le dit pas », reproche-t-il, estimant que « le gouvernement Rouge-Vert n'a pas de conscience historique ». Au contraire, une militante reproche à la manifestation pacifiste d'être manipulée par le KPD et de passer sous silence les crimes de Milosevic.

Les pancartes se livrent à des surenchères violentes : La coalition de M. Schröder est rebaptisée « rouge sang-vert kaki ». Un pancarte prétend que « l'OTAN fait avec les Serbes comme Hitler avec les Juifs ». A la tribune, un orateur affirme : « L'Allemagne a provoqué l'explosion de la Yougoslavie en reconnaissant la Slovénie et la Croatie ». Deux lycéennes, membres des Jeunesses socialistes - les Jusos - et qui se disent marquées par le passé de leur pays, sont elles aussi venues pour demander l'arrêt des bombardements : « La loi allemande dit qu'on doit seulement se défendre, mais que l'on ne doit pas agresser », estime l'une d'entre elles. Peter,

quarante ans, entré au SPD il y a plus de vingt ans, a rendu cette semaine sa carte du parti : « Je ne veux pas que mon fils de neuf ans ait dans le futur honte de nos parents et de nos grands-parents ».

Mais les manifestants sont bien en peine de trouver un moyen d'empêcher les exactions au Kosovo : « L'ONU est faite pour cela », dit l'un d'entre eux. Les pacifistes estiment que les bombardements de l'OTAN ont plutôt empiré les choses. Rejetant l'argument humanitaire de l'intervention alliée, un orateur accuse l'Allemagne de dépenser « quarante fois plus dans son intervention militaire qu'en aide humanitaire aux réfugiés ».

A la manifestation se sont joints des Serbes (750 000 en Allemagne) qui ont affiché sur leur poitrine une cible indiquant à l'OTAN où viser. Ils affirment avoir aussi été déportés par centaines de milliers en 1995. Ils reçoivent le soutien de la communauté grecque (360 000), venue nombreuse. Enfin, les Kurdes (400 000 à 500 000) de Cologne profitent de l'occasion pour rappeler leur cause. Le cas des Kurdes est bien pratique pour condamner les bombardements sur Belgrade. « Des bombes pour Belgrade, des armes pour la Turquie », accuse un manifestant. « Nous avons une morale double », accusent de nombreux militants Verts et SPD. « Il y a des génocides ailleurs dans le monde. Les Kurdes aussi veulent devenir autonomes. Mais cela ne viendrait jamais à l'idée de l'OTAN d'intervenir ».

Arnaud Leparmentier

## Dans leur fief de Pale, les Serbes de Bosnie ressassent leurs désillusions

Pas de soutien « complet » au président serbe

### PALE

de notre envoyé spécial  
A Pale, les anciens francs-tireurs qui ont fait le siège de Sarajevo tiennent l'ennui à la terrasse des cafés.

### REPORTAGE

« Milosevic n'a pas fait ce qu'il devait faire pour les Serbes d'ici »

Ils clignent des yeux sous le soleil, les mâchoires serrées. « Je ne veux pas parler. Ce serait plutôt des insultes que j'ai à vous cracher », dit l'un. « C'est par la force qu'on peut vous répondre », menace l'autre. « Nos mots n'ont plus d'effets. Si cela doit se terminer, cela doit se terminer : nous serons tous exterminés », ajoute une femme.

Certains n'ont pas peur de descendre, la nuit, à Sarajevo, prendre un verre dans les bars, où ils espèrent ne pas être identifiés. Les plus culottés y ont même trouvé un travail, et remontent, le soir, à Pale. D'autres sont terrorisés à l'idée de pénétrer dans la capitale bosniaque qui leur a échappé. Ils se sentent condamnés à vivre dans ce gros village de montagne, à l'entrée duquel, en guise de consolation, on a planté la pancarte indiquant « Pale, Sarajevo serbe ». Les autorités politiques de la République serbe de Bosnie ont préféré s'installer à Banja Luka. Les chefs militaires ont pris le maquis. Personne, à Pale, n'aurait descendre dans la rue pour soutenir « complètement » Milosevic, expliquent ses habitants. D'ailleurs, personne, à Pale, n'aurait de leader politique,

d'« idole à qui se fier aveuglément », précisent-ils. « Milosevic n'a pas fait ce qu'il devait faire pour les Serbes d'ici, car nous avons perdu Sarajevo. Maintenant, nous comprenons mieux pourquoi il a été forcé » de signer les accords de Dayton consacrant la partition de la Bosnie, ajoutent-ils.

Les uns et les autres regardent les images de leur télévision, la chaîne de la République serbe de Bosnie. Lundi, ils ont appris qu'un monastère, à Gracanica (en Voïvodine), aurait été détruit par les frappes de l'OTAN. Milosevic ou pas, « la question ne repose plus sur un leader : la communauté internationale s'est engagée dans une action qui va faire disparaître tout un peuple », se révolte Natscha, quarante-deux ans, une ancienne habitante de Sarajevo. Elle n'arrive pas à y croire : « Quand même ! Ne me dites pas que les Américains, les Français, les Italiens préfèrent des musulmans, des Albanais, au peuple serbe ! », s'exclame-t-elle.

### « PLUS DE RETOUR POSSIBLE »

La purification ethnique ? « Je ne peux que rire. Comment cent mille Serbes vivant au Kosovo peuvent-ils mettre en danger deux millions d'Albanais ? Les Américains, les Français savent-ils compter ? D'ailleurs, les images de réfugiés que je vois sur CNN ne font aucun doute : les Albanais ont davantage peur des bombes de l'OTAN que des Serbes. Ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. (...) Au Kosovo, ils peuvent connaître la liberté, comme les minorités vivant en Voïvodine ; jamais ils n'auront l'indépendance. Le terrorisme doit être éteint, et que le monde, l'Europe, nous laisse en paix. Les Albanais vont le regretter. Au Kosovo, ils avaient tout. En Albanie, ils n'auront rien, seulement la nostalgie », dit celle qui se définit comme une réfugiée et précise : « Avec Sarajevo, le cordon a été coupé. Il n'y a plus de retour possible ».

« Quelqu'un nous a détruits », réplique-t-elle. Souvent, elle évoque un « complot », une jalousie. « La Yougoslavie était le plus beau pays, on nous volait nos passeports, tellement ils étaient précieux ; nous étions les seuls à pouvoir voyager en Occident comme dans les pays de l'Est. » On a toujours accablé le cours des événements dans le même sens : pour mettre toute la culpabilité sur le dos des Serbes. L'Amérique, l'Allemagne surtout, ont réussi. Ce qui nous fait le plus souffrir, c'est que la France soit entrée dans la guerre. Nous avions tellement de choses en commun ».

A Pale, elle a eu le temps de réfléchir sur la précédente guerre qui l'a exilée. « Tout le monde a été coupable, en Bosnie. Tout le monde a fait de la purification ethnique. On aurait dû négocier plus tôt, on n'en serait pas là. » Elle redoute que les Etats-Unis cherchent à faire entrer la République serbe de Bosnie dans le conflit, aujourd'hui. « Nous, on a déjà eu l'expérience, et on n'en a pas envie. » Elle revient sur ce pouvoir occulte et « mondial qui manipule Clark, Clinton ». « Ce sont les cerveaux fous de militaires rotés », affirme-t-elle. « Peu importe le nombre de Serbes survivants, ils combattront toujours pour qu'éclate, un jour, la vérité ». Bosnie, Croatie, Serbie, « trois nations indétruisibles, les peuples de l'avenir, nous savons vivre en harmonie », s'enflamme-t-elle.

A la terrasse d'un café, un ancien combattant de trente ans passe l'après-midi à se lever et à changer de table. Il marche quelques pas dans la rue, revient, se rassure. L'hésitation passée, il meurt d'envie de poser la question à une jeune Bosnienne de passage : « Alors, c'est comment, Sarajevo ? » La jeune fille lui raconte que « rien ne bouge vraiment, ça ne va pas de l'avant ». Lui : « C'est à cause des étrangers ». « C'est avant tout à cause de nous », lui dit-elle en souriant, en le regardant dans les yeux. Le jeune homme est gêné, réfléchit quelques secondes. « Oui, en partie. Mais c'est surtout de la faute des étrangers », réplique-t-il avant de passer, aussi avidement, à une deuxième question : « Tu vas où, dans les bars ? » « Moi, je vais partout », lui répond-elle sèchement, tout en le quittant.

Sophie Shihab

Dominique Le Guillaudoux

## Les médias serbes ignorent toujours le drame des Kosovars

LES MÉDIAS serbes officiels continuent, lundi 5 avril, à faire silence sur le sort des dizaines de milliers de réfugiés du Kosovo qui attendent toujours, sans nourriture ni abri, de franchir la frontière, rapporte le service d'écoutes de la BBC. Le « deuxième front » humanitaire de l'OTAN est également ignoré, alors que les « divisions » présumées au sein de l'Alliance sont abondamment commentées.

L'hebdomadaire de l'armée

serbe, Vojksa, affirme ainsi qu'au « sein de toutes les communautés militaires de l'OTAN, à l'exception des Etats-Unis, l'attitude dominante est que l'agression contre la Yougoslavie a seulement causé de grands problèmes, sans produire les effets désirés ». « Les forces de l'OTAN font face à une défense hautement organisée de l'armée de l'air et de la défense anti-aérienne », poursuit l'hebdomadaire, soulignant que les planificateurs de l'Alliance ont « abandonné leur plan de bombar-

dement par étapes ». Il prétend qu'un « certain nombre de pilotes de l'OTAN ont accusé les dirigeants de leur pays et l'OTAN de les avoir impliqués dans une aventure très risquée ». La radio serbe, elle, s'est inquiétée du « désastre écologique » provoqué par le bombardement de l'usine chimique dans la ville de Lucane, tout en multipliant, comme la télévision, les interviews de citoyens exprimant leur détermination à combattre l'OTAN et à soutenir le gouverne-

ment. En Russie, les chaînes de télévision, dans leur ensemble, ont aussi ignoré pendant douze jours le sort fait aux Albanais du Kosovo. Mais un tournant s'est produit le 4 avril, quand NTV, seule grande chaîne privée, a diffusé dans son programme hebdomadaire *Itogi* un premier reportage sur les réfugiés, évoquant l'épuration ethnique et montrant des images de la cassette vidéo portant sur un massacre diffusé dimanche sur la BBC (Le Monde du 5 avril). Le directeur de la chaîne, Evgueni Kisselev, a reconnu que les journalistes russes à Belgrade, qui ne parlaient que du courage des Serbes soumis aux raids aériens d'un agresseur insensé, étaient « étroitement surveillés et leurs rapports soumis à la censure militaire ».

Commentant ce revirement subit, le politologue Andreï Piontkovski a estimé qu'il a été provoqué par « la crainte de notre intelligentsia libérale de voir son sursis panslave aboutir à un retour au pouvoir des communistes », qui jetteront ces libéraux en prison. Mais un autre responsable de NTV a assuré que le changement de ton de la chaîne s'explique seulement par l'arrivée d'un de leurs envoyés spéciaux en Macédoine, laquelle fut retardée par un « manque de moyens matériels, NTV ayant, contrairement aux chaînes occidentales, des ressources limitées ».

A contre-courant de la vague montante d'anti-américanisme en Russie, l'hebdomadaire d'opposition libérale *Novaya Gazeta* a aussi comparé, lundi, la campagne du président Milosevic contre les Albanais du Kosovo à celle qu'avait menée Boris Eltsine contre les Tchétchènes. Selon un politologue du bureau moscovite de la Fondation américaine Heritage, cité par le quotidien moscovite de langue anglaise *The Moscow Times*, les autres chaînes télévisées russes vont être obligées de suivre leur concurrent NTV, maintenant que celui-ci a brisé le tabou. « Tout le monde comprend que les bombardements de l'OTAN sont mauvais, mais personne ne veut voir les passions s'embraser et tout balayer : ni Eltsine ni Primakov ne veulent renforcer les communistes », a précisé Evgueni Volk.



Le Monde

## CORRUPTION INTERNATIONALE

COMMENT LES ENTREPRISES S'ADAPTENT-ELLES AUX CONTRAINTES LÉGALES CONTRE LA CORRUPTION DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL ?

MARDI 13 AVRIL 1999 (de 9 heures à 18 heures)  
Hôtel Royal Monceau - Paris

Conçu spécialement pour les dirigeants des entreprises exportatrices françaises, ce séminaire a trois objectifs :

- Expliquer, avec le concours des hommes de loi les plus au fait de ce dossier, le texte de la convention OCDE sur la lutte contre la corruption dans les transactions internationales, et discuter du projet de loi de réforme du code pénal, de la non-déductibilité des commissions, du devoir de diligence des commissaires aux comptes et des poursuites judiciaires possibles.
- Ecouter le point de vue des entreprises françaises, notamment dans le secteur du BTP et de l'armement, qui se préparent non seulement à s'adapter aux nouvelles contraintes légales, mais aussi à en tirer arguments et bénéfices dans la conduite de leurs affaires.
- Exprimer, avec Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la détermination de l'administration française de ne plus « fermer les yeux » et de combattre effectivement la corruption dans les relations commerciales de la France avec l'étranger.

Renseignements et inscriptions auprès de :  
Annie BOECE ou Christelle TORRES  
NORD SUD EXPORT (groupe « Le Monde »)  
Tél. : 01-47-42-25-74 - Fax : 01-47-42-11-86  
E-mail : nselm@compuserve.com

سكزا من الأصل



## Dans leur fief de Pa les Serbes de Bosn ressassent leurs désill Pas de soutien complet

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

REPORTAGE

## Zhu Rongji est aux Etats-Unis pour un séjour délicat

WASHINGTON. Premier chef de gouvernement chinois en visite officielle aux Etats-Unis depuis quinze ans, Zhu Rongji, s'est rendu, mardi 6 avril, à Los Angeles, première étape d'un voyage de neuf jours. Ce déplacement promet d'être délicat. La condamnation virulente par Pékin des bombardements de l'OTAN contre la Serbie s'est ajoutée aux différends accumulés entre les deux pays : espionnage, transferts de technologies sensibles, différends commerciaux, adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Chine a démenti, lundi, des informations selon lesquelles son chef des renseignements militaires, le général Ji Shengde, aurait versé 300 000 dollars au Parti démocrate en 1996 pour contribuer à la campagne présidentielle de Bill Clinton. Les deux pays sont presque arrivés à un accord sur l'ouverture accrue du marché chinois réclamée par les Etats-Unis pour faciliter l'adhésion de Pékin à l'OMC, mais il semble exclu qu'il soit signé durant la visite. De nouvelles interpellations de dissidents ont eu lieu ces derniers jours à Pékin à l'occasion, le 5 avril, de la Fête des morts. (Corresp., AFP)

## Le président soudanais annonce un cessez-le-feu unilatéral

KHARTOUM. Le président soudanais Omar Al-Béchir a déclaré unilatéralement, lundi 5 avril, un cessez-le-feu global dans le sud du pays dès le 13 avril, date d'expiration du cessez-le-feu partiel en vigueur. « Afin de souligner notre position inchangée en faveur de la paix, nous déclarons un cessez-le-feu global dans tous les Etats du sud du Soudan », a affirmé le général Béchir dans une allocution à l'Assemblée nationale soudanaise. Il a appelé l'armée de libération des peuples du Soudan (SPLA, rebelles sudistes) à répondre positivement à cet appel pour un cessez-le-feu global. Le gouvernement soudanais et la guérilla sudiste, en guerre depuis 1983, ont prolongé en janvier un cessez-le-feu dans la région du Bahr el-Ghazal, qui doit expirer à la mi-avril. (AFP)

## Les candidats rivaux de M. Bouteflika dénoncent ses appuis au sein du pouvoir

ALGER. Quatre candidats en vue à l'élection présidentielle du 15 avril en Algérie dénoncent dans un communiqué commun la partialité de l'administration en faveur d'Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères du défunt président Houari Boumedienne. « Les méthodes et documents électoraux utilisés pour truquer les élections législatives précédentes (en 1997) refont surface malgré nos protestations répétées. L'administration et les services publics se dévouent à un candidat en particulier », affirment-ils dans un communiqué commun. Faisant clairement allusion à Abdelaziz Bouteflika, présenté comme le candidat du « consensus » d'une partie au moins du puissant lobby des généraux, ce texte émane de l'ancien ministre des affaires étrangères islamisant Ahmed Taleb Ibrahim, de l'ancien premier ministre libéral Mouloud Hamrouche, du candidat islamiste modéré Abdallah Djaballah et d'un représentant du socialiste kabyle Hocine Ait Ahmed. (Reuters)

### DÉPÊCHES

■ **ETHIOPIE** : deux membres d'une équipe de l'organisation non gouvernementale Action contre la faim (ACF) - dont un hydraulicien français - ont été enlevés, samedi 3 avril, par des « éléments armés non identifiés » en Ogaden, région éthiopienne jouxtant la Somalie. Dans un communiqué diffusé lundi à Addis Abeba, l'organisation humanitaire confirme ne plus avoir de nouvelles de son équipe depuis quarante-huit heures. (Reuters)

■ **CONGO-KINSHASA** : Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, a nommé, lundi 5 avril, Moustapha Niasse, ancien ministre sénégalais des affaires étrangères, émissaire spécial pour la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). M. Niasse est chargé de déterminer, après consultation des dirigeants de l'Afrique centrale, quel rôle les Nations unies peuvent jouer dans le rétablissement de la paix en RDC, de nouveau en guerre depuis août 1998. (Reuters)

■ **INDE** : le gouvernement indien conduit par les nationalistes hindous du BJP (Parti du peuple indien) est de nouveau menacé après la démission des deux ministres de son principal allié sudiste. Mécontent du refus du gouvernement de satisfaire ses exigences - réintégration du chef d'état-major de la marine limogé en décembre et changement du ministre de la défense -, l'ancienne actrice reconvertie en politique, M<sup>me</sup> Jayalalitha, a demandé à ses deux représentants de démissionner et annoncé qu'elle allait de nouveau réétudier son soutien au gouvernement. M<sup>me</sup> Jayalalitha, dont le parti a dix-huit députés au Parlement, n'en est pas à sa première menace, mais sa rencontre la semaine dernière avec la présidente du Parti du Congrès, M<sup>me</sup> Sonia Gandhi, laisse à penser qu'elle pourrait changer d'alliance, au risque de faire tomber le gouvernement de M. Atal Bihari Vajpayee. (Corresp.)

■ **CHILI** : neuf anciens officiers de l'armée de terre ont été arrêtés, lundi 5 avril, dans le cadre d'une enquête ouverte sur l'assassinat en 1982 d'un dirigeant syndicaliste, Tucapel Jimenez, opposant au régime du général Augusto Pinochet. Tucapel Jimenez avait été tué après avoir lancé un appel à la restauration de la démocratie au Chili et à lutter contre le régime militaire dirigé par le général Pinochet. Il y a une semaine, la justice chilienne avait demandé l'arrestation de douze officiers, dont les neuf qui ont été mis en détention lundi. (AFP)

■ **RUSSIE** : le président Boris Eltsine a suspendu, la semaine dernière, le procureur fédéral Iouri Skouratov, qui enquêtait sur des affaires de corruption au plus haut niveau de l'Etat, et fait apposer des scellés sur son bureau. Toutefois, c'est le Sénat russe, le Conseil de la Fédération, qui, constitutionnellement, doit entériner son limogeage. Le 17 mars, le président Eltsine avait déjà tenté d'écarter le procureur et le Sénat avait refusé de voter sa mise à l'écart. Une enquête criminelle a été ouverte à l'encontre du procureur, prétexte à sa mise à l'écart.

## Washington déplore le contrat conclu entre Elf et l'Iran

WASHINGTON. Les Etats-Unis sont « profondément préoccupés » par la signature, la veille, d'un contrat avec l'Iran, par les groupes pétroliers français Elf et canadien Bow Valley, a déclaré, lundi 5 avril, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « Les Etats-Unis demeurent fortement opposés à tout investissement dans le secteur pétrolier iranien », a ajouté M. Rubin. Elf et Bow Valley ont signé dimanche à Téhéran un contrat de 300 millions de dollars avec l'Iran pour exploiter un gisement pétrolier dans le Golfe. « Comme dans les cas similaires, nous allons examiner de près les faits et nous évoluerons les implications aux termes de la législation (D'Amato) qui prévoit des sanctions pour des investissements effectués en Libye et en Iran », a précisé M. Rubin. (AFP)

## Xanana Gusmao, le leader indépendantiste du Timor-Oriental, appelle à reprendre les armes

Washington lui demande de revenir sur sa décision

A la suite d'un raid de miliciens pro-indonésiens qui a fait dix-sept morts, le leader indépendantiste timorais Xanana Gusmao a appelé la guérilla

à reprendre le combat. Washington lui a demandé de revenir sur une décision dont l'objet paraît être d'attirer l'attention sur la dégrada-

tion de la situation dans le territoire envahi en 1975 et annexé unilatéralement par l'Indonésie l'année suivante.

### BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Xanana Gusmao a appelé, lundi 5 avril, la guérilla est-timoraise à reprendre les armes contre l'armée indonésienne après avoir appris que des miliciens pro-indonésiens avaient tué 17 personnes lors d'une attaque à une cinquantaine de kilomètres de Dili, capitale de l'ancien territoire portugais. Washington a aussitôt réagi en demandant au leader timorais, assigné à résidence à Djakarta, de revenir sur sa décision. Tout « en réaffirmant son attachement à la poursuite » des négociations menées sous l'égide de l'ONU et qui doivent reprendre le 22 avril à New York, Lisbonne a exprimé « son indignation la plus forte ».

L'appel de Xanana Gusmao représente un revirement : ces derniers mois, il avait demandé à ses partisans de faire preuve de retenue et de ne pas répondre aux provocations des milices ou de l'armée. En apprenant, en mars, que Portugais et Indonésiens s'étaient entendus pour organiser, sous l'égide de

l'ONU, une « consultation directe » des Timorais de l'est sur le statut de leur territoire, Xanana Gusmao avait donné son aval. Au même moment, à Djakarta, l'ancien chef de la guérilla timoraise s'était entendu avec Joao Tavares, chef des milices timoraises pro-indonésiennes, pour jeter les bases d'un « cessez-le-feu » entre leurs partisans respectifs. Alors qu'une bien fragile paix civile au Timor-Oriental est régulièrement menacée par des manipulations, celui qui fut longtemps, pour Djakarta, l'homme à abattre est devenu, par sa modération et son prestige, la cheville ouvrière d'un règlement timorais.

### « COUP DE GUEULE »

Madeline Albright, qui l'a rencontré en mars à Djakarta, s'est dite « très impressionnée » par cet ancien fonctionnaire du territoire portugais devenu chef du Fretilin (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental), fondé en 1974, dans la foulée de la « révolution des œillets ». En 1974, Gusmao venait d'obtenir un prix de poésie

et s'installait en Australie quand la guerre civile a commencé à déchirer le Timor-Oriental, que les Portugais s'apprêtaient à évacuer sans avoir assuré de relève. Laisant sa femme et leurs deux enfants à Melbourne, où il avait adhéré au Fretilin, José « Xanana » Gusmao avait regagné son pays en novembre 1975, une semaine avant l'invasion indonésienne. Il avait gagné la forêt pour diriger le Falintil, bras armé du Fretilin, jusqu'à sa capture, en 1992, dans une banlieue de Dili. La justice indonésienne l'a condamné, en 1993, à perpétuité, sentence commuée sous pression internationale en vingt ans de prison.

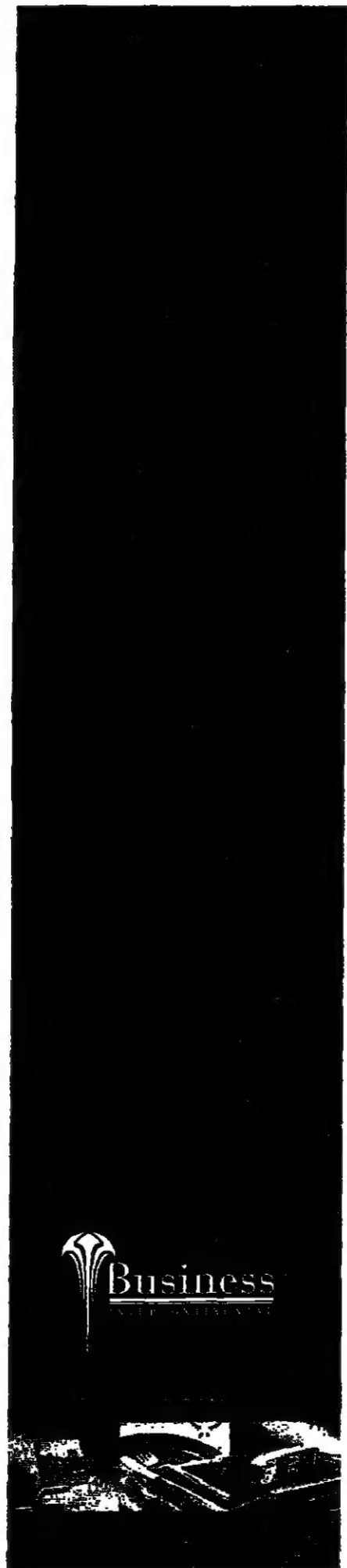
Début février 1999, le gouvernement indonésien a annoncé qu'il ne s'opposait plus à l'indépendance du Timor-Oriental. Deux semaines plus tard, Gusmao a été assigné à résidence dans une villa à Djakarta, afin de faciliter sa participation aux négociations.

Si Djakarta semble prêt à offrir aux Timorais le choix entre une large autonomie et l'indépendance, au cours d'une « consultation »

dont la nature et la date n'ont pas encore été déterminées, l'attitude de l'armée indonésienne est plus ambiguë. Malgré ses démentis, on la soupçonne d'armer des milices locales levées parmi une minorité favorable à l'intégration. Ces manipulations et l'incertitude qui pèse sur l'avenir du territoire contribuent à y entretenir un climat de peur, y compris chez les Indonésiens, qui tiennent l'administration et l'essentiel du commerce.

Xanana Gusmao réclame une « présence internationale » pendant une période de transition assez longue, ce que proposent également les Américains, ainsi qu'un retrait militaire indonésien progressif et le désarmement des milices timoraises levées par Djakarta. Son « coup de gueule » de lundi a pour objet d'attirer l'attention sur un engrenage inquiétant. Il a d'ailleurs fait savoir, mardi, qu'il reviendrait sur son appel si les Nations unies intervenaient dans l'ancienne colonie.

Jean-Claude Pomonti



Découvrez la nouvelle classe Business Intercontinentale d'Iberia et profitez d'une expérience de niveau international sur une compagnie mondiale. Distancer la concurrence, c'est notre objectif. À ce sujet, la distance entre votre siège ergonomiquement conçu et celui situé devant vous pèse à 132 cm. Un atout qui s'ajoute à un confort sur mesure pour votre plus grand bien-être. Découvrez-vous, profitez des 130° d'inclinaison que notre siège vous offre et saluez le temps en regardant films, sport ou informations sur votre écran personnel. Entre autres possibilités, vous pouvez aussi téléphoner avec le combiné intégré à votre siège, ou déguster l'un de nos trois menus inspirés de la gastronomie méditerranéenne. Enfin, quand vous aurez atterri, et que vous repenserez à ce que vous venez de vivre, vous ne vous demanderez plus pourquoi Iberia est aujourd'hui l'une des premières compagnies aériennes d'affaires au monde. www.iberia.com

**IBERIA**  
N°1 VERS L'ESPAGNE ET L'AMÉRIQUE LATINE.

مكتبة من الأهل



**JUSTICE** La procédure de ratification du traité de Rome, créant une Cour pénale internationale (CPI), a commencé, mardi 6 avril, avec l'examen, par les députés, d'un projet de

révision de la Constitution, le Conseil constitutionnel ayant, le 22 janvier, jugé le traité incompatible avec la Loi fondamentale dans sa rédaction actuelle. Le principe de la CPI avait don-

né lieu à débat au sein de l'exécutif. **LES DÉPUTÉS**, dont la commission des lois a approuvé le projet de loi constitutionnelle, sans difficulté, le 31 mars, devraient faire de même en

séance publique. Les « souverainistes » s'inquiètent, cependant, d'un nouvel abandon de souveraineté. **LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL** avait saisi l'occasion de ce traité pour

intervenir dans le débat sur l'immunité pénale du président de la République, mais il avait relevé d'autres contradictions entre le droit national et le statut de la CPI.

## Les députés valident la création d'une Cour pénale internationale

Le Conseil constitutionnel, saisi par Jacques Chirac et Lionel Jospin, l'ayant jugé nécessaire, la Constitution doit être modifiée avant la ratification du traité signé à Rome le 18 juillet 1998. La Cour pourra poursuivre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité

LE TRAITÉ portant création d'une Cour pénale internationale (CPI) devait être examiné, mardi 6 avril, par les députés, que l'actualité, depuis un an, aura sensibilisés à la notion de crime international. Mission d'enquête sur le génocide de 1994 au Rwanda; arrestation, à Londres, du général Pinochet; semi-remise des anciens lieutenants de Pol Pot au Cambodge; événements du Kosovo: tout s'est enchaîné pour faire prendre conscience du devoir de lutter contre l'impunité.

L'adoption du projet de loi constitutionnelle - la ratification du traité de Rome nécessitant une adaptation préalable de la Constitution - ne devrait donc pas poser de problème. Cependant, la guerre en Yougoslavie devrait inciter les parlementaires à un débat sur le fond, dont ils ont jusqu'à présent évité de se saisir.

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique - à l'exception de l'extrême droite -, on s'est converti aux vertus de la justice internationale au moment de l'arrestation spectaculaire d'Augusto Pinochet,

à Londres, en octobre 1998. Tant mieux; mais l'objet de la future Cour n'est pas là. Ce tribunal, en effet, n'aura pas de compétence rétroactive et ne pourra connaître que des crimes survenus après sa création. Le simple pragmatisme en a voulu ainsi: on imagine l'engorgement qui l'étoufferait d'emblée s'il avait à juger tous les grands crimes impunis de ce siècle. Cette non-rétroactivité signifie aussi que le projet de Cour internationale est d'une autre nature que la seule restitution de la mémoire et l'exercice d'une justice posthume: il s'inscrit dans le présent, comme un outil de dissuasion judiciaire et de répression, qui prétend contribuer à arrêter ou à éviter les grandes entreprises criminelles en cours ou à venir.

C'est à la lumière des événements d'aujourd'hui qu'il faut mesurer l'ambition du projet comme ses difficultés. La référence utile, c'est la Yougoslavie: d'une part, parce qu'un tribunal international s'en occupe déjà - le Tribunal pénal international (TPI), installé à La Haye, qui a fait office de laboratoire dans la conception de la future Cour; d'autre part, parce que l'intervention militaire alliée per-

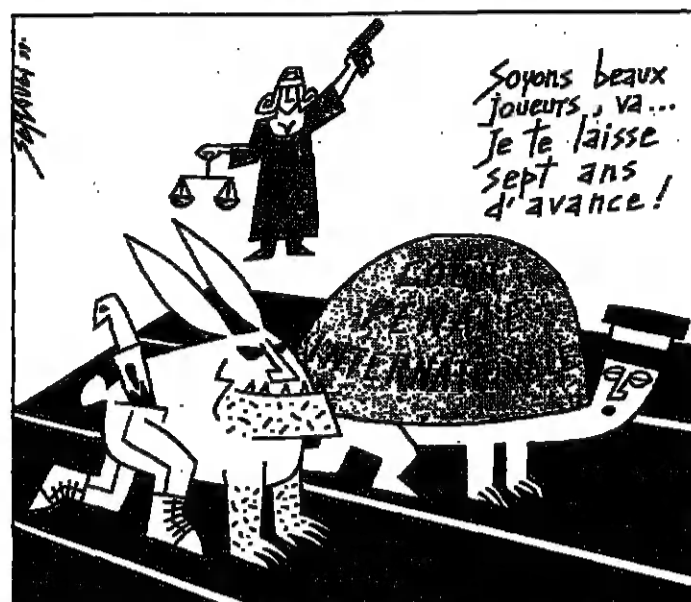
met de mieux comprendre certaines des polémiques qui ont eu lieu tout au long de la négociation.

On le voit au Kosovo: la dissuasion judiciaire ne fait pas de miracles là où la dissuasion militaire elle-même a échoué. Mais on peut se dire, à l'inverse, que, sans le TPI, un autre grand criminel, Radovan Karadzic, serait toujours, aujourd'hui, le leader des Serbes en Bosnie, et qu'aucune entreprise de pacification n'aurait pu être engagée dans cette république. On peut supposer, aussi, que l'existence du TPI condamne à terme M. Milosevic, s'il ne finit pas autrement. Les déportations massives de populations sont évidemment un crime contre l'humanité, et les preuves de la responsabilité directe du président yougoslave devraient être moins difficiles à rassembler ici que pour les événements de Croatie ou de Bosnie.

### AUTONOMIE LIMITÉE

Les dirigeants politiques et militaires sont considérés comme responsables, aux yeux du TPI comme de la future Cour, non seulement pour les crimes qu'ils ont commandés, mais pour ceux qu'ils avaient le pouvoir d'empêcher. C'est le sens de la lettre adressée, fin mars, par le procureur du TPI, Louise Arbour, à Slobodan Milosevic, son gouvernement et son état-major: « Je compte, écrit-elle, que vous usiez de votre autorité sur vos subordonnés afin de prévenir toute commission de crimes, et que vous preniez toutes les mesures nécessaires pour punir vos subordonnés coupables de crimes. »

M. Arbour est, en principe, seule juge de l'opportunité des poursuites. Le procureur de la fu-



ture Cour internationale n'aura pas cette totale autonomie. Le traité prévoit, en effet, que le Conseil de sécurité de l'ONU pourra lui demander de suspendre toute enquête et poursuites pendant un an, renouvelable. Ce fut un des grands débats dans la négociation, opposant les tenants d'une totale indépendance de la justice à ceux qui défendaient les prérogatives du politique, au premier rang desquels les membres permanents du Conseil de sécurité, dont la France. On peut imaginer que ces derniers n'auraient pas autorisé, par exemple, des poursuites contre M. Milosevic au moment des négociations de Dayton ou, mieux, de celles de Rambouillet; on peut se demander s'ils auraient accepté qu'un mandat d'arrêt international

soit lancé contre Laurent-Désiré Kabila, par exemple, lors de sa venue à Paris pour le dernier sommet franco-africain.

Les autres limites de l'indépendance du procureur concernent les poursuites abusives. A voir les banderoles « Clinton, Chirac = Hitler » dans les manifestations hostiles à l'intervention alliée, on peut se représenter ce à quoi pourrait donner prise, par exemple, une frappe qui, ratant sa cible, produirait de dramatiques dommages collatéraux. Le souci de se protéger et de protéger leurs soldats a été poussé très loin par les deux Etats qui interviennent le plus à l'étranger, à savoir les Etats-Unis et la France.

Les Etats-Unis n'ont finalement pas signé le traité de Rome; la

France, si, mais moyennant la mise en place d'une chambre préliminaire de juges, chargée de trancher en cas de contestation de la légitimité des poursuites. Les justes nationales, d'autre part, gardent la primauté sur la Cour internationale, ce qui veut dire qu'un soldat français qui se rendrait coupable de crimes pourrait être jugé par la justice française (lire ci-dessous).

Malgré toutes ces précautions, l'hostilité à la Cour internationale était telle, dans les milieux militaires, que Paris a dû introduire dans le traité une clause permettant à chaque Etat signataire de récuser pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de guerre. C'est sur la base de ce compromis que Lionel Jospin a finalement tranché le débat qui, pendant des mois, avait opposé, schématiquement, le ministère de la Justice et celui de la Défense, ce dernier étant soutenu par l'Élysée.

Les milieux dirigeants font valoir qu'avec cette clause des sept ans il s'agit d'éviter des mises en cause abusives d'Etats pour des actes isolés, accidentels, non commandés. Mais la définition des crimes de guerre n'est pas du tout celle-là, répondent les organisations non gouvernementales (ONG), qui reprochent à la France d'affaiblir considérablement la future Cour en excluant de sa compétence la catégorie de crimes dont relèvent les exactions les plus fréquentes et d'être en recul par rapport aux conventions de Genève, signées il y a cinquante ans. Le Parlement n'ayant pas le pouvoir de modifier les traités, le débat, à ce niveau, ne peut être que théorique.

Claire Tréan

### Soixante ratifications pour l'entrée en fonction

Le traité de Rome. Le traité créant une Cour pénale internationale a été adopté, le 17 juillet 1998, et signé à partir du 18, à Rome, par les représentants de cent vingt pays. Les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Irak, l'Iran, Israël, notamment, ne l'ont pas approuvé.

Signataires et ratifications. Soixante-dix-neuf Etats, à ce jour, ont signé le traité. Un seul Etat, le Sénégal, a déjà ratifié le traité de Rome. Dans de nombreux pays, la ratification suppose, comme en France, une révision constitutionnelle. Il faut, soixante ratifications pour que la Cour entre en fonction.

### LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

L'AFFPA, Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes, membre du SPE (Service public de l'emploi), placée sous la tutelle de Martine AUBRY, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité, vient de signer son deuxième contrat de progrès avec l'Etat.

Ce contrat de progrès fixe pour les années 1999 à 2003 les objectifs de l'AFFPA.

Avec celui de l'ANPE, il vise à mobiliser tous les moyens en faveur de la lutte contre le chômage dans une logique de complémentarité des offres de service.

### LE PNAE

Cette complémentarité se concrétise, en particulier, par une participation active de l'AFFPA dans la mise en œuvre du PNAE (plan national d'action pour l'emploi) - volet "nouveau départ" - adopté par votre Gouvernement en avril 1998. Ce contrat de progrès précise que les missions de l'AFFPA sont de qualifier les actifs et de contribuer aux politiques de l'emploi et de la formation.

Nicole PERT, Secrétaire d'Etat à la Formation Professionnelle a récemment déclaré que si le niveau de formation des actifs ne s'améliorait pas, notre "cours de chômage" risque d'avoir une accélération redoutable dans 5 ou 6 ans, rappelant que "40 % de la population active a un niveau de formation inférieur au CAP".

Pourtant les moyens alloués, tant en personnel que financiers, ne sont pas en adéquation avec les enjeux que vous fixez.

Dans ces conditions, les prestations de l'AFFPA s'offrent plus aux usagers les meilleures garanties d'accès à la formation et à la qualification.

Par ailleurs, ceci se concrétise par une détérioration des conditions de travail et une déprofessionnalisation du personnel.

### LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Le personnel de l'AFFPA n'admet pas que Martine AUBRY n'applique pas à une Association sous sa tutelle ce qu'elle demande aux entreprises, à grand renfort de communication.

La réduction du temps de travail permettrait de créer des emplois, d'améliorer le service rendu aux usagers et de faciliter la mise en œuvre des conditions indispensables pour réussir les nouvelles missions confiées à l'Association.

Pourtant, notre directeur général prétend ne pas pouvoir débiter des négociations sur ce thème, faute d'un mandat de Martine AUBRY, qui, elle, se retranche derrière son collègue de Berry.

### Ces constats ont conduit :

- plus de 70 % des salariés à cesser le travail à l'initiative des 5 syndicats de l'AFFPA (CFTC, CGT, CFT-FO, CFTC et CFE-CCG), le 21 janvier 1999.
- 700 élus du personnel des 180 établissements de l'AFFPA à manifester le 23 février devant le ministère de l'emploi et de la solidarité.
- 10.000 agents à signer une pétition, à votre attention, remise aux Préfets de région le 11 mars.

Par cette lettre ouverte, les 11.500 salariés de l'AFFPA, par l'intermédiaire des organisations syndicales, vous demandent instamment, Monsieur le Premier Ministre, d'intervenir pour créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un service public de l'emploi efficace et réactif, en faveur de nos concitoyens.

Les syndicats CFTC, CGT, CFT-FO, CFTC, CFE-CCG de l'AFFPA  
13 place du Général de Gaulle - 93100 MONTREUIL

## La mise en garde des « souverainistes » contre des pouvoirs jugés « exorbitants »

PROMPTS à se plaindre de ne pas avoir été saisis préalablement aux opérations militaires au Kosovo, les députés auraient dû se passionner pour la création d'une Cour pénale internationale qui, un jour, permettra de punir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Or c'est dans une certaine indifférence que le projet de loi constitutionnelle permettant la ratification du traité créant cette cour a été examiné, en commission des lois, le 31 mars. Selon le rapporteur, Alain Vidalies (PS), seuls sept députés étaient présents: cinq de la majorité et deux du RPR.

Le texte a été approuvé sans modification, Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) s'abstenant, mais sans expliquer pourquoi. « Nous n'avons pas vu le coup venir, alors que ce texte est un des plus importants de la législature », regrette Jacques Myard (RPR, Yvelines), qui avait fait partie des « souverainistes » les plus pugnaces lors de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. M. Myard se promettrait de se rattraper en séance publique, car, selon lui, le projet de loi n'est qu'un « apparement » consensuel.

« S'il s'agit de juger des gens comme Milosevic ou Pol Pot, je suis évidemment d'accord, expliquait-il, décidé à s'abstenir plutôt que de vo-

ter contre, mais on risque de donner à des juges internationaux des pouvoirs sans limites, en parlant de l'idée que les démocrates qui les nomment seront toujours majoritaires sur la planète. Si la situation se modifie, ces pouvoirs se retourneront contre nous ! »

### RENDRE COMPTE AU POLITIQUE

Bien que, à la demande de la France, le traité prévoit des garde-fous contre toute dérive de la justice internationale, M. Myard estime que le procureur de la Cour « aura des pouvoirs exorbitants », car « il n'aura pas besoin du consentement de l'Etat pour enquêter, dès lors que la chambre préliminaire aura donné son accord ». « Si l'on a un procureur à la Kenneth Starr, on va s'amuser... », plaisante à peine le député. La France pourrait alors payer cherement les abandons de souveraineté qu'elle s'approprie à consentir: « Il ne serait pas possible de tourner certaines pages de notre histoire », comme le prévoient les lois d'amnistie. « En outre, estime M. Myard, on prend le risque de voir le chef de l'Etat, qui ne bénéficierait plus de l'immunité, accusé d'ignominies. »

M. Myard rappelle que la France s'était opposée - « à juste titre » -, en 1997, à ce que ses

militaires comparassent comme témoins devant les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda. Le ministre de la Défense, Alain Richard, avait déclaré, en novembre 1997, qu'ils n'iraient « jamais » témoigner à La Haye, et avait dénoncé la « justice-spectacle » de ce tribunal. M. Myard lui donne raison: « D'abord les militaires n'ont à rendre de comptes qu'au pouvoir politique, et non aux juges. En second lieu, il faut se mettre dans la tête qu'il n'y a pas de guerre "propre" et que nos militaires, devant un tribunal, peuvent se retrouver en position d'accusés, alors qu'ils auront tenté d'aider une population. »

Quant à la clause, voulue par la France, qui permet de récuser pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de guerre, elle paraît insuffisante à M. Myard. « Comme ces crimes sont imprescriptibles, le problème se repose dans sept ans: on ne fait que reculer pour mieux sauter », dit-il. Ce qui, aux yeux des défenseurs des droits de l'homme, est un insupportable facteur de retard est considéré par les « souverainistes » comme un verrou trop fragile.

Rafaële Rivals

## Le gouvernement tient à éviter les controverses

« LA RÉPUBLIQUE peut reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale (CPI) dans les conditions prévues par le traité signé le 18 juillet 1998 », en proposant au Parlement d'insérer ce court article additionnel dans le chapitre de la Constitution consacré aux traités et accords internationaux, le gouvernement a choisi la commodité. Certes, dans sa décision du 22 janvier, le Conseil constitutionnel avait insisté sur l'ensemble des dispositions du statut de la future CPI, qui sont en parfaite conformité avec les principes constitutionnels, notamment la sauvegarde de la dignité de la personne humaine contre toute forme d'asservissement et de dégradation; mais le juge constitutionnel avait jugé contraires à la Loi fondamentale trois dispositions du statut de la CPI.

La première concerne l'appli-

cation du statut de la CPI « à tous de manière égale, sans aucune distinction fondée sur la qualité officielle », en contradiction avec les régimes d'immunité dont bénéficient, en France, le président de la République, les ministres et les parlementaires. Si la décision du Conseil à propos de la responsabilité pénale du chef de l'Etat a suscité de vives polémiques (Le Monde du 26 janvier), il ne fait pas de doute que le débat aurait pu rebondir de façon aussi animée à propos de l'immunité des parlementaires, chapitre sur lequel ces derniers sont très sourcilleux.

Les deux autres dispositions contestées par le juge constitutionnel dessinent les zones de friction possibles entre la Cour pénale internationale et les juridictions nationales. Le premier article du statut de la CPI établit fermement que cette dernière « est complémentaire

des juridictions criminelles nationales ». Aux yeux du juge constitutionnel, cette complémentarité - qui donne, en quelque sorte, la primauté aux juridictions nationales - pourrait être écornée dans deux hypothèses où seraient affectées les conditions essentielles

d'exercice de la souveraineté nationale.

D'une part, la CPI pourrait être saisie et intervenir en contradiction avec l'application d'une loi d'amnistie ou avec les règles françaises en matière de prescription (pour les crimes de guerre, par exemple). D'autre part, le procureur de la Cour pénale internationale est autorisé, par l'article 99 du statut, à effectuer des investigations sur le territoire national, sans être assisté des autorités judiciaires nationales compétentes, « quand cela est déterminant pour la bonne exécution de la demande ». En soumettant au Parlement le principe même de la ratification du traité créant la CPI, sans entrer dans le détail, le gouvernement entend donc esquiver bien des controverses.

Gérard Courtot

**STAGES INTENSIFS**  
Pré-congrès, Noël, Fêtes, Fêtes  
Midi, Pique-nique, Fêtes, Fêtes  
de la Terre et du Pain, Fêtes, Fêtes  
**cours à domicile**  
nos livres en vente :  
Intervalle hygiène, santé, bien-être  
Gratuit, gratuit, 120 QUESTIONS  
**01 46 60 15 72**  
police, force, témoignage possible,  
ministère des Affaires de l'Éducation et  
de la Culture, 120 QUESTIONS  
contres Paris et Province, 120 QUESTIONS  
120 QUESTIONS pour 14 h, 2 500 F pour 26 h

سكزا من الأصل



## Les collectivités publiques recrutent désormais leurs avocats par appels d'offres

Le Conseil d'Etat doit dire si cette obligation est compatible avec la déontologie professionnelle

La moralisation de la vie publique justifie-t-elle que l'Etat ou les collectivités locales passent des contrats avec des avocats mettant ces profes-

sionnels en concurrence ? Oui, répond le commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat, à condition que l'appel d'offres respecte

les principes déontologiques qui régissent la relation avocat-client, ce que ne permet pas de faire, actuellement, le code des marchés publics.

AU DÉBUT de l'année 1999, un avis d'appel public à la concurrence publié par *La Gazette du Palais* a fait sursauter le milieu des avocats. L'union des maires de l'Oise lançait un marché négocié, ayant pour objet le « recrutement d'un cabinet d'avocats » pour « une durée d'un an », et demandait au candidat d'indiquer les « références et expériences professionnelles » témoignant de « sa compétence ». Le directeur de cette publication, Jean-Gaston Moore, s'est senti obligé d'expliquer, dans un article en date du 16 mars, que « l'avis est conforme à la loi », car « la prestation de l'avocat est assimilée à un marché », bien que « cette procédure heurte notre sensibilité ». Il ajoutait que « fort heureusement, grâce à la vigilance de

deux avocats », M<sup>re</sup> Françoise Toubol-Fischer (du barreau de Paris) et M<sup>re</sup> Gérard Bismuth (du barreau de Marseille), « il est possible d'espérer que le Conseil d'Etat l'annulera ».

### MISE EN CONCURRENCE

Le Conseil d'Etat, réuni en assemblée du contentieux, a examiné, le 26 mars, ce recours, qu'ont appuyé deux ordres et un syndicat d'avocats. Les requérants demandaient l'annulation d'une disposition d'un décret du 27 février 1998 aux termes de laquelle les marchés de services juridiques d'un montant égal ou supérieur à 300 000 francs annuels doivent désormais faire l'objet d'une mise en concurrence. Ils faisaient valoir que cette disposition méconnaît

les grands principes régissant la profession d'avocat : secret professionnel, libre choix du défendeur par toute personne privée ou publique, indépendance de l'avocat par rapport à son client.

Le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant), Henri Savoie, a d'abord écarté l'argument selon lequel le décret violerait la règle du secret professionnel, dans la mesure où il inciterait les avocats à dévoiler l'identité de leurs autres clients. Il a affirmé que les avocats seront invités seulement à indiquer la taille de leur cabinet, ses spécialités, le nombre de personnes qu'ils sont susceptibles d'affecter au traitement de l'affaire et le niveau approximatif de leurs honoraires. Il a estimé que le principe du libre choix ne serait

pas « restreint » mais, au contraire, « éclairé » par ces données. Il a donc jugé que la mise en concurrence préalable au choix d'un avocat ne méconnaît pas ces principes professionnels.

En revanche, M. Savoie a critiqué l'insertion de cette procédure dans le code des marchés publics, qui modifie la nature du contrat passé entre l'avocat et son client. Constatant que l'obligation, pour une collectivité locale, de transmettre ce contrat au préfet, afin qu'il exerce son contrôle de légalité, est contraire au principe de confidentialité, il a souligné qu'en matière de marchés publics le co-contractant de l'administration ne peut pas se dégarer, à tout moment, de l'exécution du contrat, ce qui est contraire au principe d'indépendance des avocats.

Le commissaire a observé aussi qu'un marché public doit indiquer précisément l'objet de la prestation, sa durée et son prix, ce qui est pratiquement impossible en matière de contentieux. Jugant donc, au total, que les règles des marchés publics ne peuvent s'appliquer à la relation contractuelle qui unit l'avocat à son client, M. Savoie a proposé au Conseil d'Etat de dire que la disposition contestée est, pour cette raison, illégale. Toutefois, il a affirmé que, « si le gouvernement le souhaite, il pourra reprendre un texte qui soumettra à une mise en concurrence » les contrats juridiques, « mais en prévoyant, alors, un certain nombre d'ajustements par rapport aux règles des marchés publics ». Le Conseil d'Etat doit rendre son arrêt dans les prochains jours.

Rafaële Rivais

## Jacques Chirac rend hommage à Ambroise Roux

LE PRÉSIDENT de la République a exprimé, mardi 5 avril, sa « profonde tristesse » après l'annonce du décès d'Ambroise Roux (*Le Monde* du 6 avril, lire aussi page 16). « Par son intelligence, par son rayonnement et par son action dans les différentes fonctions qu'il a occupées, tant au sein des entreprises françaises qu'au sein du CNPF, Ambroise Roux incarne une des grandes figures du capitalisme français », a affirmé Jacques Chirac.

Le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, a salué « le rôle et la mémoire » d'Ambroise Roux, « une personnalité centrale de l'establishment des affaires françaises ».

## L'UNEF favorable à un syndicalisme étudiant réunifié

LORS de son 79<sup>e</sup> congrès, qui s'est tenu du 2 au 5 avril à Pantin (Seine-Saint-Denis), l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) s'est prononcée en faveur d'une réunification du syndicalisme étudiant, en réponse à la proposition formulée par Carine Seiler, présidente de l'UNEF-ID (*Le Monde* du 19 mars).

Estimant « le temps venu de créer une nouvelle structure, un nouveau syndicat uni et rassembleur qui ne soit pas simple addition d'appareils », Karine Delpas, réélue présidente de l'UNEF, a évoqué l'ouverture de discussions, en mai, avec d'autres organisations (Fédération générale des associations d'étudiants, SUD-étudiants...). Elles pourraient aboutir à des assises de réunification avant la fin de l'année.

### DÉPÊCHES

■ **CONJONCTURE** : le moral des ménages reste au plus haut. Selon l'« Indicateur résumé » publié, mardi 6 avril, par l'Insee, le solde des opinions optimistes et pessimistes des ménages sur leur situation financière était négatif de seulement 7 points en mars, comme en février. Début 1996, ce solde était négatif de 38 points.

■ **ACCIDENT** : quatre adolescents, âgés de quinze à dix-huit ans, sont morts, mardi 5 avril, au cours d'un accident de la route près de Macheren (Moselle). Deux autres jeunes, également passagers du véhicule, sont grièvement blessés. De retour d'une discothèque, le conducteur aurait perdu le contrôle du véhicule en raison d'une vitesse excessive et heurté la façade d'une habitation.

■ **JUSTICE** : un vigile de supermarché situé dans un quartier de Strasbourg (Bas-Rhin) a été mis en examen, lundi 5 avril, et écroué pour « tentative d'homicide » pour avoir blessé à balles, samedi 3 avril, un jeune homme de dix-sept ans. L'incident serait intervenu après une altercation entre un groupe de trois adolescents et les vigiles du magasin.

■ **FAIT DIVERS** : un homme de quarante et un ans a été mis en examen, lundi 5 avril, pour « meurtre aggravé » et écroué à Brest après avoir reconnu le meurtre de sa compagne, mortellement blessée, samedi soir, de plusieurs coups de couteau, à Plouézoch (Finistère), près de Morlaix. Il aurait invoqué l'abus d'alcool pour expliquer son geste.

■ **MÉDECINE** : la cour d'appel de Versailles a miné, dans un arrêt rendu vendredi 2 avril, la responsabilité du vaccin contre l'hépatite virale de type B commercialisé par la firme SmithKline Beecham dans certains cas de sclérose en plaques (*Le Monde* du 10 juin 1998). La cour a demandé à un collège d'experts médicaux de réaliser une analyse approfondie du dossier des deux plaignantes.

## La CGT contre un report des échéances pour les 35 heures

DEUX MOIS après son arrivée à la tête de la CGT, Bernard Thibault réaffirme, dans un entretien publié, mardi 6 avril, par *Les Echos*, son inquiétude devant le bilan « encore modeste », en matière d'emplois créés, de la première loi portant sur la réduction du temps de travail. M. Thibault craint ainsi que « les suppressions de postes résultant des fermetures de sites, des délocalisations, etc. soient plus importantes que les emplois créés par la réduction du temps de travail ». C'est pour la CGT, ajoute-t-il, « un énorme sujet de préoccupation ».

### SALAIRE MINIMUM ET ANNUELISATION

La seconde loi, qui devra entrer en vigueur, à l'automne, les modalités d'application du passage aux 35 heures, ne devra pas seulement tenir compte, à ses yeux, des accords passés mais aussi des « désaccords exprimés », et de « la représentativité des syndicats qui ont paraphé ces textes ». La loi devra « réévaluer le salaire minimum » — « aucun syndicat » ne s'accommodant d'un double SMIC —, et elle devra, aussi, « corriger les excès

de l'annualisation », insiste M. Thibault. « La proposition du Medef de taxer les heures supplémentaires de 5 % seulement n'est pas une base de proposition sérieuse », ajoute-t-il.

Le secrétaire général de la CGT invite, enfin, le gouvernement à être « logique avec lui-même ». « Il n'y a aucune raison que la fonction publique reste à l'écart », M. Thibault repousse l'idée d'une période de transition, après le 1<sup>er</sup> janvier 2000, en arguant qu'« il n'y a pas de raison de reporter les échéances car on ne peut juger qu'il est urgent d'infléchir la courbe du chômage et donner des souplesses supplémentaires aux entreprises alors qu'elles ont eu largement le temps de négocier ».

Au sujet des retraites, M. Thibault continue de récusar les solutions envisagées par le rapport Charpin. « L'augmentation de la durée de cotisation pour les salariés du régime général, en 1993, a été plus subtile qu'acceptée », déclare-t-il, en soulignant qu'il « ne serait pas aberrant de consacrer une part plus importante au financement des retraites ».

Le risque.



Couvert par le Groupe Allianz.

Où que vous soyez. Quoi que vous fassiez. Une société du Groupe Allianz est toujours à vos côtés.

Pour nous, la gestion du risque, c'est envisager l'impensable de manière à identifier les risques avant qu'ils ne surviennent. La compétence de nos collaborateurs, notre savoir-faire technique et notre puissance financière — tant au niveau international que national — nous le permettent. Et c'est précisément cette étroite coopération avec nos filiales, telles que les AGF en France, qui fait du Groupe Allianz le partenaire sur lequel vous pouvez compter, quels que soient l'endroit et le moment où vous avez besoin de nous. Allianz. La puissance à vos côtés.



AGF est un membre du Groupe Allianz la compagnie d'assurances leader en Europe. Un des plus importants prestataires de services financiers dans le monde: Allianz Group.

مركز من الأهل



# Un rapport préconise une « autorité indépendante » contre les discriminations

Dans un document remis à Martine Aubry, le conseiller d'Etat Jean-Michel Belorgey propose la mise en place d'une institution, calquée sur la CNIL ou le CSA, qui instruirait notamment les réclamations des personnes s'estimant victimes du racisme d'un employeur

Le conseiller d'Etat Jean-Michel Belorgey a rendu public, mardi 6 avril, son rapport intitulé « Lutter contre les discriminations » rédigé à la demande de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Dans

ce document, il prend position pour la mise en place d'une autorité indépendante, calquée sur la CNIL ou le CSA, qui devrait notamment instruire les réclamations des personnes qui s'estiment victimes d'une

discrimination raciale à l'embauche. M. Belorgey préconise également une séparation entre les services de l'Etat chargés de gérer les flux migratoires et ceux qui œuvrent pour l'intégration. Pour rendre cette poli-

tique d'intégration plus efficace, celle-ci serait menée par une agence, sur le modèle de celles qui agissent dans le domaine de la santé publique. Jusqu'à présent, la justice n'est parvenue que très rarement à

condamner un employeur pour discrimination. Ceux-ci se retranchent souvent derrière le racisme de leur clientèle. Les textes européens pourraient obliger la législation française à évoluer à court terme.

DU CONSTAT à l'action, il y a un grand pas. En particulier lorsqu'il s'agit de passer de la dénonciation des multiples discriminations dont sont victimes des personnes d'apparence étrangère à la lutte efficace contre ces pratiques qui compromettent l'intégration de millions d'acteurs de la société française et attisent la violence. Les propositions formulées par Jean-Michel Belorgey, conseiller d'Etat, dans le rapport intitulé *Lutter contre les discriminations*, remis, fin mars, à Martine Aubry et rendu public, mardi 6 avril, tentent de sauter ce pas décisif, comme semble le souhaiter l'opinion publique.

Huit personnes sur dix estiment injustifiée la discrimination à l'embauche contre une personne d'origine maghrébine, selon un sondage CSA réalisé en novembre 1998. Il n'était que six sur dix un an plus tôt (*Le Monde* du 25 mars 1999). La réalité, familière des intéressés, n'a été reconnue officiellement que récemment.

## « ROMPRE LA LOI DU SILENCE »

Il faut « rompre la loi du silence » face à une « évolution (...) de nature à saper les fondements mêmes du modèle français d'intégration », avait lancé, en octobre 1998, le Haut Conseil à l'intégration (HCI). Dans le sillage de ce rapport, M<sup>me</sup> Aubry avait annoncé la création d'un simple « observatoire des discriminations ». Mais elle avait simultanément chargé Jean-Michel Belorgey d'évaluer la pertinence de l'organisation administrative française dans ce domaine.

Son diagnostic, solidement étayé, l'affirme : lutter sérieusement contre les discriminations suppose la création, par la loi, d'une véritable « autorité indépendante » sur le modèle de la CNIL ou du CSA, puisqu'il s'agit bien d'administration elle-même n'est pas exempte de pratiques discriminatoires. Mais cette innovation doit s'accompagner d'une audacieuse réforme des structures administratives chargées de l'intégration. Il s'agit de séparer les services qui gèrent les flux d'immigration de ceux qui œuvrent à l'intégration. Autrement dit, d'en finir avec une administration censée simultanément mettre en application la police des étrangers et les intégrer, « ce qui est souvent difficilement compatible ».

Au fond, la lutte contre les discriminations à l'égard de toute « personne étrangère ou que son origine, son patronyme, son apparence physique conduisent à supposer tel » n'est, pour M. Belorgey, qu'une nouvelle manière de poser la question de l'intégration. Dans cet esprit, il invite à déplacer le projecteur « d'une réflexion sur les carences de l'intégration vers une réflexion sur les raidiers de la société d'accueil ».

Un tel changement d'optique n'est pas sans conséquences : engager la France dans la lutte contre les discriminations suppose d'abord de dépasser « le cadre étroit de l'intégration républicaine », en reconnaissant que les populations d'origine étrangère « n'ont pas à effacer le souvenir de leur par-

cours antérieur ». Cela suppose aussi, insiste M. Belorgey de poser des questions conflictuelles comme la double peine, le droit de vote des étrangers aux élections locales, ou l'accès aujourd'hui interdit, des étrangers à certaines professions libérales.

## « ÉVENTUELS DÉRAPAGES »

Enfin, agir contre les discriminations exige de les mesurer, et donc de réformer l'outil statistique pour permettre la prise en compte des « caractéristiques d'origine ethnique ou nationale » tout en veillant à « se prémunir contre d'éventuels dérapages ».

Pour bousculer de tels tabous, « une autorité administrative indépendante (...) peut vraisemblablement se révéler (...) en meilleure position que les autorités politiques ou que les administrations traditionnelles », constate M. Belorgey, qui juge avec sévérité les actions déjà engagées par l'administration. S'appuyant sur des exemples européens, en particulier celui de la Commission for racial equality bri-

tannique, le conseiller d'Etat confirme que « seule » cette autorité indépendante « est de nature à permettre le franchissement d'un seuil significatif d'efficacité ».

Baptiste Conseil supérieur de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, cette institution « légère » serait composée de quinze membres nommés par le président de la République sur proposition du premier ministre. Elle pourrait être constituée par simple transformation de l'actuel Haut Conseil à l'intégration, dont la composition vient d'être renforcée (*lire ci-contre*) et qui a lui-même suggéré cette mutation.

Contrairement à la pratique britannique, les simples citoyens saisiraient l'autorité indépendante non pas directement mais par l'intermédiaire d'un syndicat, d'une association (antiraciste, familiale, de parents d'élèves, de locataires, de consommateurs) ou d'un élu. La nouvelle « autorité indépendante », épaulée par l'observatoire déjà créé, aurait le pouvoir d'instruire des réclamations et de saisir

son tour la justice ou d'autres administrations. Elle négocierait aussi avec les administrations, les syndicats, les organismes patronaux ou logeurs, des « chartes de bonnes pratiques » et des programmes d'action. Elle serait obligatoirement consultée par le gouvernement sur tout projet de texte comportant d'éventuelles conséquences discriminatoires.

## SOLIDES RELAIS

Mais la nouvelle « autorité » ne sera efficace, souligne M. Belorgey, que si elle dispose de solides relais dans l'administration. Son rapport propose de renforcer le pouvoir des inspecteurs du travail en leur permettant de dresser des procès-verbaux en matière de discrimination et de procéder à des mises en demeure, comme en matière de sécurité. Parallèlement, il suggère d'autoriser les syndicats à porter plainte en la matière comme c'est déjà le cas en cas de discrimination sexuelle.

Passant trop rapidement sur la question de la charge de la preuve

de la discrimination devant un tribunal, qu'il propose de laisser en l'état, il détaille en revanche la petite révolution administrative qui consisterait à déconnecter la gestion des actions d'intégration des pressions politiciennes. S'inspirant des institutions créées en matière de santé publique depuis le scandale du sang contaminé, il préconise la création d'une « Agence de l'intégration et de la lutte contre les discriminations », regroupant le Fonds d'action sociale (FAS), une partie de la Sonacotra et de la Direction de la population et des migrations (DPM) relevant aujourd'hui du ministère de l'emploi et de la solidarité. Cette Agence, bras séculier de l'autorité indépendante serait placée sous la tutelle de la direction des affaires sociales.

Reste à savoir si Martine Aubry saura se saisir de ces propositions iconoclastes, mais cohérentes, pour rompre avec l'inertie qui a caractérisé sa gestion des questions d'intégration depuis bientôt deux ans.

Philippe Bernard

Philippe Bataille, sociologue

## « Il faut éviter que le débat s'enlise dans les polémiques législatives »

« En tant que chercheur au Centre d'analyse et d'intervention sociologique de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, auteur de *Racisme au travail* (Seuil, 1997), à quoi attribuez-vous l'émergence actuelle de la question de la discrimination dans le domaine de l'emploi ?

— A l'essouffement du discours sur l'intégration. Notamment pour les publics visés par ce discours : celui des « quartiers », où il existe actuellement un très net sentiment de « ras-le-bol ». En outre, la question s'est déplacée. Aujourd'hui on s'interroge moins sur les résistances idéologiques ou politiques à l'intégration que sur les blocages qui la freinent. On travaille plutôt sur le vécu, sur la société française et ses institutions : l'école, la justice ou la police. Dans la mesure où le racisme est décliné sans être revendiqué, l'affrontement entre racisme et antiracisme est moins central alors que la notion de discrimination le devient.

— Bien entendu, la discrimination renvoie au racisme, mais à un racisme moins assumé, plus banalisé et plus diffus. Un racisme qui n'est pas dit. Un racisme qui, sous la forme de la « discrimination indirecte », touche pourtant au cœur des principes égalitaires sur lesquels est fondé notre ordre républicain. Ne constate-t-on pas que dans certaines villes le chômage touche 35 à 40 % des enfants d'origine nord-africaine ? Que les chances de trouver du travail entre les jeunes de moins de vingt-cinq ans, peuvent varier de 1 à 3 selon qu'ils soient originaires du Maghreb et d'Afrique ou d'origine française ?

— Faut-il à votre avis encourager les victimes de discrimination dans le monde du travail à porter plainte devant la justice ?

— Evidemment. Si on a une preuve, on condamne. Mais, en plein débat sur la présomption d'innocence, je suis de ceux qui préfèrent ne pas s'engager sur une controverse législative qui porterait sur le renversement de la charge de la preuve (imposant

à l'employeur accusé et non plus au plaignant d'établir qu'il n'a pas usé de critères discriminatoires dans sa décision d'embauche).

— Que pensez-vous du « testing » pratiqué par certaines associations qui consiste à provoquer des situations de discriminations à l'embauche, dans le but de susciter la preuve de ce racisme non-dit ?

— Je la trouve, après tout, utile, compte tenu des blocages dont j'ai parlé. Provoquer des flagrants délits devant huissiers et journalistes, y compris avec un accompagnement institutionnel, peut révéler une société qui a du mal à reconnaître ses blocages. Le temps est à la prise de conscience du problème par les acteurs sociaux, notamment, avec un certain retard, dans les syndicats.

— Le rapport Belorgey propose la mise en place d'une institution indépendante, sur le modèle britannique. Y êtes-vous favorable ?

— Je pense avant tout qu'il conviendrait de « reformater » et repenser les outils traditionnels qui traitent les problèmes de l'intégration, le Fonds d'action sociale, la Direction de la population et des migrations. D'autre part, il faut noter que l'essentiel des résultats de la Commission pour l'égalité des races britannique ont été obtenus moins par des procès mais que la seule ouverture des enquêtes. Tout le monde « met son casque » quand arrive l'inspecteur du travail... Je pense aussi qu'il faut éviter que le débat s'enlise dans une polémique législative, qui a « plombé » la discussion sur l'immigration depuis quinze ans. C'est la mobilisation des acteurs sociaux, des médias, des syndicats, plus que l'invention de nouvelles procédures qui permettra, à mon avis, de prendre à bras-le-corps le problème de la discrimination, et de la combattre à la source plutôt qu'à un niveau de son expression. L'une de ces sources, c'est le silence qui l'entoure. »

Propos recueillis par Nicolas Weil

SFR



Com  
pou  
que so  
C'est simple

Nouveau

هكذا من الأصل





Philippe Benz

## Les employeurs condamnés invoquent souvent le prétendu racisme de leur clientèle

Une boutique dont l'une des employées était, elle aussi, d'origine africaine. « Deux Noires dans un magasin, ce n'est pas possible. Il faudra me la déporter », dira au téléphone le directeur commercial qui prétendra avoir simplement voulu changer la jeune femme de magasin, et non la licencier.

Le haut-parleur ayant été branché, c'est le témoignage d'une collègue qui emporte le 28 mai 1998, la condamnation du directeur à une amende de 15 000 F - tout en le dispensant de peine -, devant la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'instruction avait permis de confirmer, si non les termes, du moins la teneur des propos que le condamné niait avoir tenus.

Le préjugé d'autrui est ainsi non seulement devenu mais instrumentalisé pour « justifier » une exclusion à base ethnique dans le domaine de l'emploi. Le tour sous invocation des

bis du marché et de la concurrence. Un pharmacien français d'origine marocaine, Zakaria Chabib, en a fait les frais. Alors que cet ancien conseiller municipal socialiste de Beauvergne (Puy-de-Dôme) présentait sa candidature à la poste dans une officine de Soleymus (Nancy), il se voyait opposer par l'employeur et « cette fois par écrit — le peu de [ ] supposé de [ ] pour ses « origines étrangères » (*Le Monde* du 12 janvier). Le pharmacien, Jacques Vantine, sera condamné, le 23 février, par le tribunal correctionnel de Cambrai à trois mois d'emprisonnement et à six mille francs d'amende. Aujourd'hui, Zakaria Chabib regrette le peu de solidarité manifestée, à quelques exceptions près, sur son milieu professionnel. Après l'épisode pénal, celui-ci entend à nouveau porter l'affaire devant le conseil régional de l'ordre des pharmaciens : « C'est la première fois [ ] je vis [ ] depuis vingt ans que je suis en France, déclare-t-il. La situation empire et c'est pour cela que je vais continuer à me battre. Quand j'ai reçu [ ] mon congédiement, je me suis posé plusieurs questions : est-ce que je m'en vais avec mes trois enfants ? Est-ce que j'arrête tout au niveau associatif ? Qu'est-ce qui se passe ? Où j'en suis ? Depuis, j'y pense tous les jours ».

Ce sont encore les éventuelles réactions de la clientèle qui furent mises en avant par un couple de charcutiers, Josiane et Guy Beaufremetz de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne), pour repousser la candidature d'une jeune fille, Fatima, de nationalité française comme son père. Fatima - une mineure ■■■■ dit-sept ans et demi - cherchait une ■■■■ d'apprentissage avec l'aide de la mission locale pour l'insertion professionnelle des jeunes. Quand son père se présente avec sa fille, le 9 septembre 1997, c'est pour entendre de la bouche du charcutier que la place était déjà prise. L'arrêt, prononcé par le cou d'appel de Toulouse, le 24 septembre 1998, rappelle que M. Rolland, membre de la mission locale, « a vu alors téléphoné à M<sup>me</sup> Beaufremetz, qui lui avait indiqué qu'elle n'avait pas avoir de personne comme cela », qu'elle ne pouvait ■■■■ permettre ■■■■ fait ■■■■ sa ■■■■ d'avoir une personne maghrébine au comptoir. Le ■■■■ a ■■■■ la condamnation des deux époux, malgré leur dérogation, respectivement ■■■■ un mois de prison avec sursis. Fatima, quand il elle, ■■■■ a toujours pas retrouvé d'emploi : « Depuis ce truc, dit-elle, je ne peux pas aller chercher du ■■■■ j'ai peur qu'il arrive la même chose. ■■■■

**N. W.**

**SUR LE PAPIER**, l'Etat dit : le code pénal français sanctionne « le peine maximum de deux ans de prison et de 200 000 francs » pour « la discrimination » qui consiste à « refuser la fourniture d'un bien ou d'un service », à « entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque », à « refuser d'embaucher », à « sanctionner un licenciement », à « subordonner une offre d'emploi » ou la « fourniture de bien ou d'un service » opérant « toute distinction » reposant notamment sur l'origine, le sexe, la situation de famille, l'appartenance » ou la « non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ». Les motifs sont encore énumérés si l'auteur du délit est une « personne dépositaire de l'autorité publique ».

Dans la réalité, ce texte impécable n'est appliqué que de façon rarissime. A la difficulté pour la victime de saisir le tribunal administratif pour saisir la justice s'ajoute la quasi-impossibilité pour elle de rapporter la preuve que des discriminations dans les faits exigentes du droit pénal français, où cette charge repose sur la victime, elle-même, oblige.

Il y a plusieurs mois, Martine Ambry, la ministre de l'emploi et de la solidarité, annonçait son intention de réunir les principales organisations syndicales et patronales pour une table ronde sur les discriminations à l'embauche. Depuis, la convocation a été repoussée puis moins de deux fois. D'abord prévue en décembre 1994, elle était prévue à la mi-janvier, puis reportée à nouveau. Un accord avait été trouvé pour le 19 mars, date finalement abandonnée. Aujourd'hui, la date du 11 mai est évoquée. Mais toutes certitudes.

An-dé-là des problèmes de calendrier des uns et des autres, des divergences de points de vue pèsent aussi sur l'opération. Le thème de la loi (le CNPT) a été écarté. L'organisation patronale souhaitait en effet que la table ronde relève d'une démarche « positive », non « négative » qui aurait consisté à montrer du doigt les chefs d'entreprise. Du son côté, Force Ouvrière aurait voulu évoquer les discriminations « travail au noir » large. Ces interrogations étant désormais levées, rien n'empêche plus, théoriquement, de réunir « se tenir

C'est sans doute l'Europe qui pourrait provoquer l'inspiration pour sortir de cette situation. Elle est régulièrement accusée. La jurisprudence de la Cour européenne de justice prend en compte depuis 1991 la difficulté à rapporter la preuve d'une discrimination entre les parties en rétribuer en acceptant un raccourci en deux temps. Le demandeur doit d'abord démontrer, éventuellement à l'aide de statistiques, la réalité de la discrimination. C'est ensuite à l'employeur de la nier en justifiant la décision qu'il a prise.

**CHARGE DE LA PREUVE**

Cette pratique a été consacrée dans la directive du 15 décembre 1997 du Conseil de l'Union européenne qui dispose, en matière de discrimination fondée sur le sexe : « Les membres (...) prennent les mesures nécessaires afin que, dès lors qu'une personne qui s'est vu refusé le respect (...) à l'égard du principe d'égalité de traitement établit devant une juridiction (...) un élément de fait qui permet de présumer l'existence d'une discrimination ; c'est à la personne défenderesse de prouver qu'il n'y a pas eu de violation du principe d'égalité de traitement ».

Cette répartition de la charge de la preuve est déjà mise en œuvre dans la législation française en matière de discrimination mais elle s'applique uniquement en matière civile (demande de dommages-intérêts). Certaines associations antiracistes, comme la LICRA, revendiquent une application de ce mécanisme en matière de discrimination raciale. A l'échelle européenne, l'incitation à renforcer les mécanismes antidiscrimination est appuyée par l'inclusion du traité d'Amsterdam d'une disposition qui permet au Conseil de « prendre les mesures nécessaires en vue de combattre la discrimination fondée sur (...) l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle ».

Lorsque le traité entrera en vigueur, les directives plus précises pourront être adoptées et obliger chaque Etat. Dès un projet de directive demande à chaque Etat membre de mettre en place les structures aptes à recevoir les plaintes pour discrimination qui soient « (...) des pouvoirs nécessaires pour enquêter sur les plaintes ». Le même projet prévoit qu'une fois les présomptions posées par le demandeur il appartenra à la personne mise en cause d'apporter la preuve contraire.

Ph. D.

Ph. 7

C'est simple, il n'est pas au courant.

SFR invente le premier portable  
avec 2 numéros.



Pack SFR Les Uns... Les Autres.

SFR est une marque de  cegetel

هكذا من الأصل







PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES  
COMMERCE ET ARTISANAT

Les petites et moyennes entreprises (PME) ont connu une croissance de 1,2 % en 1998, contre 1,1 % en 1997. Cette croissance a été soutenue par la hausse des ventes et la réduction des coûts.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique, avec une croissance de 1,5 %. Les ventes ont augmenté de 1,2 % en 1998, contre 1,1 % en 1997.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance de 1,2 %, grâce à la hausse des commandes et à la réduction des coûts.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt, qui a permis de réduire les coûts de financement.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue en 1998, grâce à la hausse des ventes et à la réduction des coûts.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique, avec une croissance de 1,5 %.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance de 1,2 %.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue en 1998.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.

Le commerce de détail a été le secteur le plus dynamique.

Le secteur de l'artisanat a également connu une croissance.

Les PME ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt.

En conclusion, les PME ont connu une croissance soutenue.



## OFFREZ VOUS 3 HEURES DE CONGÉS PAYÉS.

Siège inclinable à 20° confortablement installé dans votre en 1<sup>re</sup> classe, vous n'êtes ni en avion, ni en train, mais en voyage tout court.

DANS HOMME D'AFFAIRES IL Y A HOMME.



هكذا من الأهل







# La première maison de disques au Monde, est aussi une maison.



## PolyGram et Universal créent Universal Music.

Une maison de disque n'est rien sans ses artistes. En accueillant les artistes de Universal et de PolyGram, Universal music devient la première maison de disques en France, en Europe et dans le monde. Elle compte désormais plus de 30 labels qui ont tous leur culture, leur histoire... et des artistes qui font rêver.



tous les talents du monde



Fabrice Pignatelli (GSI)

مكتبة من الأصل



## En Seine-et-Marne, Euro Disney construit sa ville

D'ici à 2015, une cité de 12 000 habitants aura vu le jour au sud du parc de loisirs. L'entreprise doit concilier les projets des promoteurs et les souhaits des pouvoirs publics. Ce projet s'inscrit dans les tentatives de rééquilibrage à l'est de l'Île-de-France

LES « ANTI-DISNEY » pourront, certes, voir un « cauchemar climatisé », une cité aussi désespérément aseptisée que celle construite en studio, pour mieux enfermer le héros du film *The Truman Show* : à côté de son parc de loisirs, c'est une ville nouvelle que va construire Euro Disney. Une ville avec 4 000 logements, 30 000 m<sup>2</sup> de bureaux, des rues et des avenues, une gare RER, des équipements publics, un parc d'activités et un centre commercial.

Cette cité de 12 000 habitants n'aura pas une existence administrative propre : le Centre urbain du Val d'Europe sera le cheval sur lequel s'élèvera la ville. Elle sera née dans les traités signés il y a quelques semaines par l'Etat, le conseil général de la Seine-et-Marne et l'un des deux Syndicats d'agglomération de la ville nouvelle (SAN) de Marne-la-Vallée, qui regroupent Serris et Chessy, deux des trois communes touchées - avec Montevrain - par le projet gigantesque. Plus de 4,5 milliards de

francs (1 000 millions d'euros), dont plus de 700 millions d'argent public, vont être investis dans ce programme d'ici à 2015. Par ailleurs, le lancement d'un deuxième parc de loisirs thématique, axé sur le cinéma, devrait être officialisé à la mi-avril.

L'aménagement du Centre urbain du Val d'Europe sera une opération d'urbanisme d'un type très particulier, puisqu'elle sera sous la responsabilité d'Euro Disney. La compagnie, maîtresse chez elle pour ses parcs à thème et ses hôtels, ne pourra, toutefois, s'empêcher de donner des orientations - en matière de logements, par exemple - ni des équipements, ni du style architectural de la ville. « Euro Disney veut réaliser une opération en cohérence avec le parc de loisirs, mais est obligée d'imaginer une ville qui devra être gérée par les élus des communes ou leurs représentants », explique Michel Drech, président des établissements publics qui seront les maîtres d'œuvre délégués des collectivités locales, et de Disney,



pour réaliser les infrastructures. Cette complexité justifie le luxe de précautions qui préside à l'élaboration du projet. Euro Disney veut éviter d'être accusée, à nouveau, de « colonialisme culturel ».

« Mais n'oublions surtout pas de chercher à faire une ville à la Disney », s'empresse de dire Dominique Coquet, directeur général adjoint, chargé du développement. Nous sommes au contraire très loin du style Disney. L'architecture du Centre urbain du Val d'Europe sera finalement le mi-chemin entre la tradition haussmannienne et le modernisme de Marne-la-Vallée. Disney a voulu, au moins pour les façades, une pierre de taille, une différence que possible du béton du Royaume enchanté que du béton des grands ensembles de Marne-la-Vallée. Et les commerces, les bureaux, la médiathèque, le conservatoire de

danse et de musique tenteront de donner une âme à une ville surgie de nulle part.

Euro Disney doit assurer la cohérence entre les projets des clients (promoteurs ou industriels) pour les programmes du Centre urbain et les souhaits de l'aménageur public. Il s'est fallu, jusqu'au dernier moment, une longue concertation. Seuls les emplacements des grandes infrastructures sont prévus de longue date. La gare RER de Montevrain-Serris sera réalisée en 2003, comme l'achèvement de l'avenue de l'Europe et le boulevard circulaire autour du « périmètre » Disney. Enfin, un nouveau échangeur routier en 2003 le site de l'avenue A.A. « Disney voulait des avenues de 50 mètres de large, nous avons dû leur expliquer que leur largeur risquait de coûter trop cher », raconte Olivier Bourgeois, le maire (RPR) de Chessy. Mais ils cherchent ainsi, souvent, à profiter du produit fiscal qu'ils génèrent.

« RESTER MAÎTRE CHEZ SOI » La discussion reste difficile sur l'emplacement des équipements publics : annexes de mairie, postes, écoles, terrains de sport... En souhaitant commercialiser au meilleur prix les 40 hectares du secteur de la gare RER, Disney s'est tenu aux communes, d'autant que chacune réclame ses propres équipements : il y aura ainsi deux demi-groupes scolaires au lieu d'un seul établissement. Et le tracé de la place principale n'est encore

Conçu pour une zone de chalandise de 400 000 personnes, le centre commercial régional de

90 000 m<sup>2</sup> est en construction, de part et d'autre des voies du RER. L'avenue de l'Europe, un lien entre la gare et les quartiers résidentiels, s'élève qu'entre les communes de Serris et de Chessy. Son architecture, inspirée des halles de Baltard, a été choisie par Disney, qui a trouvé les promoteurs pour les grandes surfaces, les boutiques et les pavillons de la mode, consacrés aux bonnes affaires des grandes marques du luxe.

### Marchandage fiscal

La négociation pour la réalisation de la deuxième phase du programme Disney s'est accompagnée d'un marchandage fiscal : Euro Disney a demandé des réductions de ses bases d'imposition, acceptées en partie par Bercy. La première phase d'aménagement d'Euro Disney a permis de créer 10 000 emplois directs et environ 30 000 indirects. Le montant total de la TVA sur les activités et les retombées économiques s'est élevé à près de 1 milliard de francs en 1995. Les taxes foncière, professionnelle et de séjour ont atteint 173 millions la même année. En 1998, Euro Disney a réalisé un chiffre d'affaires de 5,89 milliards de francs et un bénéfice de 290 millions. La production annuelle, au sens le plus large, a été estimée à 18,5 milliards de francs en 1995, dont 9 milliards pour la production indirecte, liée aux dépenses des visiteurs hors du site. Les visiteurs internationaux du parc apportent près de 20 % du total des dépenses générées par les touristes étrangers en Île-de-France.

L'implantation du parc d'activités de 33 hectares a été plus difficile. Au bord de l'A 4, à proximité du RER, il s'agit d'une zone désertée chaque jour par la TGV, il devra attirer des entreprises à haute valeur ajoutée. Mais les communes de Serris et de Chessy, seul en mesure de partager équitablement les retombées fiscales. « Je suis prêt à accueillir 1 000 logements et 720 chambres d'hôtel, en urbanisant 100 hectares de ma commune, presque la moitié de mon territoire », déclare le maire (PS) de Montevrain. C'est pour cela que je n'avais pas voulu rester dans le SAN. Je veux rester maître chez moi, et avoir les moyens de construire les équipements pour accueillir le parc de 9 000 habitants en plus des 3 000 actuels.

Tous les partenaires de cette opération ont commun ont voulu à la complète réussite. Disney d'abord, qui doit trouver des promoteurs pour ses programmes, sous peine d'avoir à recréer ses droits à construire à l'état, après avoir porté les frais financiers. Les collectivités locales ensuite, qui attendent avec impatience une nouvelle manne financière pour pouvoir se doter d'équipements adaptés à leur explosion démographique. L'Etat, enfin, qui voit dans la réussite du Val d'Europe le moyen de développer le secteur de la ville nouvelle, en atteignant le seuil démographique pour déclencher un véritable rééquilibrage à l'est de la région parisienne.

Christophe de Chenay

### 2 000 hectares à aménager en trente ans

Le 18 décembre 1985 : Michael Elser, président du Walt Disney, et Laurent Fabius, premier ministre, signent une lettre d'intention sur l'implantation d'un parc de loisirs en France. Le 24 mars 1987 : signature de la convention entre Michael Elser et Jacques Chirac, premier ministre. Les 2 000 hectares du périmètre choisi par l'Etat sont aménagés en trente ans. L'aménagement est financé par l'Etat et les collectivités locales d'une part de TGV et de l'autre après

prolongement de la ligne A vers Marne-la-Vallée. Avec des pouvoirs publics accordés à 2,7 milliards de francs, prêt bonifié de la Caisse des dépôts de 4 milliards. Réduction à 7 % de la TVA pour tous les parcs de loisirs. Le 12 avril 1992 : ouverture du parc de loisirs. 5,2 milliards de francs de pertes pour la première année d'exploitation. Les 61 banques qui ont prêté plus de 20 milliards de francs ont accepté un différé de remboursement sur trente ans.

## Les présidents de conseils généraux à la recherche d'un nouveau souffle

LES COUPS sont d'abord venus de la droite. En juillet 1998, Dominique Perben, ancien ministre RPR de la Fonction publique et de la Préfecture, a déclaré au *Monde* : « L'effacement progressif des départements est nécessaire et inévitable ». En 1998 même, Edouard Balladur, ministre de l'Intérieur, a prononcé pour la disparition. Quant à Alain Juppé, il les a écartés dans le quotidien *Stad-Ouest*, à la veille de 1999, en les jugeant dépassés. Deux semaines plus tard, le gouvernement et son ancien chef de file ont, en l'espace de quelques mois, s'en prennent au département : pour l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), « armée de moins-soldats départementaux », selon la définition d'un député, il y a une agression caractérisée, qu'il ne fallait surtout pas prendre à la légère.

Les motifs sont venus de la gauche. Le projet de loi portant réforme de l'aménagement et du développement durable du territoire, présenté par Dominique Voynet, ne comportait « dans sa version initiale pas une fois le mot département », se souvient Jean Puech, président de l'APCG, par ailleurs président (DL) du conseil général de l'Aveyron. Le « pays », conçu comme un nouvel outil d'aménagement du territoire dans la loi présentée en janvier à l'Assemblée, a été perçu comme un instrument de l'affaiblissement de l'échelon départemental. Il a fallu un coup de force de persuasion à quelques sénateurs RPR et UDF pour convaincre le président de l'APCG, également sénateur (RI), de ne pas livrer une bataille frontale - et perdue d'avance.

Le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement sur l'intercommunalité, en revanche, a été semé de coups. En tout, autant d'attaques de l'APCG, qui voit dans le renforcement de la coopération intercommunale une menace potentielle sur les compétences actuelles des cantons. Les départements sont « agressés », résume M. Puech : « Nous sommes les témoins d'un gouvernement qui, par ailleurs, nous menace sans le dire. » A ces menaces inter-

venantes s'ajoutent celles de l'Europe, qui a une préférence pour l'échelon régional... « Laissez-nous respirer ! », supplie M. Puech.

Asphyxiés, les départements ont choisi l'air du large. Du mercredi 7 au vendredi 9 avril, M. Puech réunira les assises de l'APCG à Deauville. C'est du fief d'Anne d'Ornano (DL), présidente du conseil général du Calvados, qu'il lancera sa riposte. Si les conseils généraux sont mal aimés, c'est parce qu'ils sont mal connus des Français, veut-il expliquer, en substance. Partant de ce diagnostic, le président a l'intention de proposer des réformes susceptibles de renforcer l'identité des conseils généraux.

Afin de lutter contre l'indifférence, l'absence d'attention, il devrait proposer que les conseils généraux, eux aussi, soient élus par moitié tous les trois ans, la moitié sortant en une seule fois. Les élus de cette Défendue par Pierre Joxe, ancien ministre socialiste de l'Intérieur, la réforme n'est pas votée en 1990, puis abrogée en 1994. Charles Pasqua avait fait rétablir l'actuel mode de scrutin. M. Puech entend aussi suggérer le redécoupage des circonscriptions cantonales. Le recensement en cours le permettra (Le *Monde* du 3 avril) : les écarts démographiques entre cantons, qui peuvent aller de un à dix, fragilisent la représentativité politique des conseils généraux.

L'APCG, par la voix de M. Puech, devrait également proposer que les

conseillers généraux deviennent « départementaux ». Le conseil général deviendrait ainsi un conseil « départemental ». Sans attendre, l'APCG devrait décider à Deauville de se rebaptiser. A l'avenir, elle s'appellera Association des départements de France (ADF). M. Puech a même l'intention de rouvrir le débat sur les compétences des départements. Il pourrait proposer que les conseils généraux s'impliquent davantage dans la politique de la ville.

### BOURDE MONUMENTALE

La nouvelle stratégie de l'APCG ne convainc pas pour autant tous les présidents de conseil général. La première fois depuis qu'il préside l'APCG, M. Puech doit faire face à une opposition vive de ses collègues. Une telle attitude n'est pas inhabituelle. M. Puech, président UDF du conseil général d'Ille-et-Vilaine, se rapproche à l'APCG de laisser l'Etat reprendre en main les paris sociaux de l'action sociale des départements. M. Méhaignerie reproche à M. Puech le vote en novembre 1998, par le conseil général de l'Aveyron, d'une résolution condamnant que la prestation spécifique dépendance (PSD) soit par le département devienne une prestation de Sécurité sociale ; en clair, repasse entre les mains de l'Etat. « Ce vote est une erreur monumentale », explique-t-on à l'APCG, où l'on assure que M. Puech a fait

honorables. Le président de l'APCG reste favorable au transfert à l'Etat, prévu par le projet de loi de Martine Aubry sur la couverture maladie universelle (CMU), de l'aidé médicalisé gratuit. Le différend entre M. Méhaignerie et M. Puech - deux anciens ministres - est un clivage ancien, mais qui s'accentue, entre départements urbains et départements ruraux. Ces derniers ont tendance à vouloir se délester de la gestion « lourde » de l'action sociale, y compris du volet insertion du RMI, qui est leur charge.

Si certains des départements ne servent plus qu'à occuper de la voirie et qu'à distribuer des aides aux communes, ils n'ont plus de raison d'être », affirme M. Méhaignerie, qui boycottera la réunion de l'APCG. Une telle attitude n'est pas inhabituelle. Les présidents des conseils généraux, Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) et Franck Borotra (RPR, Yvelines). Autre absent, à gauche, Jean-Pierre Balligand, député PS et nouveau président du conseil général de l'Aisne : « Il faut que les départements profitent de l'émancipation des pays et des agglomérations pour innover. Au lieu de cela, nous avons une résistance à la réorganisation des départements ! », déclare le maire de Verrières. Balligand devait cosigner avec Michel Dinet, président PS du conseil général de Meurthe-et-Moselle, un document, intitulé « Le rôle du département dans l'intercommunalité », réjouira M. Voynet, le Chevènement, et Emile Zuccarelli, ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, présents à Deauville.

M. M. Puech pourra se consoler de ces déficiences en évoquant, devant les quelque 1 300 conseillers généraux annoncés à Deauville, sa rencontre avec Jacques Chirac, le 30 mars, à l'Élysée. « Je ne pourrai pas être de vos côtés, mais je vous envoie ma femme ! », lui a passé le président de la République. Conseillère générale de la Corrèze, Bernadette Chirac saura, elle, défendre la cause historique des départements.

Béatrice Jérôme

UNE JOURNÉE À STRASBOURG

Le Monde LA POSTE

Vendredi 23 avril 1999

LE MONDE ET LA POSTE vous invitent à

Rencontrer

Acteurs des mondes de la communication et responsables de la rédaction du Monde

Découvrir

Le Monde, La Poste, la multimédia et l'espace philatélique

Débattre

« Vivre à Strasbourg »

à 18 heures

un grand débat dont vous êtes les acteurs

des Strasbourgeois sur l'avenir de la cité

aux nombreux points de rencontre

au PALAIS DES FÊTES à partir de 14 heures

5, rue Sellinich, Strasbourg

Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Strasbourg

Question : \_\_\_\_\_

A retourner par courrier à : LE MONDE, 100, rue de la Harpe, 75001 Paris

Parlement européen - Centre de presse

12, avenue du Président-Robert-Schuman

67000 Strasbourg



DATE: 11-08-2011  
 TIME: 11:08:21

Wang, David

[illegible]

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

$$\begin{aligned} \frac{1}{2} \frac{d}{dt} \int_{\mathbb{R}^n} |u|^2 dx &= \int_{\mathbb{R}^n} u \frac{du}{dt} dx \\ &= \int_{\mathbb{R}^n} u \left( -\operatorname{div} (u \nabla u) \right) dx \\ &= - \int_{\mathbb{R}^n} \operatorname{div} (u^2 \nabla u) dx \\ &= 0. \end{aligned}$$

1. ~~\_\_\_\_\_~~ \_\_\_\_\_

1.  $\frac{1}{2}$   
 2.  $\frac{1}{2}$   
 3.  $\frac{1}{2}$   
 4.  $\frac{1}{2}$   
 5.  $\frac{1}{2}$   
 6.  $\frac{1}{2}$   
 7.  $\frac{1}{2}$   
 8.  $\frac{1}{2}$   
 9.  $\frac{1}{2}$   
 10.  $\frac{1}{2}$   
 11.  $\frac{1}{2}$   
 12.  $\frac{1}{2}$   
 13.  $\frac{1}{2}$   
 14.  $\frac{1}{2}$   
 15.  $\frac{1}{2}$   
 16.  $\frac{1}{2}$   
 17.  $\frac{1}{2}$   
 18.  $\frac{1}{2}$   
 19.  $\frac{1}{2}$   
 20.  $\frac{1}{2}$   
 21.  $\frac{1}{2}$   
 22.  $\frac{1}{2}$   
 23.  $\frac{1}{2}$   
 24.  $\frac{1}{2}$   
 25.  $\frac{1}{2}$   
 26.  $\frac{1}{2}$   
 27.  $\frac{1}{2}$   
 28.  $\frac{1}{2}$   
 29.  $\frac{1}{2}$   
 30.  $\frac{1}{2}$   
 31.  $\frac{1}{2}$   
 32.  $\frac{1}{2}$   
 33.  $\frac{1}{2}$   
 34.  $\frac{1}{2}$   
 35.  $\frac{1}{2}$   
 36.  $\frac{1}{2}$   
 37.  $\frac{1}{2}$   
 38.  $\frac{1}{2}$   
 39.  $\frac{1}{2}$   
 40.  $\frac{1}{2}$   
 41.  $\frac{1}{2}$   
 42.  $\frac{1}{2}$   
 43.  $\frac{1}{2}$   
 44.  $\frac{1}{2}$   
 45.  $\frac{1}{2}$   
 46.  $\frac{1}{2}$   
 47.  $\frac{1}{2}$   
 48.  $\frac{1}{2}$   
 49.  $\frac{1}{2}$   
 50.  $\frac{1}{2}$   
 51.  $\frac{1}{2}$   
 52.  $\frac{1}{2}$   
 53.  $\frac{1}{2}$   
 54.  $\frac{1}{2}$   
 55.  $\frac{1}{2}$   
 56.  $\frac{1}{2}$   
 57.  $\frac{1}{2}$   
 58.  $\frac{1}{2}$   
 59.  $\frac{1}{2}$   
 60.  $\frac{1}{2}$   
 61.  $\frac{1}{2}$   
 62.  $\frac{1}{2}$   
 63.  $\frac{1}{2}$   
 64.  $\frac{1}{2}$   
 65.  $\frac{1}{2}$   
 66.  $\frac{1}{2}$   
 67.  $\frac{1}{2}$   
 68.  $\frac{1}{2}$   
 69.  $\frac{1}{2}$   
 70.  $\frac{1}{2}$   
 71.  $\frac{1}{2}$   
 72.  $\frac{1}{2}$   
 73.  $\frac{1}{2}$   
 74.  $\frac{1}{2}$   
 75.  $\frac{1}{2}$   
 76.  $\frac{1}{2}$   
 77.  $\frac{1}{2}$   
 78.  $\frac{1}{2}$   
 79.  $\frac{1}{2}$   
 80.  $\frac{1}{2}$   
 81.  $\frac{1}{2}$   
 82.  $\frac{1}{2}$   
 83.  $\frac{1}{2}$   
 84.  $\frac{1}{2}$   
 85.  $\frac{1}{2}$   
 86.  $\frac{1}{2}$   
 87.  $\frac{1}{2}$   
 88.  $\frac{1}{2}$   
 89.  $\frac{1}{2}$   
 90.  $\frac{1}{2}$   
 91.  $\frac{1}{2}$   
 92.  $\frac{1}{2}$   
 93.  $\frac{1}{2}$   
 94.  $\frac{1}{2}$   
 95.  $\frac{1}{2}$   
 96.  $\frac{1}{2}$   
 97.  $\frac{1}{2}$   
 98.  $\frac{1}{2}$   
 99.  $\frac{1}{2}$   
 100.  $\frac{1}{2}$

• • •

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

1. 2. 3.

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

100

[illegible]

1998

100



♀ Abba • Claudio Abbado • Ace Of Base • Bryan Adams • Cannonball Adderley • Isabelle Adjani • Afro Jazz • Akosh S • Aktivist • Alliance  
 Graeme Allwright • Amadou ♀ Mariam • Amina • Maurice André • Loïs Andrea • Ange • Antibiotic • Antidote • Marc Antoine • Aqua • Martha  
 Argerich • Ariele • Louis Armstrong • Claudio Arrau • Artificial Joy Club • Vladimir Ashkenazy • Ashlee • Badi Assad • Hugues Aufray • Albert  
 Ayler • Bob Azzam • Marcel Azoula ♀ Yves B • B 52's • Burt Bacharach • Erykah Badu • Julien Baer • Chet Baker • Daniel Balavoine • Barbara •  
 Gato Barbieri • Barclay James Harvest • Brigitte Bardot • Kenny Barron • John Barry • Cecilia Bartoli • Alain Bashung • Count Basie • Axel  
 Bauer • Baz Baz • Marc Beacco • Beautiful South • Beaux Arts Trio • Sidney Bechet • Beck •  Gees • A. Benedetti Michelangeli • George  
 Benson • Leonard Bernstein • Chuck Berry • Jane Birkin • Björk • Black Eyed Peas • Blackstreet • Art Blakey • Perry Blake • Blankass • Mary  
 J Blige • Fred Blondin • Bloodhound Gang • Tristan Boccard • Andrea Bocelli • Karl Böhm • Marie Boine • Claude Bolling • Bon Jovi • Tracy  
 Bonham • Barbara Bonney • Mathieu Boogaerts • Catherine  • Pierre Boulez • Pierre Boussagnet • Boyz II Men • Boyzone • George  
 Brassens • Michael Brecker • Goran Bregovic • Jacques  • Alfred Brendel • Eddy Brickell • Jonathan Brooke • Big Bill Broonzy • Bobby  
 Brown • Clarence G. Brown • Clifford Brown • Foxy Brown • James Brown • Gavin Bryars • Yuri Buenaventura • Chris De Burgh • Burning  
 Spear • Bush ♀ Cake • JJ Cale • John Cale • Terry Callier • Carmen Campagne • Vinicius Cantuaria • Cardigans • The Carpenters • Regina  
 Carter • France Cartigny • Sergio Celibidache • Riccardo Chailly • The Chameleons • The Charlatans • Les Charts • Clifton Chenier • Don  
 Cherry • Eagle Eye Cherry • The Christians • Christophe • Myung-whun Chung • Mino Cinieli • Jimmy Cliff • La Cliqua • Clock • Pierre  
 Cochereau • Coteau Twins • Lloyd Cole • Ornette Coleman • Collapsis • John Coltrane • La Compagnie Créole • The Commodores • Johnny  
 Copeland • Chick Corea • Cornu • Sylvain Cossette • James Cotton • Bing Crosby • Counting Crows • Cowboy Junkies • The Cranberries •  
 Cream • Régine Crespin • Sheryl Crowl • The Crusaders • Laurent Cugny • The Cure ♀ Dominique Daican • Dalida • Damien • Miles Davis •  
 ♀ Source • Dee Dee Bridgewater • Def Leppard • Definition of Sound • Delavoix • Michel Delpech • Chaka Demus • Deus • Raymond Devos •  
 Bo Diddley • Dig •  Diop • Dire Straits • Diva Surprise • DJ Fou • Doctor L • Dolls Head • Plácido Domingo • Donya • Dorland • Driver • Dru  
 Hill • Augustin Dumay • Charles Dutoit • D'abuz ♀ E 17 • E-Type • Teddy Edwards • Eels • Elasticity • Electrasy • Arno Elias • Duke Ellington •  
 Elysian Fields • Emilia • Era (Eric Levi) • Christian Escoudé • Essai •  Etheridge • Gil Evans • Bill Evans ♀ Lara Fabian • Fabulous Trobadors •  
 Marianne Faithfull • Mylène Farmer • Fastball • Faudel • Fenua • Jean Ferrat • Leo Ferré • Nino Ferrer • Ysa Ferrer • Kathleen Ferrie • Aude  
 Feuillat • Dietrich Fischer-Dieskau • Ella Fitzgerald • Renée Fleming • Robben Ford • Claude François • Kirk Franklin • Freakpower • DJ Fred  
 ♀ Arnold T • Free • Ferenc Fricsay • Wilhelm Furtwängler ♀ Serge Gainsbourg • Galliano • Patrick Gaillois • Jan Garbarek • John Eliot Gardiner •  
 Erroll Garner • Marvin Gaye • Gloria Gaynor • Gene • Valery Gergiev • Stan Getz • Angela Gheorghiu • Roland Gift • Astrud Gilberto • Joao  
 Gilberto • Dizzy Gillespie • Girls Vs Boys • Ivry Gitlis • Reinhard Goebel • Matthias Goerne • Chantal Goya • Stéphane Grappelli • Johnny Griffin •  
 Guns 'N Roses • Buddy Guy ♀ Arthur H • Charlie Haden • Sammy Hagar • David Hallyday • Johnny Hallyday • Lionel Hampton • Herbie Hancock •  
 Hanson • Roy Hargrove • John Harle • Donald Harrison • Antonio Hart • PJ Harvey • Hasheem • Clara Haski • Havana Delirio • Coleman Hawkins •  
 Graham Haynes • Sister Hazel • Heavy D • Helmet • Joe Henderson • Barbara Hendricks • Jimi Hendrix • Pierre Henry • John Hiatt • Hljak  
 Johnny Hodges • Christopher Hogwood • Hole • Billie Holiday • David Holmes • Shirley Horn • James Horner • Vladimir Horowitz • Human Box •  
 Bobby Hutcherson ♀ Ideal J • Immature • Incognito • Inxs • Israel Vibration ♀ The Jam • Ahmad Jamal • Etta James • James • Joe Jackson • Al  
 Jarreau • Keith Jarrett • Screamin' Jay Hawkins • Jeff • Antonio Carlos Jobim • Elton John • J.J. Johnson • Elvin Jones • Grace Jones • Hank  
 Jones • Quincy Jones • Louis Jordan • Ronny Jordan • Leila Josefowicz • Jovanotti • Patrick Juvet ♀ K.Reem • K-Ci & JoJo • Mory Kante • Herbert  
 Karajan • Katherine • Wilhelm Kempff • Rodney Kendrick • Kent • Khaled • Angélique Kidjo • B.B. King • Albert King • Kiri te Kanawa  
 Roland Kirk • Kiss • Carlos Kleiber • Jack Knight • Gladys Knight •  Knopfer • Oliver Knussen • Zoltan Kocsis • Lee Konitz • Kool & The  
 Gang • Magdalena Kozzka • Diana Krall • Gidon Kremer •  Kubelik • Kuhn/Hurnair/Jenny-Clark • Fela Kuti ♀ LL Cool J •  
 Patti Labelle • Katia et Marielle Labèque • Sonia Lacen • Pascal  • Alexandre Lagoya • Lady Laistee • Roby Lakatos • Lamb • Lando • Bobby  
 Lapointe • Marc Laurens • Bernard Lavilliers • Maxime Le Forestier • John Lee Hooker • Ann Lee • Michel Legrand • Ute Lemper • J.B. Lenoir •  
 James Levine • Lighthouse Family • Lillicup • Abbey Lincoln • Espen Lind •  Rabbits • Live • LKJ • Ismaël Lo • Frédéric Lo • Lisa Loeb •  
 Lost Boyz • Helmut Lotti • Joe Louis Walker • Lousteau • Down Low • Paco De Lucia • Christa Ludwig • Lunatic Calm • Radu Lupu • Kami  
 Lyle • Lynyrd Skynyrd ♀ Maidi • Mischa Maisky • Russell  • The Mamas & the Papas • Manau • Mangu • Marilyn Manson • Bob Marley •  
 Marshall • Rosco Martinez • Matt • Maurane • Paul  • Curtis Mayfield • MBS • Christian Mc Bride • Paul Mc Creesh • Maria Mc Kee •  
 John Mc Laughlin • Melky Sedek • Helen Merrill •  • Pat Metheny • Method Man • Charles Mingus • Marc Minkowski • Eddy Mitchell •  
 Yves Montand •  Montgomery • The Moods • Moody  • Moos • Nina Morato • Van Morrison • Nana Mouskouri • Gerry Mulligan •  
 Viktoria Mullova • I Musici • Anne-Sophie Mutter • Mya • Billie Myers • Le mystère des Voix Bulgares ♀ Naab • Navis • Matthew Neil • Nejma  
 New Radicals • Niagara • Nina • Nirvana • No Doubt • Noa • Noir Désir • Jessye Norman • Claude Nougou • Nourith ♀ Ocean Colour Scene • L'œil  
 Ollano • Orpheus Chamber Orchestra • Joan Osborne • Anne Sofie  Otter • Seiji Ozawa ♀ Page & Plant • Florent Pagny • Suzanne Palmer • Paper  
 Dolls • Vanessa Paradis • Le Park • Charlie Parker • Rashaan Patterson • Luciano Pavarotti • Nicholas Payton • Danilo Perez • Lee Scratch  
 Perry • Paul Personne • Lucky Peterson • Oscar Peterson •  Piaf • Pierpoljak • Pills • Courtney Pine • Pitchshifter • Ivo Pogorelich •  
 The Police • Maurizio Pollini • Portishead • Bud Powell • Jesse Powell • Presteej • André Prévin • Denez Prigent • Primus • Pulp • Push •  
 Puya ♀ Quatuor Amadeus • Quatuor Takacs ♀ Sun  •  Karen Ramirez • Real Big Fish • Eric Reed • Reel Soul • Conner Reeves • Django  
 Reinhardt • Calvin Richardson • Lionel Richie • Sviatoslav Richter • Rico • André Rieu • The Rimes • Rita • Max Roach • Pascal Rogé • Sonny  
 Rollins •  Romano • The Roots • Rosana • Diana Ross • Alex Rossi • Mstislav Rostropovich • Christophe Rousset • Denis Roussos • The  
 Rubettes • Rudeluck • Ray Ruffin ♀ Thomas Sabry • DJ Sakin • Luis Salinas • Pharoah Sanders • Carlos Santana • Christine Schäfer • Laio  
 Schiffrin • Andreas Scholl • John Scofield • Rhoda Scott • Patrick Sébastien • Semisonic • Brian Setzer Orchestra • Gil Shaham • She Moves •  
 William Sheller • Archie Shepp • Wayne Shorter • Mort Shuman • Horace Silver • Yves Simon • Nina Simone • Tommy Sims • Talvin Singh •  
 Siouxsie ♀ The Banshees • Roni Size • Memphis Slim • Smash Mouth • Jeffery Smith • Elliot Smith • Jimmy Smith • Snoop Doggy Dog • Snot •  
 Snowpory • Soledonna • Sir Georg Solti • Soundgarden • Gérard Souzay • Space Monkeys • Spicy Box • Spoon Nation • Status Quo • Steely Dan •  
 Steppenwolf • Cat Stevens • Aline Stoll • Stone Roses • Sting • Stradli Virus • The Style Council • Izzy Stradlin • Supertramp • Sublime •  
 Sugarcubes • Donna Summer • Joan Sutherland ♀ T-Rex • Rachid Taha • The Tallis Scholars • Tanger • Gregory Tardy • Tarkan • Faouzi Tarkhani •  
 At Tatum • Koko Taylor • Tears For Fears • Renata Tebaldi • The Temptations • Tenor B • Bryn Terfel • Texas • Therapy? • Jean-Yves Thibaudet •  
 Toots Thielemans • Tindersticks • Touloulou • Trade Union • Randy Travis • Treponem Pal • Trio Esperança • Tricky • Lennie Tristano • Rosalyn  
 Tureck • Ike ♀ Tina Turner • Steve Turre • Shania Twain • 22 Pistepirkko • McCoy Tyner ♀ U2 • Unwritten Law ♀ Les Valentins • Valmont • Tania  
 Valmont • Sylvie Vartan • Sarah Vaughan • Suzanne Vega • Caetano Veloso • Velvet Underground • Vengaboys • Veruca Salt • Boris Vian •  
 Vibe ♀ Rufus Wainwright • Tom Waits • T. Bone Walker • The Wallflowers • Dinah Washington • Muddy Waters • Webb • Ben Webster • Paul  
 Weller • Weezer • Bugge Wesseltoft • Randy Weston • Wet  Wet • Sonny Boy Williamson • White Zombie • Barry White • The Who •  
 Wild • Kim  • Howlin' Wolf • Stevie Wonder ♀ X Men ♀ Yana • Yello • Narciso Yepes • Lester Young ♀ Zamfir • Zazie • Zebda •  
 Zhane • Krystian Zimmermann • Zucchero • Marco Zuddas...



**tous les talents du monde**

هكذا من الأصل



**Ce proche de Georges Pompidou a régné pendant vingt ans sur la puissante CGE, avant d'entrer en résistance contre le programme commun de la gauche et de devenir l'éminence grise d'une nouvelle génération de grands patrons. Il est mort le 4 avril à 77 ans**



## Ambroise Roux, grand patron « à la française »

**A** l'époque de la splendeur d'Ambroise Roux, il y avait hussier en tenue à chaque étage du siège de la Compagnie générale d'électricité. L'« ascenseur du président », où l'on entrait par une lourde porte de fer forgé, conduisait à l'« appartement du président », au bout duquel se trouvait, dans le bureau du président, il y avait même une « salle de projection du président », où un cinéphilie conviait, après le dîner, les amis du monde des affaires et de la politique. En souvenir, peut-être, de la tradition française du « patronat de droit divin ».

Pourtant, nul n'a été plus monarchique d'entreprise que ce capitaliste sans capitaux, qui se targuait d'avoir jamais eu un centime de son argent dans les affaires qu'il dirigeait, tout en touchant, comme le premier ministre, le premier ministre de France. Mais ce souvenir de lui comme le prototype du patron « à la française » : familier du pouvoir politique et construisant des stratégies en parfaite connivence avec les réseaux. Lui-même en tête de file, il n'y a guère que vingt ans qu'il n'y avait en France qu'un seul homme qui fût l'essence même de la puissance, c'est-à-dire, l'« homme de la puissance ». Lequel se définissait aussi, selon lui, « par la capacité de ses membres à se précipiter au chevet d'une entreprise malade et à la sauver, et ce en préservant au mieux les intérêts de la collectivité ».

Ces principes, il les a mis en pratique en 1955, quand il a rejoint la CGE, le patron de la Société générale, Henri de Launay, le patron de la banque par excellence de Pierre Bérégovoy, ou le patron de la Compagnie générale des eaux, Jean-Louis Hénin. C'est cela, l'« homme de la puissance » : cela d'autant plus facilement qu'il fut, à l'heure de la prospérité industrielle, le plus pur produit de la technocratie, aujourd'hui aux commandes des grandes entreprises françaises. Polytechnicien, Ambroise Roux avait fraye avec les cabinets ministériels avant d'entrer en entreprise. Conseiller, puis directeur de cabinet de Jean-Marie Louvel, ministre de l'Industrie et du Commerce entre 1951 et 1954, il s'y était créé un réseau. Il avait même été nommé à la CGE, où il entra comme directeur général adjoint en 1955.

Né en 1921, fils unique d'une famille bourgeoise - sa mère était née à Poulenc, dont les laboratoires pharmaceutiques firent al-

s'intéresser « au profit », comme les Américains, et se démarquer de la déplorable tradition française du « patronat de droit divin ».

Mais la presse restera pour lui un vague rêve de jeunesse. En fils respectueux, après son baccalauréat en 1938 au collège Stanislas, Ambroise Roux se présente à l'École normale supérieure et à l'École polytechnique, est admis aux deux, et opte pour l'« X ». En 1940, année de sa promotion, l'école se replie à Lyon. Si les circonstances sont plutôt noires, il y fait la connaissance d'un de ses futurs compères en affaires : Guy Dejouany, futur patron de la Compagnie générale des eaux.

A vingt-trois ans, le jeune Ambroise - « Bob » pour les intimes - a en poche les diplômes des Ponts et Chaussées et de Supélec. Sa voie est tracée. Un premier poste dans l'administration - celle de l'électricité - lui donne le temps d'épouser Françoise Marion, une jeune fille de bonne famille qui habite son immeuble et lui donnera deux enfants. C'est là, dans l'administration, que Jean-Marie Louvel, lui-même X-Ponts, vient le chercher pour le faire entrer dans son cabinet.

L'arrivée de Pierre Mendès France au pouvoir le contraint, en 1955, à chercher un point de chute dans l'industrie. Les « X » accaparent les postes à responsabilité dans les entreprises stratégiques, l'« X » est vite conquis. En 1955, le président de la CGE, lui tend une main secourable. Ambroise Roux, devenu directeur général de la CGE, est nommé à la présidence de la CGE en 1955. Ambroise Roux lui succédera à sa mort, en 1970. Dans l'interim, Ambroise Roux fait son entrée au CNPF, en 1961, grâce au parrainage d'un X-mines, Henri Lafont, banquier et membre de nombreux conseils d'administrations. Vite reconnu

par ses pairs, il s'offre le luxe de refuser d'être candidat à la succession du « patron des patrons », Georges Villiers. Il sera, plus tard, vice-président. Mais c'est à la tête de la Commission économique générale, boîte à outils du patronat, qu'il fera merveille en planchant sur l'intéressement, la participation, ou la mensualisation.

Ambroise Roux, dans le cadre de ces activités patronales, fait la connaissance de Georges Pompidou, alors premier ministre, et de ses proches collaborateurs, comme Bernard Esambert, aujourd'hui membre éminent des conseils d'administration de Lagardère. Ou encore Edouard Balladur, auquel il confiera, lors de sa traversée du désert, des tâches de premier ministre, dont celle de directeur de la CGE, au lendemain de la publication de la loi sur « l'indépendance du secteur public », dans le journal officiel du 13 février 1977, c'est-à-dire, devant l'appel. François Mitterrand, qu'il connaît depuis 1977 grâce à des amis communs, lui avait pourtant fait savoir qu'il espérait le voir rester. Et cela par l'intermédiaire de son frère, Robert, que la CGE avait recruté en 1975 - à toutes fins utiles.

Ambroise Roux n'écoute pas les sirènes. Le 15 décembre 1976, il réunit à l'hôtel Crillon ses amis de l'« X » : les grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne (Agref), un « mouvement » patronal dont il est président. Une douzaine de PDG au total, dont le fidèle Guy Dejouany, Marc Fournier (Navigation mixte), Gilberte Beaux (Générale occidentale), Alain Chevalier (Moët-Hennessy), Jérôme Monod (Lyonnais des eaux), Paul Dubrule et Gérard Pellissier (Accor), François Dalle (L'Oréal).

« Le capitalisme est gravement menacé, je dois porter à son secours pendant cette période tragique, et le défendre. Etes-vous prêts pour une nouvelle aventure ? », leur dit-il, le patron décédé. Sous le nom d'Association française des entreprises privées (AFEP), celle-ci devra faire

ments téléphoniques ; à Thomson la futeuse industrie de l'armement. Ambroise Roux perd, en 1975, la bataille du nucléaire au faubourg de la CGE, puis celle de l'informatique : entrée au capital de CII-Honeywell-Bull, la CGE est prise de céder la place à Saint-Gobain, qui n'y fera pas long feu. Le giscardisme conviendrait-il moins bien à Ambroise Roux que le pompidolisme ? Malen-

chou, Jacques Chaban-Delmas, à la présidentielle de 1974, n'y serait pas étranger. « Quand je suis arrivé à la CGE, il y avait 18 000 personnes, quand j'en suis parti, il y en avait 180 000. Nous avons construit dans l'industrie des usines tous les deux ans, et investi en recherche une série d'entreprises (...). » Quand il quitte la CGE, au lendemain de la publication de la loi sur « l'indépendance du secteur public », dans le journal officiel du 13 février 1977, c'est en devançant l'appel. François Mitterrand, qu'il connaît depuis 1977 grâce à des amis communs, lui avait pourtant fait savoir qu'il espérait le voir rester. Et cela par l'intermédiaire de son frère, Robert, que la CGE avait recruté en 1975 - à toutes fins utiles.

Ambroise Roux n'écoute pas les sirènes. Le 15 décembre 1976, il réunit à l'hôtel Crillon ses amis de l'« X » : les grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne (Agref), un « mouvement » patronal dont il est président. Une douzaine de PDG au total, dont le fidèle Guy Dejouany, Marc Fournier (Navigation mixte), Gilberte Beaux (Générale occidentale), Alain Chevalier (Moët-Hennessy), Jérôme Monod (Lyonnais des eaux), Paul Dubrule et Gérard Pellissier (Accor), François Dalle (L'Oréal).

« Le capitalisme est gravement menacé, je dois porter à son secours pendant cette période tragique, et le défendre. Etes-vous prêts pour une nouvelle aventure ? », leur dit-il, le patron décédé. Sous le nom d'Association française des entreprises privées (AFEP), celle-ci devra faire

de la pédagogie sur les entreprises auprès du gouvernement. Un lobby très sélect, façon « Jockey club », selon le terme d'Ambroise Roux, qui ira en personne exposer à François Mitterrand les raisons de son entrée en « résistance » contre le programme commun de la gauche.

UNE partie des « messages », grâce à ses visites à François Mitterrand, Pierre Bérégovoy ou Robert Badinter, finissent par passer : le carry-back, méthode qui consiste à faire baisser les entreprises déficitaires d'un crédit d'impôt, la baisse du taux de taxation sur les plus-values financières, la réforme des marchés financiers, la perpétuation du Panocontrol, permettant de rester « entre soi », sont du miel pour les grands patrons. Lesquels, un à un, rejoignent le club. Ils sont aujourd'hui près de soixante-dix, dont Claude Bébér (Axa), David de Rothschild, Bernard Arnault (LVMH), Paul-Louis Halley (Promodès) et Vincent Bolloré.

L'arrivée de la gauche devait sonner l'heure d'une retraite anticipée. Elle lui a redonné du poil de la bête. Et la cohabitation l'a complètement remis sur orbite. A l'unisson d'Edouard Balladur, Ambroise Roux apporte sa touche personnelle à la constitution d'un « X » dur, « X » préservant les entreprises privatisées des appétits insatiables. Naguère chef d'entreprise, le voilà devenu l'éminence grise des patrons « pesant » des centaines de milliards de francs. Il collectionne les postes d'administrateur : Alcatel, Barclays Bank, Groupe Rivaud, Banque du Louvre, Générale des eaux, Paribas, Schneider, et Pinault-Printemps-Redoute, dont il présidait le conseil de surveillance depuis 1992, en remerciement de nombreux services rendus, dont deux décisifs : avoir permis à François Pinault à l'AFEP en 1983, à une époque où personne ne parlait sur sa montée en puissance, et l'avoir aidé à conquérir la Fnac.

« Ambroise n'est jamais de conseil », disait de lui un grand banquier. S'il a été de bon conseil pour ses poulains, ses recommandations politiques ont été nettement moins heureuses. Celui qui se disait monarchiste par coquetterie, mais frayait avec les gaullistes, prônait, il y a six mois, la conclusion d'accords entre la droite et le Front national. Peu à peu, la droite s'était organisée. Didier Feneau-Valencienne, juste délogé de la présidence de Schneider, a pris les commandes de l'AFEP en novembre 1998.

Anne-Marie Rocco



La République   frontons du   
mot  Fraternité Le mérite-t-elle  ?

La République  frontons du   
mot  Fraternité Le mérite-t-elle  ?

Il aurait beaucoup pesé, dans les coulisses, pour faire connaître ses exigences. En résumé, il aurait ainsi

Tous ces arguments masquent.

**RECOMMANDATIONS DISCRÉTES**  
Au moins, il fallait à l'État, dans l'annuaire juridique français, un pouvoir de régulation. La loi de 1966 offre la possibilité à un organisme où siège notamment le directeur du Trésor, le **Comité des Monnaies**, d'émettre, par crédit, de dire si une opération est « compatible avec le bon fonctionnement de l'« système bancaire » ». Sans faire mine d'être interventionniste, l'État pouvait user de cet instrument, soit pour bloquer l'opération, soit, à tout le moins, pour jouer la montre et forcer les protagonistes à s'entendre et à prendre en compte ses mises en garde.

Il reste pourtant pour la première fois, pour une fois de cette importance - et elle est considérable -, le ministre des finances n'a pas eu son mot à dire. Même si le ministre des finances dispose d'une autorité dans le milieu des affaires dont ne jouissaient pas nombre de ses prédécesseurs, il en est réduit à un rôle de jeu d'influence. Désormais le marché commande, même si cela n'interdit pas la diplomatie

Il reste pourtant pour la première fois, pour une fois de cette importance - et elle est considérable -, le ministre des finances n'a pas eu son mot à dire. Même si le ministre des finances dispose d'une autorité dans le milieu des affaires dont ne jouissaient pas nombre de ses prédécesseurs, il en est réduit à un rôle de jeu d'influence. Désormais le marché commande, même si cela n'interdit pas la diplomatie

En guise de répartie, on aime, en bon lieu, d'une métaphore sportive. En quelque sorte, l'Etat, dans ses nouvelles relations avec le marché, devrait maintenant conduire un judoka, qui, plutôt que de s'opposer à la force brutale de son adversaire, prendrait appui sur elle pour en jouer à son avantage. Métaphore périlleuse : une bataille boursière qui commence, on sent, pour la première fois, que les marchés se pris soudainement du muscle et de l'Etat maintenant si peu musclé de lui-même qu'il n'ose pas même approcher pour jouer à l'échecs.

En guise de répartie, on aime, en bon lieu, d'une métaphore sportive. En quelque sorte, l'Etat, dans ses nouvelles relations avec le marché, devrait maintenant conduire un judoka, qui, plutôt que de s'opposer à la force brutale de son adversaire, prendrait appui sur elle pour en jouer à son avantage. Métaphore périlleuse : une bataille boursière qui commence, on sent, pour la première fois, que les marchés se pris soudainement du muscle et de l'Etat maintenant si peu musclé de lui-même qu'il n'ose pas même approcher pour jouer à l'échecs.

**Le premier ministre a parlé net :**  
« L'objectif, c'est que ces hommes et

par le territoire.

L'alternative, dangereuse, c'est l'installation pour longtemps des réfugiés dans les camps près frontalière du Kosovo, l'installation en ces lieux de cellules de la branche armée du mouvement kosovar, bref, le risque d'une déstabilisation des pays d'accueil, si fragiles, et la prolongation du conflit. Au rythme actuel des expulsions, que d'enrayer pas les frappes, l'OTAN estime que le Kosovo sera vidé de sa population d'origine albanaise d'ici dix à vingt jours. La question des réfugiés se posera de manière plus dramatique encore. Peut-être serait-il temps de dire la vérité : la défense du droit au retour des réfugiés est une cause sans sens.

Fon continue à catégorique.

Penvol de

■ **Pon connue** ■ **Categorique** ■  
■ **Envol** de ■  
au ■

est édité par le SA LE MONDE

**Le Monde** est édité par le **SA LE MONDE**  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Michel Albanel  
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Alain, directeur général ;  
Noël-Jean Bergeyrou, directeur général adjoint  
  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Philippe Bernheim, Pierre Gosselin, Jean-Yves Lhormeau  
Rédacteurs en chef : Jacques Attali ; Dominique Reynes  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeux  
Rédacteurs en chef :  
Alain Fradon, Eric Lazzarotti (économies et affaires)  
Laurent Gressierier (suppléments et cultures adjacentes) ; Michel (Défense),  
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarnac (France), François Moussier (société), Claude Mandin (Entreprises) ;  
Jeanne Bado (numériques) ; Isabelle Serpantière (Culture) ; Catherine Laroche (Secrétariat de rédaction)  
Rédacteur en chef technique : Eric Anan

**Directeur exécutif :** Eric Pailoux ; **directeur délégué :** Anne Chaussonbe  
**Conseiller de la direction :** Alain Rollas ; **directeur des relations institutionnelles :** Daniel Vernet ;  
**partenaires autorisés :** Bernard Le Gendre  
**Conseil de surveillance :** Alain Naun, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
**Membres :** Hubert Beyer-Mery (1946-1949), Jacques Rivet (1949-1982),  
Jean-Louis (1982-1982), Jean-François (1985-1991), Jacques Lecomte (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Breuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations.

soviétique, qui l'avait chargé avant la guerre ■ distribuer les fonds nécessaires au Parti communiste bulgare. Ces dernières années Enrico Kostov ■■ membre du fameux comité des cinq chargé par Moscou d'assurer ■ contrôle de la zone ■■ Parti communiste bulgare. Pourtant, malgré tous ■■ titres à la pleine confiance de Moscou, Kostov est aujourd'hui éliminé.

Intérieurement il au petit peuple bulgare dont il ■ toujours partagé la vie, ■ par surcroît excellent économiste, Traïtcho Kostov a dû s'apercevoir bien vite que les intérêts bulgares étaient toujours et constamment soumis aux intérêts soviétiques. A ces derniers tout devait être sacrifié. Kostov n'a sans doute pas accepté ■ sacrifice complet des intérêts permanents de la Bulgarie.

22 avril 1944



# La peur qui taraude l'Europe

par Jean-Jacques Delfour

L'ÉPISEME actuel du monde et l'incertitude qui l'entoure ne sont qu'un moment d'un processus historique qui dépasse l'Europe. Plutôt que le rôle joué par la « fin » de la guerre froide dans le développement des tensions ethniques dans l'ancienne Yougoslavie, plutôt que les « crises » de l'Europe, plutôt que d'improbables raisons médiologiques, l'intéressant ici est l'énigme : quels sont les « maux » de l'aveuglement patent des Européens ? L'entreprise génocidaire de Milosevic ? Le crime ethnique y est toujours « présent ». L'information pourtant abondante, l'existence de personnalités politiques et intellectuelles actives, la circulation d'images explicites, tout cela a-t-il empêché une opinion publique étonnamment somnambulique.

Un fait peut servir de point de départ à une tentative d'interprétation : la peur domine la « fin » de la guerre froide. La peur, et non l'indifférence, et non l'indifférence, on se contente de parler des risques d'une intervention terrestre. Est-ce parce qu'elle est susceptible de donner lieu à des pertes humaines parmi les soldats ? La a pourtant été admise dans d'autres opérations militaires (envergure guerres du Golfe ou des

Malouines, opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine). Dans ce dernier cas, cependant, il n'était pas question de la guerre, seulement d'y maintenir une étrange paix dont l'aspect le plus frappant est qu'elle a permis de Bosnie, et assez longtemps, d'agir dans l'impunité.

Cette impunité ne dépend pas du seul fait que la guerre froide, finie officiellement et idéologiquement, continue en réalité sous la forme plus discrète de structures implicites de pensée et d'action. L'impunité peut-être principalement la conséquence du caractère invisible des crimes commis, invisibles, c'est-à-dire inconscients, plus précisément refoulés. Nous ne voulons pas prendre conscience de ce qui se passe là-bas, nous ne voulons rien en savoir.

Admettre ces crimes, ce serait accepter d'agir selon les principes humanistes modernes, ceux qui s'expriment dans la Déclaration des droits de l'homme et au nom desquels ont été justifiés la guerre contre le nazisme, le procès de Nuremberg, etc. Mais, plus profondément et plus péniblement, ce serait admettre que quelque chose d'analoge aux crimes nazis se déroule aujourd'hui, qui plus est « à nos portes ». L'insistance à vouloir croire que cela se passe ailleurs, plus loin, au-delà de la limite du monde civilisé, manière de dire que conséquemment cela échappe à « notre »

responsabilité, atteste le désir de ne pas s'occuper de ce que cela éveille. A savoir : une incoercible angoisse, contre laquelle l'état de sidération relative qui caractérise les opinions publiques européennes est une défense bien fragile.

Angoisse à propos de quoi ? Angoisse de voir qu'en Europe, aujourd'hui, sous nos yeux, dans notre monde politiquement unifié ou en voie de l'être, se bout à une formidable puissance scientifique et

faire ici et qui ressemble tellement au but des extrêmes droites des années 30.

C'est peut-être le signe inquiétant, l'attestation possible, que les efforts considérables consentis à la mise en échec de cette idéologie et de cette action criminelle puis à la construction d'une Europe forte et cohérente, capable de rendre impossible la répétition du mal absolu, que tout cela, au fond, est peut-être un échec.

**Reconnaître les crimes de Milosevic, ce serait à la fois avouer un échec historique et une sordide parenté avec eux. A titre de défense, les Européens ont opéré le refoulement et subissent la bêtise qui en résulte**

technique, très organisé, détruit manifestement la paix, dans notre monde hautement intégré, efficace, responsable et adulte, ce monde qui a su rompre de manière définitive avec les monstruosités du passé, ou du moins qui l'a désiré et a prétendu le faire, dans ce monde tout-puissant, un désir de meurtre s'exprime et surtout s'associe de façon en toute impunité. Angoisse de voir que ces crimes sont là réellement, ce que d'autres, criminels seulement en parole, rêvent à voix haute de

Admettre les crimes de Milosevic et leur signification historique pour « nous », ce serait concéder une sorte de surplage de l'histoire de l'humanité européenne ; cela entraînerait une désillusion telle que nous craignons de ne pas pouvoir la supporter. Car elle serait plus grave que nous l'imaginons. Depuis environ vingt ans, l'Europe prend conscience de la portée de la Shoah, certes orchestrée par les nazis, mais aussi par d'autres ; l'Europe prend

conscience de sa responsabilité dans les violences immenses subies par les peuples colonisés, exploités et réduits à l'état de marchandise. En ces temps, les extrêmes droites se développent en Europe depuis précisément quinze ans ; le nationalisme assassin tue sans relâche depuis plusieurs années dans l'ancienne Yougoslavie. L'Europe glorieuse, toute-puissante, ouvrière, patiente et compatissante de la civilisation, héritière de la grande culture, ne parvient plus à se cacher aussi aisément son autre visage : celui de la barbarie.

Admettre les crimes de Milosevic, ce serait à la fois avouer un échec historique et une sordide parenté avec eux. Accepter cela ne serait possible que si les Européens étaient capables de savoir ce qu'est leur « vrai » visage et ce qu'est le masque : la barbarie ou la culture ? A titre de défense, les Européens ont opéré le refoulement et subissent la bêtise qui en résulte. La fonction symbolique assurée par les États-Unis sera-t-elle capable de permettre aux Européens de résister à leur tendance au refoulement de leur propre culpabilité ?

La déstabilisation simulée de la prétendue tutelle américaine a en réalité, pour les Européens, une fonction défensive : ils ne peuvent pas assumer le beau rôle humaniste sans l'arrière-pensée que l'assassin à punir est un double homicide, mais spéculaire. Le symptôme le plus clair de

cette confusion psychique est la référence fréquente au fait que la Serbie, jadis, a été antinazie. Comme cela la rendait pour toujours inapte au crime contre l'humanité ! Ce retournement devrait être impossible. Concéder qu'il a bien eu lieu, ce serait admettre que l'histoire peut régresser : la foi dans le dogme du progrès apparaîtrait alors comme l'avant d'une illusion narcissique.

C'est en ce sens qu'on peut interpréter l'appel pathétique à « de Gaulle » le rêve narcissique d'un Moi idéal ; mais on oublie que ce même de Gaulle a bécoté une unité nationale au moyen d'une réconciliation dont l'outil principal a été l'amnésie. Il est dès lors comique de voir reprocher à l'Amérique son manichéisme, comme si la représentation d'une France unie dans le combat contre l'envahisseur nard avait été autre chose qu'un mythe précisément manichéen et chargé de faire croire que le barbare, c'est l'autre. Avec la Serbie de Milosevic, l'Europe, et particulièrement la France, a affaire à un double d'elle-même qui inverserait l'ordre historique optimiste : le barbare ne devient pas l'homme civilisé, l'ancien vainqueur devient lui-même, finalement et de manière incompréhensible, le bar-

Jean-Jacques Delfour est agrégé de philosophie.

## Fragile Roumanie

par Georges de Méné

TANDIS que l'Occident lance ses frappes aériennes contre la Serbie, on ferait bien de prêter plus d'attention à la stabilité de la plus grande démocratie des Balkans, sur l'autre rive du Danube. La Roumanie, 23 millions d'habitants, risque de se replonger dans la solitude médiatique dont elle a peine à se s'arracher, si le Fonds monétaire international ne négocie un accord de programme, persiste dans son intransigence.

La marche, en février 1997, de 3 000 hommes dans la vallée du Jiu pour objectif de renverser le gouvernement démocratique du pays. Les forces de l'ordre ont réussi à les disperser, par une glorieuse aube d'hiver, mais elles ont arrêté leur chef en fuite, Cozma, avec 500 de ses partisans.

Cet affrontement est révélateur de l'effondrement du communisme dans un pays engagé plus tardivement que les autres dans la réforme démocratique. Le problème est économique, social et politique. Pourquoi ne surgit-il qu'aujourd'hui, alors que la plupart des anciens pays communistes ont déjà pris le chemin de la convergence avec l'Europe ? Pour une raison simple : en 1991, après la chute de Ceausescu, le président Ion Iliescu a très habilement manœuvré pour que son parti, le PSDR, conserve son pouvoir sur l'économie, et que tout changement structurel profond soit ajourné.

Une des premières décisions de la nouvelle administration dirigée par le président Emil Constantinescu, après son investiture de novembre 1996, fut d'en finir avec la gestion administrative des prix pour amorcer une intégration du pays au marché mondial : le déficit des mines de charbon était alors au grand jour. Mais seulement cela génère des pertes, mais elles créent de la valeur ajoutée négative : « Pour aller au fond du problème, qu'un mineur ne soit pas payé, explique l'actuel ministre de l'Industrie, est une des dépenses diverses non englobées dans le sol ». D'un point de vue économique, fermer les mines est la seule option possible.

Malin un problème politique se pose aussi. Partout dans le monde, les mineurs de charbon forment un groupe très solidaire. En Roumanie, ils ont été utilisés par manipulé pour servir de force paramilitaire au appui de manœuvres politiques d'urgence. Dans leur récente défaite, les forces de la réaction ont perdu leur dernière ligne de défense. Jamais il n'aura été aussi clair que les mineurs de la région.

forme économique, dans le pays qui a connu la plus impitoyable dévotion de l'Europe communiste, sont les traits politiques.

Triste ironie du sort, ce qui a été un grand succès par les forces démocratiques risque d'être emporté par une tempête financière. Le gouvernement de Radu Vasile est dans l'obligation de rembourser en 1999 une part importante des emprunts contractés par les précédents gouvernements Iliescu, et il n'a pas d'autre solution que de refinancer sa dette (au demeurant modérée : son endettement total, hors dette externe, ne représente que 34 % du PIB). Comme toujours en pareil cas, les prêteurs étrangers ont exigé, au préalable, un certain nombre de bonnes conduites : un accord de programme avec le FMI et la Banque mondiale.

C'est là que tout se complique. Les missions du FMI et de la Banque mondiale se heurtent à l'opposition et aux exigences se durcissent : on ne peut pas confier à la Roumanie, on tient l'actuel gouvernement pour responsable des emprunts d'Iliescu. Plus grave, on considère que la Roumanie est le cobaye d'une nouvelle formule de négociation des affaires de dette souveraine : désormais, quand un État en difficulté négocie avec les institutions financières internationales, les obligations publiques du pays en question devront eux-mêmes y laisser quelques plumes. On craint de la Roumanie qu'elle ne se re-financie sa dette sur le marché avant que le FMI ne donne son accord, ce qui est une manière de faire pression sur ses trésoriers en agitant la menace d'une insolvabilité roumaine qui ne leur est pas le premier cas.

Ce jeu dangereux peut mal tourner : la menace du FMI pèse lourdement sur le marché et sur la monnaie roumaine, et risque de déclencher la crise que tout le monde voit venir. Autant la Roumanie réussit aisément à se refinancer après signature d'un accord avec le FMI, autant un tel refinancement préalable risque, en l'absence d'un accord du marché, de lui rendre impossible ou de lui rendre très cher le prêt qu'elle a accumulé à une crise financière majeure, celle-ci entraînant inévitablement à des réformes anticipées et à un renouveau du pouvoir des forces ultranationalistes.

Georges de Méné, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, est conseiller du gouvernement roumain.



Les entreprises sont les moteurs de l'e-business.

Environnement Pascal Systèmes. Pour plus d'informations sur la compatibilité avec l'environnement, visitez nos sites sur [www.ademe.com](http://www.ademe.com) et [www.ademe.com/2002](http://www.ademe.com/2002). Microsoft, Windows et Windows NT sont des marques de Microsoft Corporation. Les autres marques citées appartiennent à leurs propriétaires respectifs.

هكذا من الأصل



avant de la 13. Conférence  
 internationale des Nations  
 Unies, qui s'est déroulée  
 du 1. Février au 12. Mars 1955  
 sous l'égide de l'Organisation  
 des Nations Unies pour  
 le Développement Éco-  
 nomique et Social, à  
 Genève. L'Assemblée  
 Générale des Nations  
 Unies a adopté une  
 résolution sur le 14. Mars  
 1955, qui recommande  
 aux États Membres de  
 l'Organisation des Nations  
 Unies de coopérer  
 avec l'Organisation des  
 Nations Unies pour le  
 Développement Éco-  
 nomique et Social, afin  
 de promouvoir le dé-  
 veloppement économique  
 et social dans le monde  
 entier. Cette résolution  
 a été adoptée à l'unanimité  
 par l'Assemblée Générale  
 des Nations Unies, et  
 elle a été mise en œuvre  
 par l'Organisation des  
 Nations Unies pour le  
 Développement Éco-  
 nomique et Social, qui  
 a été créée le 1. Janvier  
 1955. L'Organisation  
 des Nations Unies pour  
 le Développement Éco-  
 nomique et Social a  
 pour but de promouvoir  
 le développement éco-  
 nomique et social dans  
 le monde entier, et de  
 coopérer avec les États  
 Membres de l'Organisation  
 des Nations Unies pour  
 le Développement Éco-  
 nomique et Social, afin  
 de promouvoir le dé-  
 veloppement économique  
 et social dans le monde  
 entier. L'Organisation  
 des Nations Unies pour  
 le Développement Éco-  
 nomique et Social a  
 été créée le 1. Janvier  
 1955, et elle a pour  
 but de promouvoir le  
 développement éco-  
 nomique et social dans  
 le monde entier, et de  
 coopérer avec les États  
 Membres de l'Organisation  
 des Nations Unies pour  
 le Développement Éco-  
 nomique et Social, afin  
 de promouvoir le dé-  
 veloppement économique  
 et social dans le monde  
 entier.

# L'indispensable défaite de Milosevic

Nous sommes inquiets de constater que, pour certains, la souveraineté des Etats prime sur les valeurs de la

Au-delà ■ frappes aériennes, l'élimination des Kosovars rend des opérations terrestres nécessaires. Certains parlent de force d'interposition. Si c'est pour accompagner la

**Grande Serbie, grande Albanie et déstabilisation de la Macédoine : quelle perspective ! Cette Realpolitik est pour nous inacceptable**

L'aide d'urgence pour l'accueil des réfugiés s'amorce. Elle doit être massive et accompagnée d'engagements pour crédibiliser le droit au retour, avec les moyens de la reconstruction. Une perspective plus vaste de réconciliation appelle un lien fort et

Personne ne construira la paix entre Européens au mépris des principes démocratiques fondamentaux.

**André Ferron, Claude Fischer, Philippe Herzog, Claire Lévy, Bernard Mary, Alain Touraine**

## Pourquoi cette rage anti-américaine ?

indiens, ceux d'Amérique du Nord, nous fait de nous des ventri-  
loques, et nous soumis malgré eux à la volonté de l'Oncle  
Sam grâce à l'action conjuguée de CNN, de MacWorld et de Walt  
Disney. Avec Debray, nous cou-  
vrons le thème de l'impérialisme pour  
entrer dans le sillon de la ma-  
jorité : nous sommes littérale-  
ment tous parvenus à la même  
conclusion : savoir, à l'exception  
doute d'un petit nombre  
d'élus, nous républicains, que  
échappent au sortilège. Mais l'ulti-  
me de l'impérialisme : je trou-  
pader librement dans l'ordre  
yankee qui parle à travers moi et  
me dicte mes pensées. Quoi que  
je dise, je suis disqualifié puisque je  
ne reproduis que la voix de mon  
maître. Cela explique que la France  
ait, dans cette affaire, « perdu toute  
capacité d'initiative » (Gallo-Pas-  
qua), ce que le bulletin de la In-  
fo illustre par un dessin repré-  
sentant Blair à l'écoute tenant en  
haut la main d'un homme en

de manipuler assésués les événements. La déshérence, la violence et l'indifférence de l'Occident, l'intervention de l'OTAN (surtout de la part de personnalités qui par conformation, lâcheté ou indifférence, n'ont jamais protesté depuis 40 ans contre le régime de Milosevic) vient peut-être d'une **conscience** d'Alain Benoist, dans un article paru il y a quelques années, avait exprimée : que la seule **garantie** qui compte, la seule à laquelle il faut se préparer est celle qui **protège** l'Europe **contre** les Etats-Unis, la **civilisation** et la **barbarie** mercantile et dégénérée... Ce que la propagande nazi exprime aujourd'hui si sa manière brutale en superposant une **conscience** garantissant à la barbarie étolée, en comparant à Clinton à Hitler, à Bush à Hitler, n'a valu ni **avertir** son vainqueur, le chancelier nazi Reich s'est réconcilié tout le **fil** de l'extermination des **Slaves** avec les **nouveau** juifs, **de nouvelles victimes** de la **conscience** d'extermination **menée** par l'Amérique **contre** l'Europe.

Pour ces rancs de la guerre froide qui fustigent le manichéisme benêt de la Maison Blanche et son moralisme hypocrite, Satan parle anglais et paye en dollars

rites, il faut répondre très simplement que les Américains et nous ne sommes pas embarrasés ni nous ne sommes en situation de belligérentes. Nous sommes belligérents et nous sommes prêts à consentir à d'autres demandes. C'est pour ça que les Américains ont dit dans une région de la France, de garantir la sécurité de l'Alliance. On peut déplorer que les Européens ne disposent pas d'une structure de défense propre mais pour l'instant il n'est pas question de l'OTAN et d'être sûr que qu'il ne puisse appuyer. Il est aussi plaisant, d'ailleurs, d'entendre les défenseurs de la souveraineté nationale dire que les Américains ne veulent plus d'Europe mais qu'ils la veulent régulièrement aux géomètres.

Il peut avoir vis-à-vis l'Amérique toutes sortes de divergences philosophiques et politiques, critiquer son cynisme, son égoïsme, son appétit de pouvoir (mais, sur le plan, valons-nous mieux ?). Le vieux le monde n'ont, l'évidence, pas toujours les mêmes et il est réconfortant que le premier puisse rééquilibrer sur le plan politique le millénaire l'hégémonie de fait du second. L'Amérique à l'horreur perçue en ex-Yugoslavie par le médiateur serbe, il faut réaffirmer que nous partageons avec l'Amérique les mêmes valeurs, les mêmes principes même si l'on peut juger que l'actuelle stratégie de l'OTAN, oui, mille fois, oui, l'ordre occidental plutôt que l'ordre serbe : la liberté, le droit, le pluralisme plutôt que la pureté théorique, l'obsession du sang, la mémoire folle du crime contre l'humanité.

Pour ces rancûs de la guerre  
 froide qui fustigent la man-  
 ianance benêt de la Maison  
 Blanche et son moralisme hypo-  
 crite, Satan pânge anglais m'paye  
 six dollars; et pour cet, le pire  
 crime de Milosevic - et Dieu sait si  
 le plus homme se surpasse en ce  
 moment - ne pourra jamais égaler  
 la crime fust de l'Amérique  
 : l'ind d'exister, tout simple-  
 ment. Pour toutes les gauches qui  
 n'â jamais pris la mesure du totali-  
 tairisme, l'Amérique  
 : un coupable fondamental, pour-  
 ce qu'elle n'a jamais fait mais pou-  
 ce qu'elle est. Elle compte, elle  
 forçait majeure : le capitalisme  
 la suprématie. L'ignominie écono-  
 mique m'flétrit impériale, les  
 pires traits de l'Amérique. Pré-  
 sident de l'Amérique, et qui l'a  
 trahi, elle représente le  
 chancier l'Amérique dans  
 dans l'Amérique qu'il faut exis-  
 ter à tout prix.

Ce fanatisme anti-yankee oblige même, chez les plus lucides, les plus modérés, toute capacité de jugement. Et ils manifestent du même coup non pas de la sympathie à l'encontre du maître de Belgrade - seule l'extrême droite idolâtre Milosevic qui a le courage de faire au Kosovo ce qu'elle rêve d'accomplir dans nos quartiers - mais une certaine indulgence. Qui conque est attaqué par l'Amérique a droit à notre respect. Au fond, Milosevic, ça n'est pas si grave ! Ce que semblent dire les manifestants de la CGT qui arborent des badges ornés d'une cible en solidarité avec

■ que confirme ■ Vidal-Naguet lorsqu'il compare ■ sa-

**Pascal Bruckner**

Sur le Web,  
{ le décor  
n'est rien. }  
C'est le serveur qui compte.

**Utilisateurs d'e-mail peuvent utiliser  
Leurs Données simplifiées.**

Tout dépend du serveur. La facilité avec laquelle vos clients vous trouvent. La manière dont se déroule l'opération lorsqu'ils vous ont trouvé. La sécurité des transactions. L'intégrité de vos données. Tout le reste n'a que peu d'importance : vos bureaux, votre décor, votre implantation.

Dans le monde de l'e-business, vous valez ce que vaut votre serveur. C'est lui qui vous connecte à vos clients, vos collaborateurs, vos vendeurs et vos fournisseurs à travers des réseaux intranet, extranet et sur le Web. Personne ne construit ni n'installe autant de serveurs qu'IBM, toutes plates-formes confondues. Cette expérience et cette diversité sont précieuses quand il s'agit de vous aider à choisir la vôtre.

**Sur le Web, si le serveur n'est pas sûr, c'est la confiance des clients qui en souffre.** Les données concernant vos clients sont importantes. Surtout pour eux. Si vous traitez des affaires par e-business, protéger les données est une obligation. IBM a passé plus de trois décennies à sécuriser les réseaux d'entreprises du monde entier. Dès la conception de chaque serveur IBM, la sécurité est là. Ce n'est pas un élément auquel on pense après.

**Sur le Web, si le serveur n'est pas évolutif, c'est l'activité qui stagne.** Quand votre site Web devient la première source d'interaction entre vos clients et vous, la croissance de la *re-business* et l'évolutivité des solutions mises en œuvre se révèlent cruciales. Tous les serveurs IBM sont conçus pour faire face aux croissances les plus spectaculaires. Le RS/6000, par exemple, a hébergé quelques uns des sites Web les plus visités de l'histoire, comme celui des Jeux Olympiques d'hiver de Nagano. Et parce que toutes les entreprises rattrapent pas la *re-business* avec les mêmes budgets, il y a des serveurs IBM à tous les prix.

Sur le Web, si le serveur lâche, c'est le niveau de service aux clients qui chute. Être présent sur le Web, c'est traiter des affaires 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. C'est aussi disposer d'un serveur capable de suivre ce rythme. Notre tout nouveau serveur S/390® vous garantit aujourd'hui 99,999% de disponibilité, soit pas plus de 5 minutes temps mort par an. Et nos autres serveurs sont déjà en train de le rattraper.

Pour avoir plus d'informations sur l'e-business et ses moteurs, les serveurs IBM, rendez-nous visite sur notre site [www.ibm.com/servers/ebusiness](http://www.ibm.com/servers/ebusiness)

IBM

هكذا من الأصل



## INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Après la chimie, le raffinage-distribution et la pharmacie, c'est au tour de l'exploration-production, cœur du groupe Elf, d'être réorganisée.

L'objectif est de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de la branche, 8 000 salariés. LES ÉLUS D'AQUITAINE devaient se rendre à Paris, mardi 6 avril, pour évoquer avec le

PDG, Philippe Jaffré, ce plan de restructuration qui affecte principalement leur région. LA SUPPRESSION d'un millier d'emplois, redoutée à Pau, s'ajoutant au

du gisement de Lacq dont la fermeture est prévue en 2006, constituerait une catastrophe pour le Béarn. LES SYNDICATS dénoncent la logique financière qui a pris le pas sur

le développement industriel depuis la privatisation du groupe. Les dirigeants, eux, plaident pour un recentrage qui permettrait le retour à une politique offensive.

## La logique financière qui s'impose chez Elf inquiète les salariés

Un nouveau plan social concerne 2 000 personnes dans le monde, dont la moitié dans le sud-ouest de la France.

Alors que le groupe a perdu sa place de premier pétrolier national au profit de Total, les interrogations sur son développement se multiplient

« LES DUCS d'Aquitaine », entendait-on au siège d'Elf à Paris, le 6 avril, lors de la rencontre, le 6 avril, des dirigeants politiques de la région et du président du groupe pétrolier, Philippe Jaffré. Après la chimie, le raffinage-distribution, la pharmacie, c'est au tour du cœur du groupe, l'exploration-production, d'être réorganisée. L'objectif est de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de la branche, à 8 000 salariés, pour économiser 10 millions d'euros d'ici 2001.

Cette restructuration est d'autant plus mal perçue qu'elle intervient au moment où Elf n'est plus le premier groupe industriel français et où son image est ternie par les « déboires » passés. « Un dîner, quand je ne travaille pas chez Elf, on me demande toujours si je connais Christine Deviers-Joncour », déplore un cadre. Les salariés reconnaissent avoir pris comme « cloaque » le rachat par Total de Petrofina, l'allié histo-

rique d'Elf, qui a permis à l'éternel numéro deux français de lui ravir la première place. Cette accumulation contribue au mal-être des salariés qui se développent depuis la privatisation, voici cinq ans. L'entreprise a du mal à gérer la transition, conduite à marche forcée, en raison des répercussions du choc pétrolier.

Seuls, jusqu'à présent, actionnaires et analystes financiers s'estiment satisfaits. La plupart des salariés, pourtant devenus premiers actionnaires du groupe, ne sont pas convaincus par la stratégie. « C'est dans l'action que l'on voit la valeur », un salarié retenu pour inciter les salariés à souscrire à une augmentation de capital résume l'avis ambigu. Un dialogue de sourds s'est installé entre les syndicats et les dirigeants. Les premiers dénoncent l'objectif de réduction de valeur pour l'actionnaire qui a pris le pas sur la politique industrielle, alors que les seconds insistent sur l'indispensable

recentrage du groupe, pour que le pétrolier mondial puisse développer le nouveau. De part et d'autre, l'argument brandi est la menace d'OPA. Les syndicats, pour leur part, allument les rumeurs de rachat. Pour la direction, augmenter la valorisation du groupe permet de se protéger d'un tel risque.

DES TEMPS DURS. Aux premiers jours de mars, le rumeur d'un raid de Shell s'est propagée comme une poudre chez Elf, provoquant des tensions financières. Si les autres temps d'arrêt ont été qualifiés de « fantasmes », aujourd'hui, tout semble possible. Qui aurait pu prévoir, il y a encore un an, le rachat de Mobil par Exxon ou l'acquisition, par BP, des américains Amoco et Arco ?

L'inquiétude des salariés de l'exploration-production, qui se traduit par l'absence de filiales, minimise Jean-Luc Vergne direc-

teur des ressources humaines. Ce groupe a vécu avec une culture de « public » jusqu'en 1994, tout en profitant des profits de Lacq jusqu'au milieu des années 80. L'objectif est une sécurité, vous ne vous posez pas les problèmes de rentabilité ou de référence à d'autres groupes.

Or « l'offre d'Elf Exploration Production » n'est plus adaptée à la mondialisation, affirme André Thébaud, directeur général d'EPF, la société d'ingénierie de la branche exploration-production (1 000 personnes à Pau et à Paris). « Nos tarifs pour les études pétrolières sont 20 % supérieurs à ceux de Total et Shell ». En raison de la diminution du nombre d'acteurs, « si nous ne faisons rien, notre survie est menacée. Nous sommes un grand opérateur pétrolier, nous devons donc d'un pôle ingénierie performant », explique-t-il pour justifier le plan social. Là où Elf emploie 3 000 salariés, Total, réorganisé depuis 1986, en emploie 1 000. Consti-

tué par les pouvoirs publics pour développer ses intérêts en France et en Afrique, Elf a longtemps garanti une sécurité d'emploi à son personnel. « Quand il y avait une grève à Lacq ou ailleurs, il suffisait parfois d'un coup de téléphone au ministre de l'Énergie au président de la République pour régler le problème », se rappelle-t-il. On payait, se rappelle M. Vergne, pour décrire ces temps révolus. Depuis la privatisation, l'État n'est plus le groupe mais conserve une golden share, une action spécifique, pour protéger les activités stratégiques, comme l'ADAGE. Une protection aujourd'hui « mise en cause », selon la CGT.

ATAQUE PERSONNALISÉE. Coordinateur de la syndicat, Christian Albanese dénonce « la stratégie du ROCF, le retour sur capitaux employés ». Ce seul de rentabilité, à 15 % pour 2002, renforce les pressions et les inquiétudes des salariés sur leur emploi. Ce responsable dénonce également la politique d'attribution des actions (actions attribuées aux cadres dirigeants) et son opacité. Guy Praxelle, pour la CFDT, demande « une réorientation de la politique du groupe vers les investissements » et regrette qu'Elf se soit désengagé partiellement de la pharmacie en fusionnant Sanofi avec Synthelabo. Il constate que les grands objectifs fixés par la direction n'ont pas été atteints, que ce soit la constitution d'un troisième pôle d'exploration-produc-

tion, aux côtés de l'Afrique et de la mer du Nord, ou la perspective d'une alliance dans le raffinage-distribution en Europe, sans parler de la grande acquisition envisagée depuis des années pour Atochem. Seule la personnalisation critique, la CFTC centre son attaque sur Philippe Jaffré, allant jusqu'à le qualifier de « mauvais chef d'entreprise » et demande le départ de cet « idéologue de l'ultra-libéralisme égaré dans un monde industriel ». Bien qu'installé depuis bientôt six ans à la tête du groupe, le patron d'Elf ne s'est pas l'humanité. « Il a vu Elf le même problème d'incompréhension qu'avait Alain Juppé avec l'opinion publique en 1993, l'implication en comportant comme Claude Allègre avec les enseignants », un commentateur du groupe.

Pour les concurrents, la question est de savoir si Elf participera à la reconstitution du paysage pétrolier. Jusqu'à présent, le groupe est resté à l'écart des grandes manœuvres, privilégiant la compétitivité et la croissance interne, donnant même l'impression de ne pas être touché par les bouleversements. Mais le début d'un revirement ? En février, en présence de ses comptes, M. Jaffré a évoqué pour l'avenir « le temps d'une nouvelle forme de croissance ». Le retard pris par Elf n'est censé en quelques mois. Il sera difficile à combler si le groupe ne réagit pas rapidement.

Dominique Gallois

## Mobilisation en Aquitaine contre les suppressions d'emplois

TOULOUSE

de notre correspondant régional. Au pays de Béarn, les éléments d'un affrontement social majeur sont en place autour de la volonté affichée par Elf Aquitaine de procéder à quelque 2 000 suppressions d'emplois, dont, sans doute, la moitié à Pau. Chez les élus, les salariés et la population dominent le souci du maintien en l'état de la poutre maîtresse de l'économie locale et le rappel des « devoirs » d'Elf envers ce territoire d'Aquitaine qui a fait son nom et sa fortune. Au quartier général du groupe s'impose le double impératif d'une réduction des coûts pour résister à la pression des autres grands pétroliers et d'une augmentation des marges pour satisfaire les investisseurs.

UN PLAN DE PERFORMANCE.

Le 2 avril, la plupart des municipalités pyrénéennes-Atlantiques béarnaises se réunissent, exceptionnelles au cours desquelles les élus ont solennellement adopté la même résolution demandant à Elf de revenir sur sa décision. Les « ducs d'Aquitaine », André Labarrière, maire (PS) de Pau, François Bayrou, président (UDF) du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, et Alain Rousset, président (PS) du conseil régional Aquitaine - font, mardi 6 avril, le voyage à Paris pour tenter une dernière négociation avec le PDG d'Elf. « Nous ne pouvons que nous lever avec le plus déterminé », une logique d'entreprise qui soit strictement financière », lui ont-ils écrit le 22 mars. Sur le terrain, syndicats et partis appellent à la « mobilisation générale ». Un « comité citoyen pour l'emploi » est créé sous l'impulsion conjointe et inhabituelle du Parti communiste et de la chambre de commerce et d'industrie.

Philippe Jaffré a donné le ton de ce qui, pour l'instant, reste une guerre de mots. Devant des analystes financiers et des actionnaires réunis à Paris, Londres, Francfort et New York, auxquels il a réservé la primeur du « plan de performance » de l'entreprise, le président d'Elf a

déclenché le tir : « A Pau, il y a des postes correspondant à trop faible valeur ajoutée (...). En 1996, nous avons tenu sans rien céder. Cela nous a coûté 200 millions de francs. Mais maintenant, j'ai la paix à Lacq ».

Un coupe claire d'un millier d'emplois, qu'on la sache à Pau, s'ajoutant au déclin du gisement de Lacq, dont la fermeture est prévue en 2006, constituerait une catastrophe pour le Béarn. La branche exploration-production d'Elf emploie 2 400 personnes dans la ville et encore 1 500 à Lacq. Le centre scientifique et technique Jean-Feger, outil de matière grise et d'expertise, serait principalement touché. Tous les échelons de l'économie régionale s'en trouveraient affectés.

Au sein du groupe, le directeur des ressources humaines, Jean-Luc Vergne, sur le départ pour « raisons personnelles » (il rejoint PSA), rappelle que « suppressions d'emplois ne signifient pas licenciements secs » et qu'Elf a toujours su traiter « avec avance » les mises à la retraite anticipée. « Elf ne laissera pas tomber le Béarn », affirme M. Vergne et le groupe continuera à aider les entreprises qui veulent s'implanter autour de Pau, comme il l'a déjà fait, contribuant à créer des emplois directs en trois ans.

Philippe Jaffré a donné un chiffre global - 2 000 suppressions d'emplois - plus de 1 000 à Pau, s'ajoutant à l'annonce de François Bayrou. Les syndicats fournissent leurs armes avant la réunion du comité d'entreprise mi-avril. L'intention d'organiser une montée « monstre » sur Paris.

Jean-Paul Besset

IRAN : après la signature par Elf de son deuxième contrat en Iran, le porte-parole du département d'Etat américain, James Rubin, a affirmé, le 5 avril, que son pays est « sérieusement préoccupé ». La loi américaine prévoit des sanctions pour les entreprises qui font affaire avec l'Iran, que conteste l'Europe.



## BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société par actions - Siège Social : Milan - Piazza della Scala, 1 - Registre des Sociétés de Milan n°2774 - Tribunal de Milan - Capital Social Lires 1.794.759.365.000 - Lignes Lires 1.794.759.365.000 - Banque inscrite au Registre des Banques n°1 du groupe du Groupe Banca Commerciale Italiana - au Registre des Groupes Bancaires Italiens, n°1 - Fondo Interbancario di Tutela dei Depositi

Les actionnaires porteurs d'actions ordinaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 26 avril 1999 à 10 heures à Milan, Piazza Belgiojoso, n.1, et éventuellement en deuxième réunion le 28 avril 1999, même lieu et même heure. Ils sont, en outre, convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire - qui se tiendra à la même adresse - le 26 avril 1999, à 10h15 et éventuellement en deuxième réunion, le 27 avril 1999, à 10 heures et, le cas échéant, en troisième réunion le 28 avril 1999 à 13 heures ou, en tout cas, l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, à l'effet de délibérer sur les Ordres du Jour suivants :

### Assemblée Générale Ordinaire

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et du Collège Syndical : présentation du Bilan au 31 décembre 1998 et délibérations y afférentes ;
- 2) Nomination d'un membre du Conseil d'Administration ;
- 3) Remplacement au Collège Syndical ;
- 4) Prise en charge de façon exclusive par la Banque, conformément à l'art.11, VI par. du D.L. n.472 du 18 décembre 1997, de la dette découlant des sanctions administratives qui seraient à la charge des membres de son Conseil d'Administration ou de ses représentants pour des violations de dispositions fiscales commises au cours de l'exercice de leurs fonctions, sans dot ou faute grave et des frais légaux y afférents, déléguations en conséquence ;
- 5) Souscription - dans la limite d'un montant maximum de 45 milliards de lire - d'une police d'assurance couvrant la responsabilité civile envers les tiers et de frais légaux et d'expertises y afférentes, des composants des organes sociaux, découlant des violations non dolosives d'obligations légales à leur charge, commises dans l'exercice de leurs fonctions, à l'exclusion des violations sanctionnées pénalement et des sanctions administratives découlant de violations des normes émanant des organes de contrôle.

### Assemblée Générale Extraordinaire

- 1) Proposition de renouvellement, pour une nouvelle durée de cinq ans, des déléguations au Conseil d'Administration prévues à l'art. 6, troisième paragraphe des Statuts ayant pour objet la faculté d'augmenter le capital social conformément aux art. 2443 et 2420 ter du Code Civil italien ; en conséquence modifications de l'art.6, troisième paragraphe des Statuts sociaux ; déléguations y afférentes et consécutives ;
- 2) Proposition de délégation au Conseil d'Administration conformément à l'art.2443 du Code Civil italien, devant être exercée avant la cinquième année de la date de la résolution, de la faculté d'augmenter par paiement, en une ou plusieurs fois, le capital social d'un montant maximum de 17.000.000.000 liras de nominal, au moyen de l'émission d'un nombre maximum de 17.000.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1.000 liras chacune dont la souscription est réservée au personnel de la Banca Commerciale Italiana, ou aussi au personnel des sociétés qu'elle contrôle, ayant adhéré au plan d'entreprise d'incitation correspondant ; en conséquence modification de l'art.6 des Statuts sociaux au moyen de l'insertion d'un nouveau paragraphe n.4. Déléguations y afférentes et consécutives ;
- 3) Proposition de délégation au Conseil d'Administration conformément à l'art.2443 du Code Civil italien, devant être exercée avant la cinquième année de la date de la résolution, de la faculté d'augmenter à titre gratuit, en une ou plusieurs fois, le capital social même en utilisant la Réserve extraordinaire pour un montant maximum de 5.000.000.000 liras de nominal moyennant l'émission d'un nombre maximum de 5.000.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de Lires 1.000 chacune, grevées d'une obligation d'indisponibilité de trois ans à compter de la date d'émission, à être attribuées au personnel de la Banca Commerciale Italiana ou aussi au personnel des sociétés qu'elle contrôle, ayant adhéré au plan d'entreprise d'incitation correspondant ; modification en conséquence de l'art. 11 des Statuts sociaux moyennant l'insertion d'un nouveau paragraphe n.5. Déléguations y afférentes et consécutives ;
- 4) Proposition de délégation au Conseil d'Administration, conformément à l'art. 2443 du Code Civil italien, devant être exercée avant le 31 décembre 2001, d'augmenter le capital social à titre gratuit - même par utilisation de la Réserve extraordinaire - et en conséquence d'augmenter la valeur nominale des actions ordinaires et d'épargne afin de convertir le capital social en euro, sur la base du taux de change irrévocable fixé à Lires 1.936,27 pour un euro et avec arrondi au centime d'euro supérieur, le savoir à euro 0,52 de la valeur nominale de liras 1000 des actions ordinaires et d'épargne ; modification en conséquence de l'art. 11 des Statuts sociaux moyennant l'insertion d'un nouveau paragraphe n.6. Déléguations y afférentes et consécutives ;
- 5) Proposition de modification des articles des Statuts sociaux suivants : 6 (actions d'épargne), 11 (convocation de l'Assemblée à l'initiative des membres du Collège Syndical ou d'Associés : abrogation du vote par correspondance), 12 (participation à l'Assemblée, demande et recueil des déléguations de vote), 21 (convocation du Conseil à l'initiative des membres du Collège Syndical : information au Collège Syndical), 23 (possibilité de réunion du Conseil au moyen de téléconférence et visioconférence), 26 (action de responsabilité), 27 (convocation du Comité Exécutif à l'initiative des membres du Collège Syndical), 33 (composition et nomination du Collège Syndical), 35 (actions d'épargne), 38 (actions d'épargne) ; proposition de modification des art. 2, 3 et 4 (abrogation du vote par correspondance) du Règlement de l'Assemblée annexé aux Statuts. Déléguations y afférentes et consécutives.

Sont habilités à participer à l'Assemblée Générale ordinaire et à l'Assemblée Générale extraordinaire les titulaires d'actions ayant droit de vote en possession d'une attestation octroyée conformément à l'art.85 par.4 du D.L. du 24 février 1998 n.58 et de l'art.34 de la résolution CONSOB n.11768 du 22 mars 1998, émise par un intermédiaire adhérent au système de gestion centralisée Monte Titoli S.p.A.

Les actionnaires, titulaires d'actions non encore dématérialisées, devront, afin d'obtenir l'attestation sus-mentionnée, livrer ces actions à un intermédiaire afin de les inclure dans le système de gestion centralisée en régime de dématérialisation, conformément à l'art. 51 de la résolution CONSOB sus-citée, au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée.

L'exception de ce qui est prévu par les normes en vigueur, l'Associé peut se faire représenter en observant les dispositions de l'art.12, par.2 des Statuts et de l'art. 2372 du Code Civil italien.

Alternativement le vote pourra être exercé - directement par le titulaire - par correspondance (art.11 des Statuts) selon les modalités établies par la résolution CONSOB n.11520 du 1er juillet 1998. La demande à la société du bulletin de vote ainsi que l'envoi successif de ce bulletin avec l'attestation devront être adressés à : Banca Commerciale Italiana - Segreteria del Consiglio - Ufficio Azionisti e Azioni Sociali, Piazza della Scala n.6, 20121 Milano ; les bulletins de vote avec les enveloppes pré-établies à cet effet pourront aussi être demandés par tout moyen aux guichets de la Banca Commerciale Italiana.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote et les attestations devront parvenir à la Banca Commerciale Italiana - Segreteria del Consiglio - Ufficio Azionisti e Azioni Sociali, Piazza della Scala n.6, 20121 Milano au plus tard le 24 avril 1999 à 10 heures. Les bulletins parvenus après ce terme ou sans signature ou non accompagnés par l'attestation ne seront pris en considération ni pour la constitution des Assemblées ni pour les votes.

La documentation concernant les points à l'ordre du jour, prévue par les normes en vigueur, est mise à la disposition du public auprès du siège social et de la Borsa Italiana S.p.A. dans les délais et modalités prescrits. Les associés ont la faculté d'en obtenir copie.

Pour le Conseil d'Administration  
Le Président Luigi Luchini

18 mars 1999

هكذا من الأصل



# Les banques françaises affichent des résultats records

La crise de l'été 1998 sur les marchés a fait craindre le pire pour les établissements financiers. Mais l'appétit retrouvé des particuliers pour la consommation et pour l'immobilier s'est révélé très profitable

L'année 1998 a été mouvementée pour les établissements bancaires. Le défaut de paiement de la Russie en août a provoqué une secousse violente sur les marchés financiers et a concrétisé la contagion aux pays émer-

gents de la zone asiatique. Mais si les banques françaises ont été touchées, comme leurs homologues étrangères, par ces soubresauts, elles ont bénéficié sur leur marché domestique de l'appétit retrouvé des parti-

culiers pour la consommation, l'épargne et l'investissement immobilier. En outre, les défaillances de clients sont tombées à leur plus bas niveau historique. Cette bonne combinaison conjoncturelle leur permet d'afficher

de nouveaux résultats records. Le trio de tête compte le Crédit agricole, indolégable tant que les fusions bancaires en France ne sont pas bouclées, suivi, dans un mouchoir de poche, par la BNP et par la Société générale.

Des bénéfices records pour les banques en France

| BANQUE                     | PRODUITS NETS BANCAIRES | RÉSULTAT NET D'EXPLOITATION | QUOTATION AUX PROVISIONS | RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | RENDEMENT SUR FONDS PROPRES | ÉFFECTIFS |
|----------------------------|-------------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------|
|                            | en milliards de francs  | en milliards de francs      | en milliards de francs   | en milliards de francs      |                             |           |
| CRÉDIT AGRICOLE            | 83,2 + 2 %              | 28 + 0,5 %                  | 8,2 - 10 %               | 18,8 + 22 %                 | 10 %                        | 85 000    |
| BNP                        | 48,3 + 10 %             | 18,4 + 15 %                 | 7,9 + 18 %               | 7,3 + 28 %                  | 12 %                        | 83 000    |
| SOCIÉTÉ GÉNÉRALE           | 37,2 + 12 %             | 16,1 + 12,5 %               | 8,7 + 27 %               | 7 + 15 %                    | 11 %                        | 81 000    |
| PARIBAS                    | 37,2 + 19 %             | 15,1 + 17 %                 | 0,8 - 8 %                | 8,6 + 0 %                   | 12 %                        | 31 755    |
| BANQUES POPULAIRES (*)     | 37,2 + 10 %             | 10 + 38 %                   | 3,8 + 28 %               | 3,4 + 35 %                  | 8 %                         | 24 200    |
| CRÉDIT MUTUEL (*)          | 32,7 + 4 %              | 8,2 + 2 %                   | 1,3 - 18 %               | 3,3 + 1 %                   | 8 %                         | 13 619    |
| CAISSES D'ÉPARGNE (*)      | 30,5 + 7 %              | 7 + 27 %                    | 1,7 + 19 %               | 2,4 + 17 %                  | 12 %                        | 46 371    |
| CCF                        | 12,9 + 18 %             | 4,5 + 22 %                  | 1,2 + 28 %               | 2,1 + 31 %                  | 5 %                         | 21 900    |
| CRÉDIT LYONNAIS            | 43,8 - 5 %              | 11,1 + 4 %                  | 8,5 + 6 %                | 1,1 + 305 %                 |                             |           |
| CIC (groupe Crédit mutuel) | 17,8 + 0,5 %            | 4,4 - 3,5 %                 | 3,7 + 38 %               | 0,4 - 64 %                  |                             |           |

1 : Avec Rhône-Alpes 2 : Ces chiffres n'intègrent pas le CIC 3 : Avec la région de la Vallée d'Aoste 4 : Avec la région de la Savoie

POUR tous les dirigeants de banque, 1998 aura été l'année de tous les dangers, commencée par le défaut de paiement de l'Etat russe en août. Cette annonce spectaculaire a généré de telles perturbations sur les marchés financiers que le fonds spéculatif américain LTCM (long term credit management) s'est effondré, menaçant d'entraîner dans son sillage une partie du système bancaire américain et secouant toutes les banques internationales. Le système bancaire japonais, présente en fond de tableau tout au long de l'année, les difficultés des économies asiatiques, menaçant sans cesse de s'étendre à l'Amérique latine, ont porté l'angoisse à son plus haut niveau au début de l'automne. Mais que l'on se rassure, la hausse, portée par des investisseurs cotants pour leur retraite à la confiance quasi imperturbable.

Heureusement pour les banques - en particulier pour les françaises, l'exercice 1998 avait très bien commencé, porté par le retour de la croissance et par un marché domestique en hausse. La Bourse, au plein de son premier semestre et finalement toujours au beau fixe en fin d'année, et le niveau historique des taux ont permis d'attirer dans les agences bancaires. Avec des taux d'intérêt élevés, les clients - notamment les ménages - ont intérêt à emprunter : beaucoup de familles qui n'auraient pas pu imaginer devenir propriétaires se sont lancées. Les encours de crédit ont donc repris leur progression. Les banques ont en outre toutes développé le crédit à la consommation, associé à une offre ou à une gamme de services. Les banques, qui leur rapporte de solides marges, l'immobilier. Les entreprises, les particuliers, ont également recommencé à investir et

donc à solliciter leurs établissements financiers.

Séduits par la Bourse, de plus en plus de ménages ont eu recours à la maigre rémunération offerte sur les comptes sur livrets, les ménages français ont en outre commencé à transférer leur épargne sur des livrets, des fonds communs de placement ou des plans d'épargne en actions. Des produits qui génèrent de confortables commissions pour les banques. Parallèlement, les dernières ont fait de gros efforts, qui pour vendre de nouveaux produits d'assurance-dommages, qui pour convaincre ses clients de souscrire à un ensemble de services bancaires, qui pour leur vendre une carte Premier ou une carte de fidélisation. Résultat, toutes les banques affichent une forte progression des commissions dans leur produit net bancaire (équivalent pour le secteur du chiffre d'affaires). Alors qu'il y a encore quelques années, les banques étaient péniblement

l'objectif de voir les commissions atteindre un tiers du produit net bancaire, la plupart ont désormais dépassé 35 %, voire 40 %. A la BNP, elles en représentent 42,5 %. Les patrons de banques commencent donc à raisonner avec un nouvel objectif : que les commissions couvrent les frais de personnel, c'est le cas dans les grandes banques étrangères.

UNE PEU DE DÉFAILLANCES

Ces bonnes nouvelles - pour les banques plus que pour leurs clients - expliquent la vigilance des associations de consommateurs. Elles ont obtenu la ratification, en janvier, de l'interdiction de l'abus de crédit. En revanche, les banques françaises continuent d'être très favorisées par une concurrence bancaire effrénée. Les banques, la marge d'intérêt (la différence entre le coût de l'argent pour les banques et le prix auquel elles le prêtent) continue à baisser. C'est

notamment dû au fait que les taux des produits réglementés par l'Etat n'ont pas baissé aussi vite que les taux d'intérêt sur le marché. « Il y a toutefois une tendance à la stabilisation de la marge au cours des derniers mois », relève un banquier mutualiste. Parallèlement, le risque s'améliore pour les banques. En France, les défaillances de clients et donc le besoin de constituer des provisions pour se prémunir contre le non-remboursement de prêts est resté à son plus bas niveau. Le début de l'exercice 1999 ne présente pas de matière, les analystes financiers les plus prudents soulignent que cette période très favorable du cycle économique ne durera pas toujours.

C'est cette bonne combinaison conjoncturelle qui a permis aux banques françaises d'afficher de nouveaux résultats records, avec, dans le trio de tête, le Crédit agricole, indolégable tant que les fusions d'autres groupes bancaires

français ne sont pas bouclées, suivi par la BNP, très fière d'arborer le meilleur résultat des banques non mutualistes, puis, un mouchoir de poche, par la Société générale. Toutes, à l'exception de la BNP un peu plus prudente, ont pourtant payé cher les risques pris sur les marchés financiers et à l'international. Le Crédit agricole a vu sa filiale Indosuez plonger dans le rouge (en perte de plus de 2 milliards de francs), la Société générale a avoué du bout des lèvres que son activité banque et finance internationale n'avait pas gagné d'argent en 1998. Le Crédit lyonnais a reconnu pour sa part que sa banque de gros était largement déficitaire. Comme Paribas, la Société générale a sur deux exercices un grand avantage : celui d'être assise sur un portefeuille de participations très liquide reculant de solides plus-values, qu'elle a pu extérioriser au bon moment.

La banque de Paribas Bouton, forte de ces bénéfices, a pu solidement provisionner ses risques en Allemagne et en Russie et rassurer les investisseurs financiers, qui ont eu un moment d'inquiétude à son égard à l'automne, après une prestation décevante de M. Bouton devant les analystes financiers.

Le Crédit lyonnais a différé un peu le redressement spectaculaire de son résultat qu'il aurait pu présenter au marché l'année de sa privatisation pour, lui aussi, passer de provisions. Le Crédit agricole, le Crédit mutuel-CIC, qui ont la chance de ne pas avoir d'activités très exigeantes, ont également été prudents. Aux yeux des analystes financiers, les banques françaises paraissent donc bien provisionnées.

Sophie Ray

## GTE acquiert une partie de la téléphonie mobile d'Ameritech

APRÈS UNE VAGUE de grande ampleur dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, on assiste aujourd'hui à quelques aménagements de contours. En mai 1998, le groupe SBC Communications avait annoncé son intention d'acquérir Ameritech pour un montant de 11 milliards de dollars (10 milliards d'euros). Deux mois plus tard, Bell Atlantic, l'opérateur de téléphonie locale, annonçait à son tour vouloir mettre la main sur GTE, un opérateur à la fois courtier et longue distance, pour quelque 53 milliards de dollars. Toutefois, la Justice américaine, l'autorité de régulation, la Federal Communications Commission, n'ont toujours pas approuvé ces opérations.

Afin de faciliter les choses, Ameritech a cédé, le 5 avril, la moitié de ses activités dans les communications mobiles à GTE pour 3,27 milliards de dollars. GTE récupère ainsi 1,7 million d'abonnés au téléphone mobile et 10 millions de lignes dans la région de Chicago. Cette opération, GTE devrait la mener au printemps 1999, au moment où l'opérateur américain dans la téléphonie mobile aura 13 millions d'abonnés et une couverture de 50 % des cinquante plus importantes marchés locaux aux États-Unis. GTE a reçu le soutien de son futur partenaire, Bell Atlantic. Le dernier pourtrait d'un ambitieux projet de constituer un réseau national. Une ambition qui a été contrecarrée par le britannique Vodafone, qui lui a ravi, il y a trois mois, Altirouch Communications au terme d'une bataille boursière.

Le marché américain des mobiles est toujours en forte croissance. Selon les chiffres définitifs publiés par l'Association de l'industrie du téléphone cellulaire (CTIA), le nombre d'abonnés a augmenté de 25 % en 1998 pour atteindre 69,2 millions. Tous les grands acteurs des télécommunications se livrent à des acquisitions afin d'asseoir leur position. Ainsi AT&T a acquis Vanguard Cellular Systems, un opérateur de taille moyenne, pour 1,5 milliard de dollars.

Enguérand Renault

## Extrapolé rachèterait Le Furet du Nord

EXTRAPOLE, un réseau de cinq librairies créé par Extrapolé en 1998, serait sur le point de racheter Le Furet du Nord, selon La Tribune du 6 avril. Créé dans les années 30, le Furet est une librairie illoise, qui possède une douzaine de magasins dans le Nord-Pas-de-Calais et totalise 25 % des ventes de livres dans la région. Son capital est détenu à 60 % par Christian le Blan. Extrapolé multiplie les acquisitions et espère atteindre en 2000 un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs contre 300 millions actuellement. À peu, Hachette concurrence la Fnac (Le Monde du 25 novembre 1998).

## Rapport interne sur les Boeing 747

DES PROBLÈMES ÉLECTRIQUES, du même type que ceux qui ont pu causer la catastrophe du MD-11 de la Swissair en septembre 1998, persistaient toujours à bord de plus d'une centaine de Boeing 747 en juin 1998, huit ans après qu'une première note eut été adressée à ce sujet aux techniciens de Boeing, selon un rapport interne de la compagnie rendu public, lundi 5 avril, par l'agence de presse canadienne. Depuis l'accident de la Swissair, qui a tué 229 victimes, l'agence américaine d'inspection périodique des fils électriques des systèmes avertissent le bord d'avions.

Pascal Senti

## Les établissements anglais restent les plus rentables

Dans le contexte européen, les banques françaises affichent en général une rentabilité plus faible que leurs concurrents européens. Ce sont surtout les établissements qui travaillent le haut du pavé. Elles ont fortement réduit la volatilité sur les activités de banques de gros et de marché, qui ne sont rentables que peu rentables en France. Certaines, comme Lloyds TSB, ne s'y sont jamais aventurées. Malgré la crise asiatique, la Hong Kong et Shanghai Banking Corp. affiche toujours le résultat le plus élevé.

Les banques suisses ou néerlandaises, plus comparables aux françaises, restent plus rentables. Les établissements français commencent tout juste à s'engager dans le mouvement de concentration domestique terminé au Pays-Bas et en Suisse. Ils sont surtout talonnés aujourd'hui par les banques espagnoles, les plus rentables, ainsi que par les italiennes, qui viennent à l'arrière. S'engager dans de grandes manœuvres de rapprochement. Enfin, à l'exception de la Deutsche Bank, le bancaire allemand, à la traîne en matière de concentration, est lui aussi en queue de peloton.

## Mediobanca perd de son influence sur la finance italienne

L'ARRIVÉE du printemps 1999 restera dans les calendriers de la finance italienne. Les offres de rachat de Mediobanca à la Comit (Banca commerciale italiana) et à la San Paolo-IMI sur Banca di Roma, lancées le dimanche 21 mars, respectivement pour 15 milliards et 8,9 milliards d'euros, bouleversent le paysage. Même si l'arrivée de ces deux opérations n'est pas certaine, elles sonnent le glas du secteur bancaire italien et l'ancien. Les deux prédateurs italiens ont été réunis d'unions entre IMI et San Paolo en février 1998, et entre le Credito Italiano et Unicredit en avril 1998. « Le système Mediobanca commence à se lézarder », commente Alfredo Giacchetti, associé de la banque Syz. Pour la première fois, ces opérations ont été orchestrées sans l'aval de Mediobanca.

Le système italien était jusqu'alors fondé sur une sorte d'ordre établi, que personne n'osait mettre en question, orchestré par la banque d'affaires milanaise et son maître d'œuvre, Cuccia, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans. C'est lui qui a bâti, autour des grandes familles de la péninsule, la finance et l'industrie italienne dans l'après-guerre. Tout se faisait dans le « bello stile » (le salon) milanaise. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

L'entrée de l'Europe dans la zone euro a contribué à la révolution, tout comme la privatisation du nombre de banques italiennes. Mais c'est surtout l'OPA hostile d'Olivetti, lancée par Mediobanca, sur Telecom Italia, lancée le 21 février, qui a montré la faiblesse du système. Pour l'heure, tout le monde affine ses armes. Banca di Roma a été achetée par San Paolo-IMI comme une amie, et tente de la banque-conseil Schro-

ders de trouver une alternative. Elle a lutté pendant quatre mois pour contraindre une alliance avec la Comit, projet soutenu par Mediobanca. Elle ne veut pas aujourd'hui d'une telle non concertée. Pour l'heure, les deux parties n'ont toujours pas entamé de négociations. Pourtant, de l'avis de Roberto Mosca, administrateur délégué de San Paolo, les synergies industrielles sont fortes. Et « les complémentarités géographiques sont grandes », souligne

Leonardo Rubattu, analyste SG Securities. Doté d'un réseau de 6,5 millions de clients - contre environ 4,5 millions pour San Paolo-IMI - et quelque 2 500 guichets, le nouvel ensemble consoliderait sa première place dans la finance italienne. Les grands actionnaires semblent opposés : l'hostilité d'ABN Amro au projet est évidente. L'entrée au capital de l'italien était conditionnée à un accord de partenariat exclusif. Accord qui serait formellement remis en cause par un mariage avec San Paolo-IMI. Le président de Banca di Roma, Cesare Geronzi, est lui aussi hostile.

Le bonhomme a été très fier avec la Banque d'Italie. Le gouvernement italien a sauvé la Banca di Roma de la faillite. Elle a été privatisée en novembre 1997, et est née de la fusion de la Cassa di Risparmio di Roma et de la Banca di Santo Spirito. En face, l'ensemble San Paolo-IMI est issu de l'alliance de deux banques du Nord, la BNL et la Banca di Sicilia.

L'autre grand projet de rapprochement, Unicredit-Comit, est très incertain. L'opération pourrait brouiller les pistes en lançant une contre-OPA. Certains estiment que

## Les principaux actionnaires

Voici les actionnaires principaux, nationaux et étrangers, des grands groupes bancaires italiens :  
● San Paolo IMI (176 milliards d'euros de total de bilan, 4,5 millions de clients) :  
- Fondation San Paolo : 16 %  
- Banco Santander (Espagne) : 6 %  
- Reale Muma : 4 %  
● Unicredit (146 milliards d'euros, 5,4 millions de clients) :  
- Fondations de Turin, Trévise et Vérone : 37 %  
- Allianz (Allemagne) : 1 %  
- Société générale (France) : 1 %  
- Deutsche Bank (Allemagne) : 0,75 %  
● Comit (112 milliards d'euros, 2,3 millions de clients) :  
- Generali : 5 %  
- Commerzbank (Allemagne) : 5 %  
- Deutsche Bank (Allemagne) : 4,5 %  
- Paribas (France) : 4 %  
● Banca di Roma (107 milliards d'euros, 2,3 millions de clients) :  
- Fondation Cassa Roma : 22 %  
- ABN Amro (Pays-Bas) : 8,75 %  
- Toro (groupe Fiat) : 8,5 %  
● Mediobanca :  
- Unicredit : 8,8 %  
- Comit : 8 %  
- Banca di Roma : 7,4 %  
- Generali : 2 %, dont Mediobanca détient 12 %.  
(Source Schroders.)

سكوا من الأهل



## Les producteurs français recherchent des financements internationaux

La Bourse aux coproductions aide les auteurs d'émissions de télévision à monter des partenariats avec des diffuseurs étrangers, notamment européens. Cet exercice exige une adéquation avec les exigences des autres marchés

**TROUVER** de l'argent et affronter les idées aux besoins des marchés étrangers : tel est le défi que les producteurs de télévision se mettent à tenir. Le coût des émissions y oblige. Depuis 1994, la Bourse aux coproductions, dont la dixième édition se tiendra prochainement à MIP TV à Cannes entre le 11 et le 13 avril, prétend y aider.

« Notre objectif est de favoriser les coproductions, qui représentent l'avenir. Celles-ci supposent un dialogue artistique, un accord sur la ligne éditoriale. Il s'agit donc d'encourager les entreprises audiovisuelles à bien intégrer les besoins des autres marchés », explique Pascal Joseph, président d'International Media Consultants (IMCA), créateur de cette manifestation aux côtés des responsables du Midem, du Festival de Cannes au cinéma et du Centre national du cinéma (CNC).

Dans l'été par ailleurs du Midem et du MIP TV, quelques projets (fiction, documentaire, éducatif, film d'animation) sont sélectionnés par un comité composé des organisateurs. Ensuite, le système prend ses allures d'examen de conscience. Le producteur dispose de cinq minutes pour défendre son projet devant quatre experts internationaux et une salle d'une cinquantaine de responsables de chaînes et d'investisseurs

potentiels. Il doit répondre aux questions et entendre les remarques de l'aréopage avant d'espérer qu'un ou plusieurs participants voudront lui proposer de compléter son financement. Sur 100 projets retenus jusqu'ici par la Bourse aux coproductions, 44 sont français, 19 canadiens, 7 allemands et 1 britanniques. Et 18 ont été diffusés, 11 ont été réalisés, 20 ont été abandonnés.

**Pour trouver les 7 millions de francs nécessaires aux deux émissions consacrées au pianiste Sviatoslav Richter, idéale Audience a réuni seize partenaires venant de neuf pays**

« C'est un vrai coup de pouce et un bon exercice pour apprendre à défendre nos projets », estime Esther Hoffenberg, responsable de Lapsus, une société de production spécialisée dans les documentaires. En 1997, elle y a trouvé le

complément de financement nécessaire à la fabrication d'un film sur les prostituées sacrées en Inde. Elle avait déjà obtenu le soutien de Canal Plus et de la BBC. Mais c'est cette dernière que France 3 s'est décidée à lui apporter 200 000 francs (30 500 euros) supplémentaires. En revanche, elle n'est pas parvenue à convaincre quiconque de l'aider à produire un vingt-six minutes sur le peintre Claude Monet.

Car, pour attirer des financements internationaux, les projets doivent correspondre aux goûts et aux attentes des publics étrangers. « L'histoire est très universelle, mais elle peut très bien se passer dans un terroir », estime Renée Roginas, ancienne directrice des affaires internationales de Télé France, qui vient de créer Media Finance International. En exemple, elle cite une femme sur mesure, une histoire interprétée par la comédienne française Marianne Sägebrecht, qui se passe dans un village de Normandie et qui a été regardée par douze millions de téléspectateurs. Elle a été un succès comparable avec Le Journal de Noël, un téléfilm programmé sur France 3 à la fin de l'année, ainsi qu'en Belgique et en Allemagne.

En matière culturelle, l'université du sujet peut faire des miracles. Pour trouver les 7 millions de francs (1,07 million d'euros)

qu'ont coûté les deux émissions consacrées au pianiste Sviatoslav Richter, idéale Audience a réuni seize partenaires représentant neuf pays. « En revanche, il est quasi impossible de faire financer, par la BBC par exemple, une émission consacrée à un jeune artiste connu », regrette Pierre-Olivier Bardet, responsable de la production spécialisée dans la musique.

Dans le secteur du dessin animé, particulièrement onéreux à produire, la Bourse aux coproductions sert aussi à tester les idées. « Cela peut permettre de recueillir un projet », estime Gaspard de Chavagnac, responsable de Millénaire Production. Car trouver un coproducteur ne suffit pas, il faut

ensuite négocier avec lui. « La production de films est très complexe et le prix est très élevé », estime Renée Roginas.

« Il est essentiel d'être innovant et en même temps de bien définir le concept. La coproduction internationale ne doit pas être un jeu de dupes », estime Claude Guisard, directeur des programmes de recherche et de développement à l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Pour sa série intitulée La Pêche au crime, inspirée de la criminologie, il a trouvé des financements allemand, belge, autrichien et mexicain : en revanche, il n'a pas pu convaincre que la série Paysages, qui, à partir d'un document photographique, traite de la vie économique, sociologique,

géographique d'un paysage, pouvait intéresser un public autre que français.

L'objectif de la Bourse aux coproductions est bien cette confrontation avec les goûts et les exigences des autres marchés. Certains déplorent cette « dimension marketing » de la télévision, ce côté « marché aux bestiaux » des producteurs, mais ils ne peuvent venir vendre leurs projets comme n'importe quel produit. A l'inverse, l'INA estime nécessaire de « regarder ce qui se fait ailleurs ».

Même si un des grands succès de l'année, Le Comte de Monte-Cristo, est le résultat d'une négociation privée entre TF1, GMT Productions, et les Allemands de Taurus Films (Kirch), les coproductions sont plutôt l'affaire des chaînes publiques.

De ce point de vue, la production connaît un changement de comportement de ces diffuseurs. « Il y a quelques années, les coproductions étaient à l'initiative des chaînes publiques, mais les patrons des chaînes, note Olivier Brémont, un responsable de la production exportatrice. Aujourd'hui, elles sont plus en fonction du contenu et de l'impact des œuvres ».

Françoise Chivot

### Des partenariats en hausse

Selon le Centre national du cinéma (CNC), la part des financements étrangers dans les programmes audiovisuels a atteint 1,2 milliard de francs (180 millions d'euros) en 1998, soit une augmentation de 42,8 % par rapport à 1997. En 1996, ils étaient de 812 millions de francs (123 millions d'euros). Ces contributions représentent environ 10 % des devis. Les diffuseurs, dont la préférence va aux œuvres de fiction, participent, eux, pour 10 % au financement des productions (contre 60 % les deux années précédentes). En forte croissance, le documentaire profite de l'intérêt des investisseurs étrangers.

Mais c'est dans le secteur du film d'animation que la part des financements étrangers est la plus importante. Elle est passée de 40 % des devis en 1996 à 47 % en 1998. Sur les 375 heures produites en 1998, 331 heures correspondent à des coproductions avec l'étranger. Au point que dans 270 d'entre elles la participation française est minoritaire.

### Emap corrige le tir sur « Télé Star »

LE GROUPE britannique Emap avait lancé en 1998 une nouvelle formule de Télé Star qui renforçait les programmes consacrés aux séries et aux satellites, au détriment des chaînes hertziennes. Le résultat était décevant : les lecteurs de l'hebdomadaire repris par Emap en 1998. Bilan : la vente de kiosques (1 700 270 exemplaires en 1997 sur une diffusion totale payée de 1 000 000) a baissé de 3 % en 1998. Le groupe a décidé de corriger le tir, en proposant un an après une nouvelle formule, lundi 5 avril.

Elle a aussi l'impulsion

d'un nouveau responsable de la presse britannique, Goran Aprikian - qui a succédé à Arnaud de Puyfontaine, promu directeur général de la filiale française - et d'une nouvelle rédaction en chef, Marie de La Forest, transfuge d'un autre titre du groupe, Météo et travaux, qui vient de prendre ses fonctions en France.

#### PAGINATION AUGMENTÉE

Le titre, dont la diffusion chutait, n'avait pas de rédacteur en chef depuis le départ de Philippe Labi, en juillet 1998. Entre-temps, le magazine de Prisma Presse, Télé Loisirs, augmentait sa pagination et gagnait des parts de marché.

Après des parts de marché de 1998, le début de l'année, c'est Télé 7 Jours qui a revu sa formule, sans augmenter le nombre de pages, pour marquer son déclin (Le Monde du 28 janvier).

Cette fois, contraincée à sa première nouvelle formule, Télé Star augmente sa pagination de 16 pages et consacre un supplément de plus de 30 millions de francs pour regagner les parts de marché perdues. Télé Star comporte désormais dix pages de programmes par jour, au lieu de huit. Deux pages magazines supplémentaires ont également fait leur apparition. « Avec un prix in-

changé (6 francs), elle sera plus compétitive par rapport à nos concurrents, et notamment Télé 7 Jours », explique Goran Aprikian.

L'année 1998 a été plutôt mauvaise pour Emap, avec l'échec de la première nouvelle formule de Télé Star et surtout le fiasco du lancement de Téléma. Lancé à grands frais dans la publicité, le magazine TV, qui visait 300 000 exemplaires dans les trois ans, n'a pas franchi le cap des 70 000 exemplaires et a été suspendu en juillet.

Pourtant, l'éditeur britannique repart à l'attaque. Il lance en juin un titre masculin, FHM, qui a obtenu un grand succès en Grande-Bretagne. Dans le secteur du cinéma, la télévision, une nouvelle formule de Studio Magazine est prévue en septembre, et le groupe compte bien renouer, avant la fin de l'année, Télé Poche, qui fait figure de grand rival du secteur, puisque le titre lancé par Cino Del Duca a perdu 500 000 exemplaires depuis 1997 (1,2 million d'exemplaires).

Alain Salles

### Vivendi réorganise son pôle d'édition multimédia

REBAPTISÉ Havas Interactive Inc., le pôle d'édition multimédia de l'américain Cendant, racheté en début d'année par Vivendi, est en pleine restructuration. Trois dirigeants vont quitter le groupe : le président Chris McLeod, qui pensait pourtant en février rester aux commandes, mais aussi Jack Allee, vice-président chargé de l'international et Georges Lichter, chargé du développement. L'international et le développement seront désormais chapeautés par Emmanuel Schaef, Luc Vanhal, qui vient de The Walt Disney Company, est nommé directeur financier. Havas Interactive Inc., basée à Paris par Agnès Touraine, se développera autour de la globalisation des technologies, le marché des consoles de jeux et les services de type Portal éducatif sur Internet.

#### DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : Téléshopping a réalisé un chiffre d'affaires de 503 millions de francs (76,6 millions d'euros) en 1998, en progression de 6 %. Téléshopping et Télévision, émission de Téléshopping, filiale à 100 % de TF1 ont attiré, l'an passé, plus de 600 000 téléspectateurs.

■ **AFRICHAGE** : La société Dauphina OTA a réalisé en 1998 un bénéfice net de 86,3 millions de francs (13,2 millions d'euros) contre 66,8 millions de francs en 1997 (10,2 millions d'euros), selon un avis paru jeudi 1<sup>er</sup> avril dans la presse économique. Le chiffre d'affaires consolidé progresse de 5,8 %, à 1,5 milliard de francs (0,23 milliard d'euros).

■ **PRESSE** : Théâtre est un nouveau trimestriel dont le premier numéro paraît le 7 avril. Cette publication des Éditions Millénaire met en scène l'actualité théâtrale sur 116 pages (critiques, reportages, entretiens, portraits, guide, etc.) et pour 35 francs.

■ **Les Messageries lyonnaises de Presse (MLP)** ont enregistré en 1998 un chiffre d'affaires en hausse de 6 %, à 2,65 milliards de francs (403 millions d'euros). Le résultat courant avant impôts est de 39,5 millions de francs (6 millions d'euros).

REPRODUCTION INTERDITE

## EMPLOI

### OFFRES

**L'UFOLEP-USEP nationale recherche le(s) journaliste(s) qui prendra en main son magazine mensuel (25 000 exemplaires).**

**Il (elle) sera :**

- à mettre en place et faire vivre la nouvelle formule du journal,
- à assurer sa cohérence rédactionnelle,
- à rédiger et réviser des articles,
- à assurer le suivi de fabrication avec maquette et imprimerie.

Cette mission s'inscrit dans le cadre d'une fédération sportive nationale qui cherche à promouvoir une autre idée du sport, basée sur des valeurs laïques et citoyennes.

Ce poste conviendrait bien à un(e) journaliste :

- de 25/30 ans,
- une première expérience dans la presse est nécessaire,
- formation et diplômes journalistiques reconnus,
- bonne connaissance du milieu sportif et associatif apprécié.

Goût pour un challenge motivant et le travail d'équipe.

Adresser lettre de motivation manuscrite CV + photo et articles de presse déjà réalisés et préférences financières à :

M. le Président UFOLEP-USEP  
3, rue Récamier - 75341 Paris cedex 07

L'Université Paul-Valéry de Montpellier recrute pour la rentrée 1999-2000 un

### PROFESSEUR D'ARTS PLASTIQUES.

Poste de rang magistral. Rémun. : salaire de début, 18 000 F brut/15 300 F net ; en fin de : 30 600 F brut/25 800 F net. Pour tous renseignements, s'adresser à la Direction des ressources humaines/personnel enseignant, par courrier ou par tél. : 04-67-14-22-89 et 04-67-14-25-88. Pour les correspondances : Université Paul-Valéry, DRP-Versailles, route de Mende, F-34198, Montpellier, Cedex 5, France.

Le Magazine « Plein de France » recrute 1 directeur de publication et 1 directeur de rédaction et 1 chef de pub. Les candidats doivent être : Français, B2, 3471 CASTELNAU-LEZ-TOULOUSE.

Les Editions francophones d'Amnesty International cherchent traducteurs/interprètes expérimentés (H/F) anglais-français 30. 136 500 FF/an. Envoyer CV + lettre de motivation, 17, rue du Port-aux-Choux, 75003 Paris. Date limite de réception des candidatures : 29 avril 1999.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publique », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que votre dossier soit traité dans les meilleurs délais.

**QUELS SONT LES MEDIAS DE L'ANNEE**

CB News organise pour la première fois en France le Premier Grand des Médias.

La grande compétition des médias de l'année se tiendra le 12 mai 1999 à Paris. Les médias de l'année seront élus par un jury composé de professionnels et de citoyens.

Participation gratuite. Adresse : CB News, 10, rue de la République, 92100 Nanterre.

هكذا من الأصل







## VALEURS EUROPÉENNES

Les valeurs pétrolières ont été pénalisées jeudi 1<sup>er</sup> avril par le reflux du prix du pétrole, qui a perdu près de 4 % après avoir atteint la veille son niveau le plus haut depuis dix mois. Royal Dutch Petroleum a cédé 0,35 % à 48,9 euros, tandis que BP a perdu 3,72 % à 100,95 pence.

DaimlerChrysler a gagné jeudi 2,21 % à 83,2 euros. Son action a bénéficié de recommandations positives de la part de plusieurs maisons de titres anglo-saxonnes.

Glaxo Wellcome a gagné jeudi de 3,95 % à 215,8 pence. Le troisième groupe pharmaceutique a continué de bénéficier de spéculations selon lesquelles il pourrait fusionner avec

Bristol Myers Squibb, formant ainsi le numéro un du secteur.

Lloyds TSB a apprécié jeudi de 1,6 % à 952 pence. La banque devrait pouvoir offrir ses services dans les bureaux de poste situés en campagne.

Mannesmann a progressé jeudi de 2,25 % à 127 euros. Le numéro un du téléphone cellulaire va lancer une émission d'obligations convertibles d'un montant de 200 millions d'euros pour l'aider à financer ses futures transactions.

Telecom Italia a perdu jeudi 4,18 % à 9,43 euros. L'opérateur a estimé qu'il valait plus que le prix offert par le marché pour rejeter cette offre.

06/04 12h45

| Code              | Changement | %     |
|-------------------|------------|-------|
| <b>AUTOMOBILE</b> |            |       |
| ALFA ROMEO        | 35,01      | +0,04 |
| BMW               | 35,2       | +0,57 |
| DAIMLERCHRYSLER   | 83,2       | +2,21 |
| FERRARIS          | 34,15      | +2,25 |
| FIAT              | 34,15      | +2,25 |
| LANCIA            | 34,15      | +2,25 |
| LUXUS             | 34,15      | +2,25 |
| MAGNETI MARELLI   | 34,15      | +2,25 |
| PIRELLI           | 34,15      | +2,25 |
| RENAULT           | 34,15      | +2,25 |
| SEAT              | 34,15      | +2,25 |
| SKODA             | 34,15      | +2,25 |
| SOLARIS           | 34,15      | +2,25 |
| TESLA             | 34,15      | +2,25 |
| VALEO             | 34,15      | +2,25 |
| VOLVO             | 34,15      | +2,25 |

06/04 12h45

| Code           | Changement | %     |
|----------------|------------|-------|
| <b>BANQUES</b> |            |       |
| ALIBY NATIONAL | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |
| ALIBY          | 10,00      | +1,00 |

06/04 12h45

| Code                    | Changement | %     |
|-------------------------|------------|-------|
| <b>PRODUITS DE BASE</b> |            |       |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |
| ALUMINUM GREEK          | 50,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                | Changement | %     |
|---------------------|------------|-------|
| <b>CONSTRUCTION</b> |            |       |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                | Changement | %     |
|---------------------|------------|-------|
| <b>CONSUMMATION</b> |            |       |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code          | Changement | %     |
|---------------|------------|-------|
| <b>CHIMIE</b> |            |       |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                | Changement | %     |
|---------------------|------------|-------|
| <b>CONGLOMERATS</b> |            |       |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA               | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                      | Changement | %     |
|---------------------------|------------|-------|
| <b>TELECOMMUNICATIONS</b> |            |       |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code           | Changement | %     |
|----------------|------------|-------|
| <b>ENERGIE</b> |            |       |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA          | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                       | Changement | %     |
|----------------------------|------------|-------|
| <b>SERVICES FINANCIERS</b> |            |       |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                      | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                     | Changement | %     |
|--------------------------|------------|-------|
| <b>HAUTE TECHNOLOGIE</b> |            |       |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                    | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

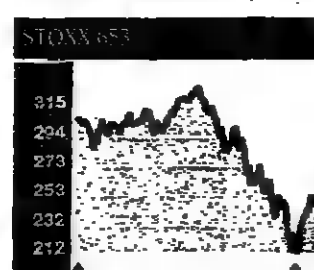
| Code                         | Changement | %     |
|------------------------------|------------|-------|
| <b>COMMERCE DISTRIBUTION</b> |            |       |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                        | Changement | %     |
|-----------------------------|------------|-------|
| <b>CODES PAYS ZONE EURO</b> |            |       |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                       | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                             | Changement | %     |
|----------------------------------|------------|-------|
| <b>CODES PAYS HORS ZONE EURO</b> |            |       |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                            | 10,00      | +0,00 |



06/04 12h45

| Code                           | Changement | %     |
|--------------------------------|------------|-------|
| <b>ALIMENTATION ET BOISSON</b> |            |       |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code              | Changement | %     |
|-------------------|------------|-------|
| <b>ASSURANCES</b> |            |       |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                      | Changement | %     |
|---------------------------|------------|-------|
| <b>BIENS D'EQUIPEMENT</b> |            |       |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code          | Changement | %     |
|---------------|------------|-------|
| <b>MEDIAS</b> |            |       |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA         | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                         | Changement | %     |
|------------------------------|------------|-------|
| <b>BIENS DE CONSOMMATION</b> |            |       |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                        | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code             | Changement | %     |
|------------------|------------|-------|
| <b>AMSTERDAM</b> |            |       |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

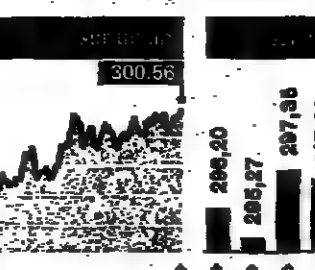
| Code             | Changement | %     |
|------------------|------------|-------|
| <b>BRUXELLES</b> |            |       |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA            | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code              | Changement | %     |
|-------------------|------------|-------|
| <b>FRANCOFORT</b> |            |       |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code         | Changement | %     |
|--------------|------------|-------|
| <b>PARIS</b> |            |       |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA        | 10,00      | +0,00 |



06/04 12h45

| Code                           | Changement | %     |
|--------------------------------|------------|-------|
| <b>ALIMENTATION ET BOISSON</b> |            |       |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                          | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code              | Changement | %     |
|-------------------|------------|-------|
| <b>ASSURANCES</b> |            |       |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA             | 10,00      | +0,00 |

06/04 12h45

| Code                      | Changement | %     |
|---------------------------|------------|-------|
| <b>BIENS D'EQUIPEMENT</b> |            |       |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |
| ALCOA                     | 10,00      | +0,00 |







**SCIENCES** Causée par la fatigue, renforcée par l'absorption d'alcool ou de drogue, l'hypovigilance constitue une des principales causes des accidents mortels. ■ AU CENTRE D'ÉTUDE

de physiologie appliquée de Strasbourg, des chercheurs ont mis au point des instruments perfectionnés afin d'en traquer les manifestations les plus intimes. ■ CHAQUE INDIVIDU

semble, cependant, réagir différemment, compliquant la standardisation des systèmes que certains constructeurs tentent de mettre au point pour améliorer la sécurité des automobiles

et des poids lourds. ■ LES RECHERCHES menées dans le cadre d'un programme européen s'efforcent donc de caractériser la façon de conduire de chaque individu. L'ordinateur de la

voiture comparera en permanence la conduite réelle avec celle qu'il a mémorisée, tout en intégrant les informations fournies également par l'infrastructure routière.

## Physiologistes et ingénieurs s'allient pour rendre la voiture plus sûre

Au volant de simulateurs, des conducteurs bardés de capteurs et surveillés par des caméras vidéo sont mis dans les conditions d'un long trajet sur autoroute. Objectif de ces recherches : traquer les signes de l'hypovigilance, première cause d'accidents mortels

**STRASBOURG**  
Le Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg, au Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg, au volant de Pavcas, ou poste d'analyse de la vigilance en conduite automobile simulée (Pavcas) du centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg permet d'étudier le comportement du conducteur durant des trajets autoroutiers. Le simulateur comprend une image de Peugeot 605 dont les commandes sont reliées à un ordinateur capable à la fois de faire défiler sur écran un paysage de synthèse réaliste et d'imprimer au véhicule les mouvements correspondants, via des vérins hydrauliques.

L'engin sert à étudier les phénomènes d'endormissement. « C'est le seul simulateur au monde à avoir été conçu pour étudier le comportement du conducteur », indique Alain Muzet, le directeur du centre. Ce prototype, construit par le Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes (LAAS) de Toulouse, est constitué d'une demi-voiture posée sur trois plates-formes dotées d'actionneurs hydrauliques, qui transmettent au véhicule les mouvements correspondant à la trajectoire empruntée par le

conducteur. Le réalisme est poussé jusqu'à reproduire les « sensations aérodynamiques », le sifflement du vent sur l'habitacle. Les commandes – volant, accélérateur, frein – sont asservies à un ordinateur qui dessine en temps réel un décor virtuel. Projetée sur grand écran, la scène est extrêmement réaliste, qu'elle soit nocturne, diurne, qu'elle reproduise un temps de brouillard. « Nous disposons de deux circuits de 50 mètres de long, l'un pour l'autoroute, précise Alain Muzet. L'un est très monotone et l'autre truffé de travaux, de descentes, de portions avec travaux, de véhicules à dépasser ou à éviter. »

**ENREGISTREMENTS SPECTACULAIRES**  
Mais cet instrument étonnant – il est recommandé de ne pas piloter à jeun, pour éviter la nausée – ne serait qu'un jeu d'arcade amélioré (il a coûté 17 millions de francs, soit 2,6 millions d'euros) s'il n'était doté d'une série de caméras vidéo et de capteurs. Ceux-ci sont chargés de scruter le comportement du conducteur : regard, pression sur le volant et les pédales, y compris les paramètres physiologiques tels que l'électroencéphalogramme, fréquence cardiaque, voire température rectale. Le tout est enregistré par ordinateur.

Ces enregistrements se révèlent spectaculaires. Une séquence montre une jeune femme au volant, l'autre jouant avec son téléphone portable, un homme qui s'endort. « Il est 6 h 14 du matin et il a été réveillé trois heures plus tôt », précise le chercheur. Son regard se met à divaguer, ses paupières se ferment pendant des périodes de plus en plus longues.

Soudain, elle écarquille les yeux et donne un grand coup



volant correctif, sans s'es-suyer le front en signe de soulagement. Une autre conductrice a les yeux grand ouverts, mais parait normal. Mais elle tombe sur la route d'un coup. Elle est à 15 h 48, ce jeune conducteur trace sa route, les yeux baissés pendant des « éclipses » de quelques secondes. « D'autres se réveillent carrément en rase campagne », précise Alain Muzet.

Le phénomène d'hypovigilance, voire d'endormissement, est largement répandu en situation de conduite. La fondation américaine pour la sécurité routière a montré qu'elle était la première cause des accidents mortels (25 % des cas aux États-Unis) et que la fatigue est responsable de près de 41 % des accidents de poids lourds, rapporte la revue Travail et sécurité (mars 1997).

En France, les statistiques des accidents d'autoroutes, un chiffre alarmant sur trois serait dû à l'hypovigilance. Le simulateur confirme ces données brutes. Le slogan « Toutes les heures de conduite s'imposent » est bienvenu. « Mais cela peut s'imposer plus ou moins selon les circonstances et les personnes », prévient Alain Muzet, qui présente une série de mesures montrant clairement que, sur deux

heures de conduite, certains cumulent quelques minutes d'absence, par tranches de trois à cinq secondes, voire plus. Ces résultats concordent avec les observations en grandeur réelle effectuées par Alex Coblenz, du Laboratoire d'anthropométrie de la faculté de médecine de Paris. Les sujets jeunes sont particulièrement exposés. « Bon nombre de ceux qui rentrent d'une boîte de nuit peuvent en être victimes », assure le chercheur. Evidemment, vitesse et alcool, mais aussi une musique monotone, réduisent le phénomène. Celui-ci survient aussi après une bonne nuit de sommeil, notamment après une nuit de midi. Les

postes d'analyse de la vigilance en conduite automobile simulée (Pavcas) du centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg permettent d'étudier le comportement du conducteur durant des trajets autoroutiers. Le simulateur comprend une image de Peugeot 605 dont les commandes sont reliées à un ordinateur capable à la fois de faire défiler sur écran un paysage de synthèse réaliste et d'imprimer au véhicule les mouvements correspondants, via des vérins hydrauliques.

Le simulateur Pavcas permet aussi de tester l'influence de certains médicaments sur la conduite. Récemment, il a été utilisé pour vérifier l'impact des médicaments contre l'apnée du sommeil, une affection qui se traduit par une somnolence accrue durant la journée. L'objectif ultime est de prévenir l'hypovigilance ou, pour le moins, d'alerter le conducteur sur la fatigue.

Mais chaque individu a sa propre « signature », ce qui complique la standardisation des systèmes d'avertissement. Certains ondes électroencéphalographiques offrent un signal d'alerte indubitable, mais on imagine mal l'implantation d'un électrode sur le scalp de chaque père de famille partant en vacances. Une petite sieste sur l'aire de repos reste encore la solution la plus indiquée.

Hervé Morin

### Mesurer la « qualité » des ambiances

Le Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg dispose également d'une installation destinée à l'étude des réactions de l'être humain placé dans différentes situations climatiques : une chambre dans laquelle la température du sol, du plafond et des parois (de 5 à 70 °C) ainsi que l'hygroscopie et la vitesse de l'air (0,2 à 1,2 m/s) sont strictement contrôlées. Des capteurs mesurent les réactions physiologiques (perte de poids, débit sanguin, sueur...) du sujet qui, de plus, doit décrire ses sensations. Le laboratoire fait également appel à un « mannequin calorimétrique » constitué de 36 points de mesure, identique à ceux qu'utilisent les constructeurs automobiles. Il s'agit ainsi de créer un modèle informatique capable de traduire fidèlement les impressions subjectives en valeurs plus objectives et donc exploitables par les concepteurs de climatisation. Outre l'automobile, ces données sont utiles dans tous les secteurs soucieux de « qualité d'habitat », du bâtiment à l'habilement.

## L'automobiliste du futur pilotera sous haute surveillance électronique

Les systèmes de sécurité surveilleront à la fois les variations dans son style de conduite et l'infrastructure routière.

Les accidents de la route résultent souvent d'une défaillance des conducteurs. Plusieurs programmes de recherche développent des outils d'analyse du comportement de l'automobiliste visant à détecter les anomalies révélatrices d'une conduite dangereuse. La principale difficulté réside dans l'obtention d'un système à la fois économique et fiable à près de 100 %.

Des travaux de recherche se déroulent. L'une s'attache à l'analyse directe des conducteurs, l'autre à l'instrumentation des automo-

biles elles-mêmes. Dans le premier cas, il s'agit d'observer le comportement de l'automobiliste afin de détecter l'hypovigilance, les effets de la fatigue, de la peur, de la nervosité, de l'alcool ou du cannabis. « L'objectif est de rassembler un faisceau d'informations, de les analyser et de déclencher une alarme ou une réduction de la vitesse qui peut aller jusqu'à l'arrêt automatique d'urgence », explique Alain Muzet, directeur du Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg, qui travaille sur le sujet.

L'endormissement au volant est la quatrième cause d'accident mortel pour les automobiles et la première pour les poids lourds. Renault s'est associé à l'équipe de Bruno Steux, du Centre de robotique de l'École des mines de Paris, pour la mise au point d'un dispositif d'analyse du clignement des yeux destiné à la conduite de poids lourds. Après avoir analysé le développement, le prototype de ce dispositif aujourd'hui des résultats satisfaisants pour les ingénieurs. Il comporte une caméra qui scrute le visage du chauffeur. L'ordinateur auquel elle est reliée en permanence la tête du conducteur, suit chacun de ses mouvements et, en analysant l'image, détecte et mesure les clignements des yeux.

Le clignement des yeux est un phénomène normal. Mais le problème se pose quand le clignement est plus long ou plus court que la normale. L'évolution non linéaire du phénomène rend le diagnostic délicat. Les choses se compliquent quand on se rend compte que l'absence d'un tel clignement est aussi un signe de fatigue. L'individu n'est pas en état d'hypovigilance, souligne Alain Muzet.

Le clignement des yeux est un phénomène normal. Mais le problème se pose quand le clignement est plus long ou plus court que la normale. L'évolution non linéaire du phénomène rend le diagnostic délicat. Les choses se compliquent quand on se rend compte que l'absence d'un tel clignement est aussi un signe de fatigue. L'individu n'est pas en état d'hypovigilance, souligne Alain Muzet.

**« La réaction est favorable si les mesures restent extérieures au conducteur et si elles ne présentent aucune des caractéristiques des mouchards »**

L'instrumentation du conducteur n'est peut-être donc pas la bonne solution. Les recherches menées dans le cadre du programme européen Save (system for effective assessment of driver emergency situations) visent donc, plutôt, de caractériser la façon de conduire de chaque personne au volant. Ensuite, grâce aux différents capteurs installés dans la

voiture, l'ordinateur compare en permanence la conduite réelle avec celle qu'il a mémorisée. Le diagnostic s'appuie ainsi sur la comparaison des données aux données de la conduite du chauffeur, de la sécurité. Certains conducteurs freinent presque en même temps que le véhicule qui les précède. D'autres accélèrent avant de réduire leur vitesse. D'une part, l'ordinateur mémorise ce « style » de conduite ; de l'autre, il n'oublie jamais la sécurité : rouler à 130 km/h dans une zone à 100 km/h est une conduite dangereuse.

Lorsque les données auront abouti, la conduite réelle risque de ne plus ressembler beaucoup à celle que nous connaissons aujourd'hui. D'autant que les informations collectées par l'ordinateur proviendront également de l'infrastructure. Chaque virage dangereux, par exemple, émettra un signal qui préviendra le conducteur, mais qui sera également pris en compte par l'ordinateur pour adapter les limites de comportement du conducteur.

Michel Alberganti

### L'Iliade et l'Odyssée

Par la guerre, l'amour chez les Grecs

Depuis nos premières BD jusqu'aux plus récents téléfilms, nous passons par nos cours d'histoire à l'école au lycée, nous nous intéressons de la famille d'Achille, d'Hélène, d'Ulysse, d'Andromaque... Culturellement, les Grecs sont nos ancêtres.

#### Au sommaire

- Homère a-t-il écrit ?
- La guerre de Troie est-elle due à l'appât de l'or ou à l'amour d'une femme ?
- Comment les Grecs ont-ils colonisé la Méditerranée ?
- Pourquoi les dieux s'occupent-ils tant des affaires des hommes ?
- Peut-on atteindre l'histoire derrière les légendes ?...

En kiosque du 24 mars au 28 avril • 38 F

Grâce à ce numéro spécial, notre HISTOIRE réveille en vous une antique mémoire !



Bibliographie, glossaire, chronologie, 160 pages, Notre Histoire n°165 (numéro spécial) avril 1999

هكذا من الأصل



LES RE-  
la le cadre d'un  
suffisamment forte  
de la structure de la

## a voiture plus sûre

dans les conditions d'un long trajet  
d'accidents mortels

Le porte d'analyse  
de la sécurité en conduite  
automatique, installé à Paris  
du centre d'études  
de l'INRIA à Valenciennes  
permet d'étudier  
le comportement  
du conducteur durant  
des trajets automatiques.  
Le simulateur comprend  
une console de Pilotage  
dont le conducteur est  
capable de faire  
des choix en temps réel  
et d'imprimer des choix  
les manœuvres  
correspondant via  
des verrous hydrauliques.

Le tableau d'une recherche  
gagnée par la bureaucratie est  
relativisé par les données fournies  
dans les annexes du rapport.  
La situation est  
contrastée en fonction des organismes. La principale d'entre  
eux, le CNRS, occupe la des  
tâches de gestion (direction  
générale, ressources humaines,  
finances, informatique, logis-  
tique, documentation, commu-  
nication...) 8,5 % de ses effectifs  
et 7,6 % de ses crédits de fonc-  
tionnement, chiffres qui pour-  
raient lui valoir certaines en-  
treprises. A l'inverse, 35 % des  
effectifs et 18 % des moyens de  
l'Institut de la recherche en in-  
formatique et en automatique  
(Inria) sont affectés à la ges-  
tion, qui pèse également très  
lourd au Centre national de  
machinisme agricole, du génie  
rural, des eaux et des forêts  
(Cemagref), avec 29 % d'ef-  
fectifs et 20 % du budget de  
fonctionnement.

## illiance électronique

la de la structure de la

la de la structure de la

la de la structure de la

## La gestion et le manque de coordination freinent l'activité des chercheurs

Un rapport prône une déconcentration et une simplification de l'administration des organismes

Le ministère de l'éducation nationale, de la re-  
cherche et de la technologie rend public un rap-  
port sur la gestion de la recherche française. Le

constat est sévère. Les responsables de labora-  
toires sont accablés par les tâches administra-  
tives, les établissements cultivent leurs par-

oïsmes. Les recommandations des auteurs  
de ce document s'orientent donc par les cher-  
cheurs pour servir de base à des réformes

**COURTÉLINESQUE** C'est un  
sans concession que  
brosse, de l'administration de la  
recherche en France, un rapport  
établi par Marc Goujon, ingé-  
nieur de recherche au CNRS, di-  
recteur de l'établissement public  
du musée du quai Branly, et Gé-  
rard Chastagnaret, professeur  
à la Maison méditerranéenne  
des sciences de l'homme. Pour  
étude commandée par le  
ministère de la recherche, Claude  
Allègre, les deux auteurs ont  
interrogé un panel de repré-  
sentants du milieu scientifique :  
présidents, directeurs et secré-  
taires généraux d'organismes,  
responsables syndicaux, direc-  
teurs de laboratoires, chercheurs  
de base.

### Des situations contrastées

Le tableau d'une recherche  
gagnée par la bureaucratie est  
relativisé par les données fournies  
dans les annexes du rapport.  
La situation est  
contrastée en fonction des organismes. La principale d'entre  
eux, le CNRS, occupe la des  
tâches de gestion (direction  
générale, ressources humaines,  
finances, informatique, logis-  
tique, documentation, commu-  
nication...) 8,5 % de ses effectifs  
et 7,6 % de ses crédits de fonc-  
tionnement, chiffres qui pour-  
raient lui valoir certaines en-  
treprises. A l'inverse, 35 % des  
effectifs et 18 % des moyens de  
l'Institut de la recherche en in-  
formatique et en automatique  
(Inria) sont affectés à la ges-  
tion, qui pèse également très  
lourd au Centre national de  
machinisme agricole, du génie  
rural, des eaux et des forêts  
(Cemagref), avec 29 % d'ef-  
fectifs et 20 % du budget de  
fonctionnement.

Leurs conclusions sont sévères.  
Premier constat : une séparation  
des tâches très éloignée de la re-  
cherche. « Les chercheurs ont  
le sentiment qu'ils ont choisi  
un métier plus que la place à  
occuper dans le système », a-t-il  
acquis le terrain. Et cela a  
fait que le travail de gestion  
est toujours un travail de dé-  
fiance. Il y a donc comme une  
séparation des tâches de gestion  
et de la recherche. « Dans les  
cas, le temps consacré à la  
défense d'un projet est en pure  
perte, du fait de l'écart entre la  
préparation et les possibilités ef-  
fectives de promotion. Selon les  
auteurs, « le système général est  
que la réponse à l'absence de ré-  
ponse à une recherche administra-  
tive produite par la plupart des  
le même effet, c'est-à-dire rien ».

Cette dérive est d'autant plus  
dommageable que les tâches ad-  
ministratives connaissent « une  
croissance considérable ». Les  
chercheurs consacrent une part  
grandissante de leur temps à la  
gestion. « A ce travail  
chronophage », s'ajoute la  
complexité du dispositif juridis-  
que. « Le responsable d'équipe  
a, en général, cinq couches de ré-  
glementation au-dessus de sa tête :  
l'Europe, l'Etat, les régions, l'orga-  
nisme », relève l'université  
qui l'accueille. »

Second constat : le « particu-  
larisme » cultivé par les différents  
organismes de recherche pour af-  
firmer, chacun dans son domaine,  
une identité et une raison  
d'être. Il y a un CNRS à l'échelle  
nationale, mais il en existe des  
« dysfonctionnements » parfois  
évidents. Le « poids » d'ac-  
tion est primé, variable d'un  
établissement à l'autre, freine la  
mobilité des personnels. En matière  
de formation permanente, les or-  
ganismes agissent « dans un iso-  
lement quasi complet », que les  
des agents sont les  
mêmes. Il en est de même des

systèmes informatiques : chaque  
établissement a adopté sa propre  
solution pour préparer le passage  
à l'an 2000 !

« Déconcentration »  
Les auteurs du rapport pré-  
conisent « simplifier la gestion  
de la recherche » en « déconcentrant »  
« une coordination interorga-  
nismes », ils suggèrent que le mi-  
nistère crée clairement, dans  
ses établissements, « une  
structure de coopération avec  
leurs homologues ». Ils préconisent  
également une plus grande « dé-  
concentration » des organismes.  
Plus loin le modèle du  
CNRS, déjà bien organisé en al-  
légations régionales, ils ima-  
ginent « une structure pour la recrui-  
tation des plus des concours  
nationaux », « des concours  
régionaux interétablissements »,  
et, pour les promotions de car-  
rière, des « commissions adminis-  
tratives paritaires interétablissements ».  
Ils conseillent aussi, pour faciliter  
la mobilité des personnels, de ré-  
duire de onze à cinq le nombre  
de catégories d'ingénieurs, tech-

« La recherche française a des  
domaines entiers de gestion au-  
rulent intérêt à être mis en  
commun », dans un souci  
d'économie, et pour renforcer  
l'efficacité, estimant les rappor-  
teurs, qui plaident pour une  
« mutualisation » de certaines  
fonctions, comme la gestion des  
crédits de laboratoires, la forma-  
tion permanente, la gestion du  
patrimoine ou l'action sociale.

Il reste à savoir quelles suites le  
ministère donnera à ce rapport.  
Cet-ci, indique-t-il, « doit susciter  
un débat au sein des établisse-  
ments », à l'issue duquel ils « pro-  
poseront des mesures », en vue de  
leur prochaine contractualisation  
avec l'Etat. Mais, si ce document  
apporte de l'eau au moulin de  
Claude Allègre, qui a été de la  
« déconcentration » de la re-  
cherche l'un de ses priorités, le  
document scientifique n'est  
d'un matériel qui que des ré-  
formes soient envisagées avant le  
début national sur la recherche  
prévu pour le mois de juin.

Pierre Le Hir

## Le mont Cameroun est entré en éruption

DEUX AGGLOMÉRATIONS ABRITANT UN MILLIER de personnes  
sont menacées par une coulée de lave qui s'écoule sur le versant  
ouest du mont Cameroun, entré en éruption dimanche 11 mars. La  
lave épaisse avance sur un front de quelques dizaines de mètres et  
pourrait atteindre les bourgs de Batoué et Bakongé jeudi 8 avril si  
l'activité volcanique n'évolue pas, indiquait, lundi 5 avril, la radio na-  
tionale CRTV. Les autorités locales, qui ont mis en place un dispositif  
d'urgence depuis la ville voisine de Limbe, n'ont encore donné au-  
cune consigne d'évacuation.

Le Cameroun (4 100 mètres) a connu 17 éruptions en deux  
cents ans, les deux dernières remontant à 1982 et 1977. Il constitue  
l'élément le plus actif d'une ligne partant des îles volcaniques de  
l'Atlantique (Annobon, Sao Tomé, Principe, Bioko) et s'étendant jus-  
qu'au massif du Tibesti, au Tchad. Elle passe par le lac Nyos, à  
20 km au nord du mont Cameroun, où le dégazage brutal de  
100 millions de mètres cubes de dioxyde de carbone avait provoqué  
la mort de 1 746 personnes par asphyxie en 1986. Or, « une  
activité scientifique récente révèle que la limite de la saturation en  
dissous est presque atteinte » dans les lacs Nyos et Mounoun (un  
autre lac volcanique de cette région), indique l'Agence France-  
Presse, sur la foi d'un rapport parvenu de son bureau de Yaoundé.

### DÉPÊCHES

■ **PHYSIQUE** : des chercheurs de fusion thermonucléaire ont été  
obtenus au laboratoire américain de Livermore (Californie) par  
bombardement de clusters (paquets) de molécules de deutérium à  
l'aide d'impulsions laser très brèves (35 femtosecondes) de haute in-  
tensité (dix puissance dix-sept watts par centimètre carré). Selon  
Todd Ditmore, l'un des auteurs de cette expérience, ce dispositif de  
« fusion de fusion » ne pourrait probablement pas être appliqué à une  
production commerciale d'énergie, mais pourrait, en revanche, constituer une source de neutrons écono-  
mique.

■ **ESPACE** : un vaisseau cargo s'est arrimé à la station russe Mir,  
dimanche 4 avril, à 14 h 46 (heure française). Ce vaisseau Progress  
M-41 apporte plus de 2 400 kilos de carburant, d'oxygène, de vête-  
ments, de nourriture et matériel scientifique et technique. Parmi ce  
« matériel », figurent notamment des pleurodèles (sorte de tritons)  
vivantes sur lesquelles le Français Jean-Pierre Haigneré, qui se trouve  
à bord depuis le 22 février, doit mener des expériences concernant le  
développement du système nerveux en absence de pesanteur.

## France Télécom expérimente Internet par satellite

AUGMENTER le débit des  
connexions à la Toile du réseau  
mondial reste l'une des préoccupa-  
tions majeures des opérateurs de  
télécommunications. Après les so-  
lutions ADSL (câble et ADSL,  
ou Asymmetric digital subscriber line),  
France Télécom a commencé, jeudi  
1<sup>er</sup> avril, une expérimentation de  
l'accès à Internet par satellite. Une  
solution qui pourrait répondre aux  
besoins des internautes privés de  
liaisons terrestres rapides.

L'opération, qui doit durer dix  
mois, concerne 200 abonnés pro-  
fessionnels et 50 particuliers situés  
dans les villes de Beauvais,  
Compiègne, Quimper et Vannes  
ainsi que 70 écoles. L'ensemble du  
réseau mondial sera accessible par  
l'installation que France Télécom  
mettra en place chez chacun des  
participants et qui revient à installer  
une carte spéciale à l'intérieur de  
l'ordinateur et de la relier à une  
parabole classique. Cette dernière  
capte le satellite Télécom 2B, qui  
offre un débit total de 2 mégabits  
par seconde à l'ensemble des  
abonnés professionnels ; ou Hot  
Bird 3, qui dessert les particuliers à  
500 kilobits par seconde. L'opéra-  
teur estime qu'en moyenne la vi-  
tesse de réception des données se-  
ra 10 fois supérieure à celle que  
fournissent les modems sur les  
lignes téléphoniques classiques.

En l'absence, pour l'instant, de la  
technologie nécessaire, l'expé-  
rience reste néanmoins limitée. Si  
les internautes recevront bien le  
contenu de la Toile via le satellite,  
ils devront continuer à utiliser les  
lignes téléphoniques pour envoyer  
leurs « requêtes », c'est-à-dire  
l'adresse à laquelle ils  
veulent accéder, le contenu de for-  
mulaires d'inscription et autres  
données à la naviga-  
tion ou au commerce électronique.  
Mais le débit nécessaire pour cette  
émission est très largement infé-

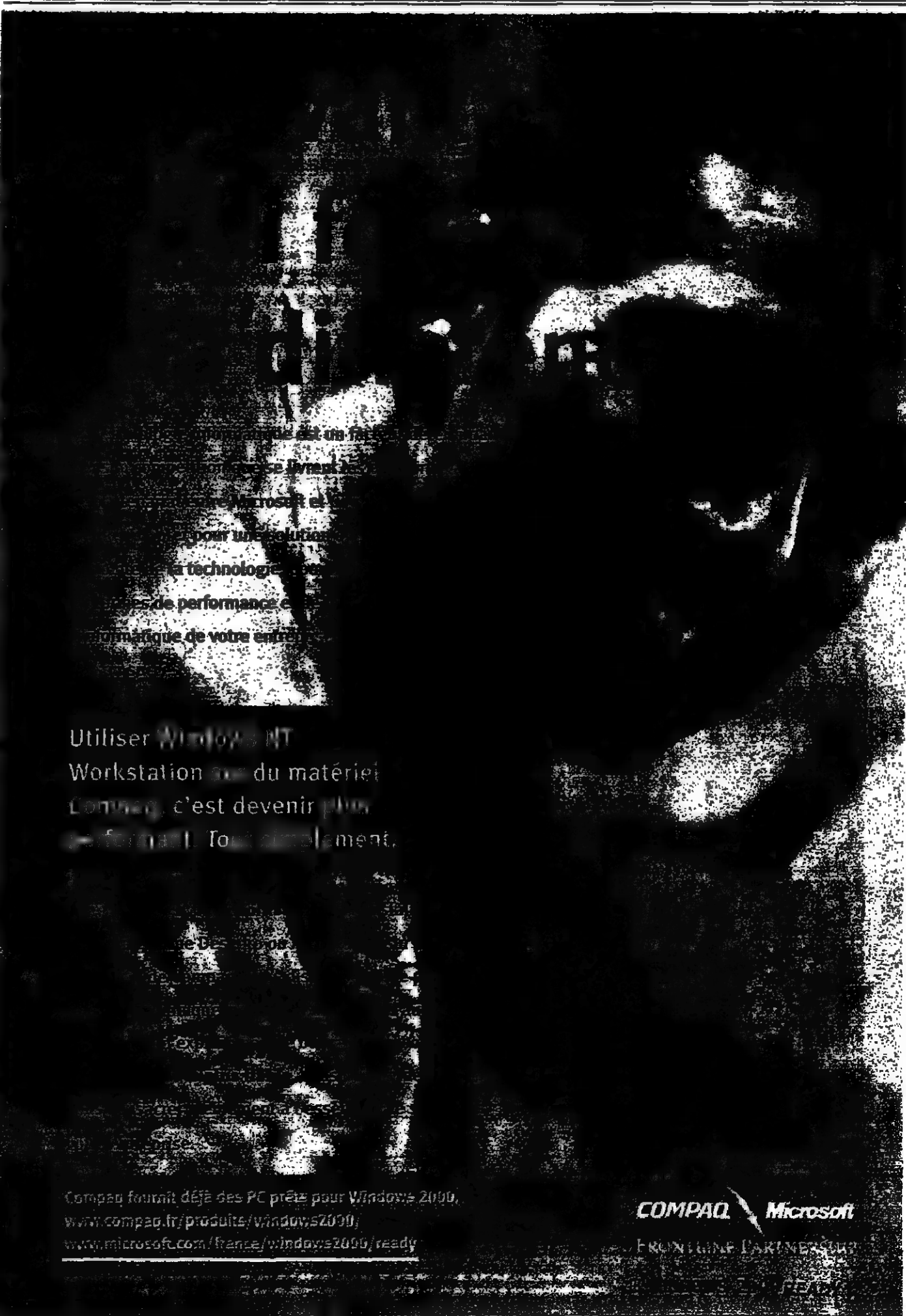
rieur à celui qu'impose la réception  
confortable du contenu de plus en  
plus multimédia (image, son, vi-  
déo) de la Toile.

Les participants à ce test  
commercial devront acquiescer un  
abonnement de 301,50 francs TTC  
(46 euros) par mois, auquel  
s'ajoute la location des équipements  
locaux. Intéressante à  
l'usage, la configuration proposée  
par France Télécom l'est moins sur  
le plan financier.

**POUR UNE DURÉE ÉLIMINÉE**  
En effet, l'abonnement Internet  
à un service classique  
revient à 95 francs (14,5 euros) par  
mois pour une durée illimitée, au-  
delà s'ajoute en moyenne, selon  
l'opérateur, « 100 francs de  
communication locale représentant  
environ 10 heures de connexion ».  
Trois fois plus coûteux, l'abonne-  
ment par satellite ne supprime pas  
complètement cette facture. Il doit  
néanmoins la réduire, car la  
connexion avec le fournisseur  
d'accès terrestre (Wanadoo dans  
ce cas) ne sera établie que pendant  
la durée de la requête et non celle  
de toute la connexion à Internet.  
L'un des objectifs de l'expérien-  
tation réside, précisément, dans  
l'évaluation de la facture télépho-  
nique moyenne résultant d'un tel  
système.

Outre l'accès à Internet, France  
Télécom va expérimenter la diffu-  
sion de 6 canaux thématiques pro-  
posant des informations destinées  
aux entreprises, mais concernant  
aussi la santé ou la météo régio-  
nale, que les satellites émettront en  
permanence, comme une chaîne  
de télévision. Les participants de-  
vront en choisir deux, afin, précisé-  
ment à France Télécom, de ne pas  
trop habituer les abonnés à la récep-  
tion d'informations gratuites.

M. AL



Utiliser Windows NT  
Workstation et du matériel  
Compaq, c'est devenir plus  
performant.

Compaq fournit déjà des PC prêts pour Windows 2000.  
www.compaq.fr/products/windows2000  
www.microsoft.com/france/windows2000/ready

COMPAQ Microsoft  
FRONTLINE PARTNER

هكذا من الأصل



# Le rai et



**\* le 9 mars 1999,**  
la BNP a déposé 2 projets distincts  
d'offre publique d'échange inamicale,  
l'un sur Société Générale,  
l'autre sur Paribas.

هكذا من الأمل

SG

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po

Clair po



# la réalité

## SG PARIBAS, LA CLARTÉ

La clarté, c'est indispensable quand on veut construire une banque mondiale de premier plan.

Le rapprochement de Paribas et de Société Générale est un projet clair, précis et cohérent.

**Clair pour les actionnaires.** L'offre publique d'échange proposée aux actionnaires de Paribas par Société Générale débouchera sur un seul et unique projet, créateur de valeur : SG Paribas.

**Clair pour les clients.** Ensemble, Paribas et Société Générale vont construire la banque de détail de demain. Ensemble, elles vont construire le leader européen de la gestion d'actifs. Ensemble, elles vont construire la grande banque d'investissement française d'envergure internationale.

**Clair pour les collaborateurs.** Les équipes de Société Générale et de Paribas travaillent ensemble et définissent les plans d'action et l'organisation pour mettre en œuvre une nouvelle conception de la banque.

Paribas et Société Générale sont résolues à mettre en marche une vraie dynamique de croissance.

SG Paribas est une réalité.



N° Vert : 0 800 850 820



PARIBAS

N° Vert : 0 800 051 788

Une note d'information visée par la COB relative à l'offre publique d'échange Société Générale sur Paribas ayant reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse n° 99-116 en date du 11 février 1999 est à disposition du public, sans frais, auprès de la Société Générale et Paribas.

مكتبة من الأصول

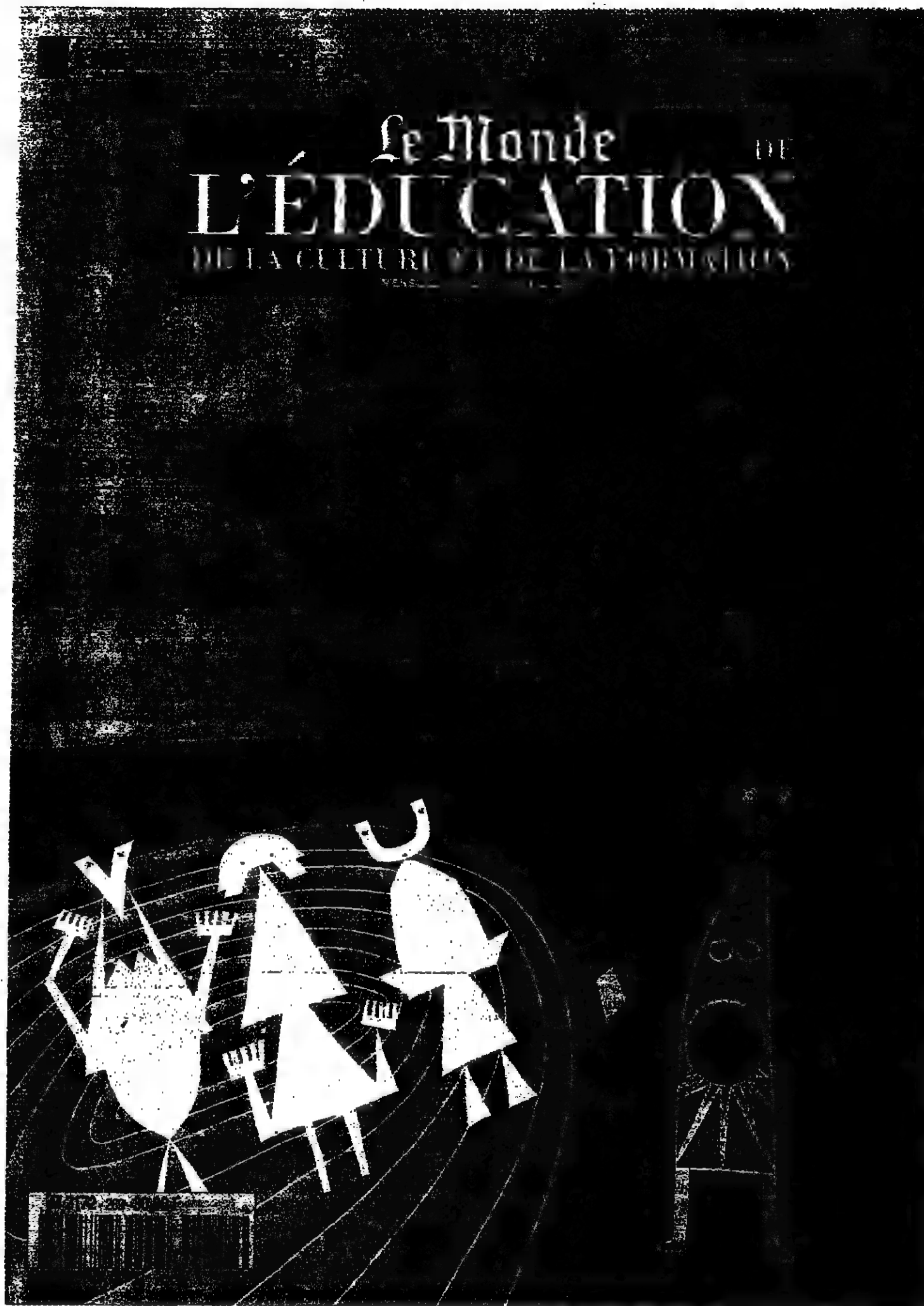












## LE MENSUEL DES ENSEIGNANTS ENTièrement CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le jeudi 15 avril à 17 h 30 à la Fnac de Rennes sur le thème : « L'école est-elle contre l'imagination ? »



### PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde de l'éducation* - Service abonnements, 24, avenue du Général-Lederc, 60646 Chantilly Cedex. Offre valable jusqu'au 31 décembre 1999 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 1-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures.

**1 AN, 11 NUMÉROS**  
**249 F**  
au lieu de 330 F  
**SOIT 24 % DE RÉDUCTION**

- ☐ **OUI**, je souscris à votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
- ☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F (37,96 €) seulement au lieu de 330 F, soit une économie de 81 F.
- ☐ 6 mois (6 numéros) pour 150 F (22,87 €) seulement au lieu de 180 F, soit une économie de 30 F.

- ☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.
- ☐ Je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

901 ME002

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code postal :      Ville :

Vous vous abonnez au *Monde de l'éducation* : votre nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, plus tard à quelques sociétés partenaires. Si vous abonnez et ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre ☐

50 من الأول



## LE MONDE / MERCREDI 7 AVRIL 2010

les musiciens de ce groupe ne sont pas de culture juive, mais tous ont été séduits par le klezmer, ce répertoire millénaire transmis par la tradition orale et sur des disques de cire

et des roulements du début du siècle. ● LE KLEZMER, né dans les ghettos d'Europe de l'Est, était joué à l'occasion des fêtes par des musiciens non professionnels, qui étaient parfois

gitans, tchèques ou russes. ● CHEZ LES DISQUAIRES, on trouve de plus en plus de klezmer, des clarinettes Giora Feidman ou Don Byron au saxophoniste John Zorn et au

compositeur Frank London. ■ POUR L'ÉCRIVAIN Cyrille Fleischman, le klezmer peut renaître, mais « il faut arriver à s'éloigner du pathos et de la Shoah ».

Aux Etats-Unis dès les années 70, et maintenant en Europe, des musiciens interprètent, arrangent, composent, en s'inspirant des mélodies yiddish traditionnelles. En France, les Orient Express Moving Shnorers sont « passés du folklore à une musique de concert ».

**LE KLEZMER** vient ■■■ shetits, ces villages où vivaient les juifs d'Europe de l'Est, pratiquement coupés du monde extérieur, puisqu'il leur ■■■ presque impossible de sortir des vingt-cinq provinces où les avait ■■■ Catherine II ■■■ Russie (1791). Et cela jusqu'à la première guerre mondiale. A l'intérieur des shetlach de Galice, de Pologne, de Hongrie, de Roumanie, d'Ukraine, de Bessarabie, de Bohême... les juifs ont forgé une culture, une langue, des coutumes et peut-être même un tempérament, sur fond de peur et d'humour, de dérision et de larmes, de rage et de résignation.

Les musiciens jouaient principalement lors des fêtes et surtout des mariages et, comme ils étaient fort mal payés, ils exerçaient une autre profession, cocher, barbier, tailleur... ou bien devenaient des musiciens ambulants et allaient d'un endroit à un autre, empruntant au passage des thèmes aux folloires régionales.

Certains ■■■ musiciens eux-mêmes n'étaient pas juifs. On retrouve donc à l'intérieur du répertoire des mélodies gitanes, russes, tchèques, mais aussi grecques ou arabes. Si le klezmer est avant tout une musique séculière, musique de danse mais aussi de banquets, elle a également intégré des mélodies venues de la liturgie et subi aussi l'influence hassidique. Tous ces airs se transmettent de bouche à oreille : personne ne savait lire la musique.

On aurait pu croire cette musique disparue, assassinée avec la Shoah, mais elle n'avait jamais vraiment cessé de se transmettre, en partit-

colier aux États-Unis, grâce aux premiers immigrants, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi en Europe où elle restait toutefois réservée à la communauté pour accompagner les fêtes familiales et religieuses.

■ côté du klezmer, les [ ] et les chansons yiddish plus liés aux juifs du reste de l'Europe et en particulier aux juifs [ ] ont suivi [ ] même chemin, le même exode. En France, [ ] [ ] [ ] cet héritage, ceux chanteurs Talia et Ben Zimet.

■ On veut conserver les airs, les rythmes, qui sont très forts et trouver un public le plus large possible ■

Depuis les années 70, le klezmer a connu une explosion spectaculaire aux Etats-Unis par l'intermédiaire des ruscadiens de jazz, mais rien de semblable en Europe, même si, en France, le pianiste Denis Comiot et le clarinettiste Nemo Peylet, les Polonais du groupe Kroliz, les Belges de Die Muzikant, les Anglais de The Burning Bush ou les Hongrois du Budapest Klezmer **Band** ont commencé à aller voir le ciel **bleu**.

Le groupe les Orient Express Moving Simons s'est formé, lui, à la



**Cartoucherie de Vincennes, le 25 juin 1995.** Le [ ] de la [ ] du yiddish organisée par l'Association pour l'étude et la diffusion de la culture yiddish (AEDCV), du 1<sup>er</sup> janvier 1999, ils avaient donné cent dix concerts et, après avoir joué en mars à la Chapelle des Lombards, à Paris, ils seront à l'Européen, à Paris en

à la trompette et au bugle, Michael Nick au violon, ■■■■ Slyper au trombone. Pour la plupart, ils viennent du jazz, même si le violoniste est plus proche des musiques improvisées et si le clarinettiste vien-

Et si, au début, ils avaient simplement l'intention de « faire un peu de musique de façon ponctuelle », ils ont peu à peu travaillé de façon plus soutenue et, après avoir écouté le clarinettiste Don Byron, le groupe

que l'ensemble du groupe connaissait les standards avant d'aller plus loin, explique Pierre Wakstein. Donc on a d'abord joué **■** façon très arrangée, on nous a même parfois reproché **■** cela soit trop liché, mais cela ne me dérange pas **■**. Nous allons de plus en plus **■** des parts d'improvisation, mais la mélodie et les arrangements gardent une place très importante. »

Pour l'instant, il ne se lance pas vraiment sur la composition, « préférait changer ce qui existe, « se plonger », poursuit-il. « Nous sommes des gamins face **■** un répertoire immense et il y a tout un travail à faire pour aller vers des directions plus personnelles.

**■** musique redémarre et, quand une musique revêt, elle revêt avec **■** bogue culturel des gens qui la font vivre. Nous, on ne va pas forcément vers le jazz, qui est une musique ternaire **■** mélodie est un prétexte d'improvisation. On veut conserver les airs, les rythmes, qui sont très forts et trouver un public le plus large possible. On est passé d'une musique folklorique à une musique de concert. »

Contrairement à l'expression musiciens, les **Shinorers** expriment Moving Shinorers ne sont pas des musiciens, leur accent yiddish serait tout ridicule et il serait tout aussi stupide de traduire les **Shinorers** en français. Mais pour donner une respiration, pour ne pas enchaîner un morceau après l'autre, ils racontent des histoires, ils plaisantent, ils font rire. «**Ph...**», disent les **Shinorers**, «**mendicants** soucieux de la dignité de leur profession et de leur rôle social jusqu'à l'arrogance, car sans eux un bon juif **...** pourrait pratiquer **...** *mizvot*, les bonnes actions. Et ce qu'ils communiquent entre le rire et la nostalgie, c'est aussi l'absence **...** du bonheur d'être ensemble.

M. SL

**IL N'EST PAS** toujours facile de repérer des disques de kiezmer ■■■ les disquaires : certains les proposent en jazz, d'autres en musiques du monde, d'autres encore en new age mals, signe des temps, on en trouve de plus en plus.

Si le ■■■■■■■■■■ l'ordigne argentine Gloria Feldman ■■■ toujours présent ■■■ musiques du monde, côté jazz, ce sont les groupes amé-

du moule, code jazz, le sont les groupes africains que se taillent logiquement la part du lion, ne serait-ce que parce qu'ils sont indiscutablement l'ordure qui se revival qui date d'une vingtaine d'années. Ces klezmerim d'aujourd'hui - pas tous juifs puisqu'on y retrouve, par exemple, le *Don Byron* (*Plays the Music of Mickey Katz*, Elektra 79313-2) - sont formés au classique et au jazz, exploitent dans les directions les plus personnelles un fonds commun qui va des danses des jours à *Les Compagnons de la nostalgie* en passant par le mysticisme des nigunim, mélodie hébraïque, jargon arabe et *saxophone*.

Deux compilations **■ ■ ■** permettent une première approche **■ ■ ■** l'avantage de **■ ■ ■** hommage aux pionniers **■ ■ ■** de faire découvrir **■ ■ ■** modernes : *Klezmer Music*, *■ ■ ■* *Marriage of Heaven and ■ ■ ■* (Ellipsis **■ ■ ■** 4090, un CD et un livret, en français, très **■ ■ ■** **■ ■ ■** *passion*, *The Soul of Klezmer* (2 CD et un livret en français, allemand, anglais. Network 30853).

Giora Feldman, né ■ Buenos Aires, a été au klezmer ce que son compatriote ■ Piz-Collas ■ était ■ tango, celui qui ■ permis de sortir la musique d'un passé ■ pour lui ouvrir

toutes les portes de l'avenir et de la liberté. Ce disque exceptionnel a été enregistré (parmi ses disques: Gloria Feldman and Ensemble, *Yiddish Soul* [World Music WDR 55836]; *Incredible Clarinet* [Pläne 88725]; *Klezmer Celebration* [Pläne 88809]; *Klezmer* [Pläne 88717]; et, *inst. tendu, Clarinetano* [Pläne 88706].

- RHYTHM AND JENSE -

Parmi les Américains, il faut écouter le compositeur et saxophoniste John Zorn et en particulier la série de « Music» (disques pour l'instant, numérotés en hébreu de 1 à 10 et écrits par DW/Hammonia Mundi) avec les quatre musiciens : John Zorn au saxo, Dave Douglas à la trompette, Greg Cohen à la basse et Joey Baron à la batterie. Sur un autre disque, le boulevardier *Kristallnacht* (EVVA 199 727301), on se retrouve avec d'autres complices, presque tous également impliqués par ailleurs dans cette musique : Mark Feldman au violon, Marc Ribot à la guitare, Anthony Coleman aux claviers, Mark Dresser à la basse, William Walcott aux percussions, David Krakauer aux harpes et Paul London à la trompette.

John Zorn a créé son propre label, Tzadik, avec une série de « Jewish Music » dont les approches sont ~~très~~ **très** variées : certains titres très free ne plairont pas à tout le monde et on peut aussi éviter (sauf à titre de curiosité) l'hommage à Serge Gainsbourg. Parmi les plus récents : *Klezmer*, NY par David

**Klezmer** Klezmer Madness (TZ 7127) — hommage à Sydney Bechet, le magagnaque disque empreint de spiritualité de Frank London, Lori Sklamberg et Uri Eran Nigun (TZ 7129) et le double CD d'un grand intello Matisyahu Goniou (en hommage à l'un des grands ancêtres, Naftule Brandwein) Smash, Clap (TZ 7125). A ne pas négliger plus le double CD de Zorn, qui s'intitule Zevelun et c'est Issachar de l'autre (TZ 7112).

Frank London est l'un des autres grands compositeurs et interprètes, en particulier avec les Klezmatics, provocateurs et rebelles... avec humour. Il suffit de voir les titres des albums : *Shtetynen - Toys* (Pir 20-2), *Rhythm & Jews* (Pir 25-2), *Jews Pir Horns* (Pir 35-2), *Possessed* (Pir 1148). On se souvient avec Greg Wall du premier disque klezme, qui comprenait deux plus d'avant-garde dans Jew's Jazz, The Abstract Truth (RWF 192) et Psycho Semitic (JFN 203).

Du côté des Européens, ne pas rater le duo de Denis Cuniot et Nano Peylet, Musique Klezmerin et de leurs descendants (92567-2), ni l'album avec Béla (Oriente BIEN CD 09).

La plupart des musiciens ~~étaient~~ d'autres encore (sauf Zorn) se ~~rencontraient~~ dans une compilation ~~sortie~~ par le club de ~~jeunes~~ new-yorkais The Knitting Factory regroupés sous le ~~nom~~ The Jewish Alternative ~~sortie~~ sur un disque intitulé *A Guide For the Perplexed* (KFR 216)

M. S.

■ Il ne suffit pas de dire "Humour humour humour", il faut faire vibrer »

**CYRILLE FLEISCHMAN** situe ses nouvelles ■■■■ quartiers ■■■■ années ■■ (*Rendez-vous ■■■■ Saint-Paul, Nouveaux rendez-vous au métro Saint-Paul, Dernier rendez-vous au Saint-Paul, aux éditions du Dilettante, ou Tango pour ■ cingtième chez Flammarion*).

« Il y a de nombreux personnages qui sont ■ chanteurs ou des musiciens dans ■ histoires, en quoi vous ont-ils inspiré ?

— On s'imagine toujours que le juif s'était transplanté à New York, mais il existait aussi à Paris. Quand j'étais enfant, mes parents m'emmenaient dans les cabarets de la rue de l'Entrepôt ou de la rue Lancy, le dimanche soir, et ça m'empoisonnait. Mais, comme personnages, j'adore

musiciens. Parce qu'ils sont mauvais, donc sous forme de fiction il y a plein de choses à dire, parce que c'est drôle et pathétique. C'est ce qu'aimait Kael dans les troupes de théâtre yiddish itinérantes, les *troupe yiddish* maladroites... Ceux que j'aime vraiment, ce sont Tilda et Ben Zimet, elle surtout devrait être célèbre, elle a joué dans les films, elle a joué des films, ce qu'ils ont fait, c'est "facile" et ça fait vibrer, c'est comme une opérette. C'est plus de la chanson yiddish que du

Que pensez-vous du renouveau de la musique Klezmer actuelle ?

- C'est une mode, mais il ne suffit pas, pour paraphraser le général de Gaulle, de dire "yiddish".

yiddish - un "klezmer klezmer" ou "humour humour humour" pour que cela devienne une réalité... Ni d'aller apprendre le yiddish et de se plonger dans les archives. Parce qu'on n'y retrouve pas la vie qui existait à cette époque et qui s'est disparu, et c'est comme cela qu'on finit par faire du Spielberg... Mais ce que font Denis Comiot ou les Orient Express Moving Shnorers (mais il y en a d'autres...), c'est bien, et ça devrait prendre. Quand le groupe est bon, il y a une jubilation.

**Vous ne croyez pas à une re-**

- C'est surtout qu'il faut arriver à s'éloigner du pathos et de la Shoah. Aujourd'hui, on ne pleure pour d'autres raisons. On ne peut pas se préoccuper unique-

ment de ce qui s'est passé. Si le quartier Saint-Paul n'est plus le même, ce n'est pas seulement à cause des déportations, c'est parce que les gens se sont assimilés à qu'ils ont qu'ils ont immenses Insalubres pour aller des HLM au lieu d'avoir les toilettes sur le palier. Il y en a aussi l'arrivée des Sépharades, qui n'ont ni même passé, ni la même culture, ni le même air de vie. Pour que l'art progresse, il faut aussi ressasser les mêmes histoires. Et, si cela commence à se faire en musique, on peut dire en français qu'il y a une littérature qui devrait être et qui ne se fait pas. »

Propos ~~inédits~~ par  
Marlène Silber

**0,58 F**  
**USA**

**0,68 F**  
**CANADA**

**0,45 F**  
**ROYAUME-UNI**

# APPELEZ LE MONDE ENTIER A DES PRIX INCROYABLES !

Avec One.Tel sur appels : internationaux, nationaux d'un téléphone ou un téléphone portable. Aucun abonnement, installation, aucune consommation minimum, paiement anticipé. Vous avez juste de composer le 01 53 devant le numéro de votre correspondant.

AUCUN ABBONNEMENT

AUCUN PAIEMENT ANTICIPE

AUCUN CONSO MINIMUM

**DES TARIFS INCROYABLES !**

|                 |                 |
|-----------------|-----------------|
| Algérie ....    | 2,10 F (ITC/mn) |
| Australie ..... | 0,98 F          |
| Belgique .....  | 1,00 F          |
| Espagne .....   | 1,35 F          |
| Grèce .....     | 1,95 F          |
| Irlande .....   | 0,48 F          |
| Israël .....    | 1,95 F          |
| Italie .....    | 1,25 F          |
| Portugal .....  | 1,69 F          |

**COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel))**

**COMPOSEZ LE**  
01 53 53 7000\*

**CODE**  
PAYS

**NUMERO**  
D'APPEL

# One.Tel))

**100 % Télécoms.**



RENSEIGNEZ-VOUS AU

# 01 53 53 75 18

\*Tableau sans doute de vos les téléphones portables. \*Tous d'un appel vers Paris. Les tarifs sont valables le jour de leur publication.







CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 7 AVRIL 1999 / 37

# Un primitif pour l'avant-garde

Nantes expose quarante œuvres du peintre autodidacte géorgien Niko Pirosmani, le Douanier Rousseau des artistes russes du début du siècle

**PIROSMANI.** Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-65. Du mercredi au lundi de 10 heures à 18 heures, le vendredi jusqu'à 21 heures, le dimanche à partir de 11 heures. Entrée : 20 F (3,05 euros). Jusqu'au 7 juin.

## NANTES

de notre envoyé spécial  
Un métier d'avenir vers 1890 : employé de chemin de fer en Transcaucasie. Salaires modestes, mais paysages admirables. Une situation parfaite pour jeunes gens avec d'autres idées en tête. Les chemins de fer de Transcaucasie comptent donc plusieurs salariés promus à la notoriété. Celles de l'acteur Tsagareli et de l'aviateur Kérouzian n'ont guère dépassé les frontières de la Géorgie. Mais la gloire musicale de Fedor Chaliapine est universelle et celle, picturale, de Niko Pirosmani est en train de s'étendre.

Pirosmani - en vérité Pirosmanachvili - tient dans l'histoire des avant-gardes russes une place très comparable à celle du Douanier Rousseau en France : celle de l'autodidacte qui ignore les conventions artistiques et fait triompher une pureté naïve. Pour le Douanier Rousseau, on connaît l'histoire : un discret amateur est découvert par Picasso, Apollinaire, Delaunay. Ils le fêtent, ils achètent de ses tableaux, ils font de lui un primitif miraculeusement préservé.

Pour Pirosmani, c'est, à peu près, un processus identique. Jusqu'en 1912, nul ne le connaît en dehors de Tiflis. Né en 1862, employé des chemins de fer de 1888 à 1894, marchand de beurre et de fromages ensuite, Pirosmani préfère bientôt à son commerce la confection d'enseignes et l'exécution de portraits. Il en vit, mal semble-t-il, logeant dans des arrière-cours, sous des escaliers.

Sur ces derniers détails, la légende pirosmanienne est prolixe - trop. Elle l'est moins sur la technique du peintre, le choix de ses sujets, les influences. L'étude des œuvres permet seule de tirer quelques conclusions : Pirosmani peint à l'huile et de préférence sur une toile cirée noire, parfois sur métal - pour des enseignes - ou sur carton ; il ne craint pas les formats assez grands et ne s'enferme dans aucun genre ; il travaille tantôt à la commande, tantôt selon son envie ; il peut se montrer réaliste ou allégorique selon les sujets.

## « LE GLOTTO GÉORGIEN »

Dans tous les cas, il respecte la réalité autant qu'il y parvient et énumère scrupuleusement les éléments de la représentation. Le dessin est simple et détermine des silhouettes de face ou de profil. Les touches produisent parfois une légère vibration qui anime les aplats et suggère des volumes, les plis d'une jupe, la forme d'une botte, le galbe d'une poitrine.

La perspective est à peu près absente, du moins jusqu'aux années 1910, et un ciel vertical, un

mur ou le noir de la toile cirée réduisent la profondeur à un espace étroit, une sorte d'avant-scène sur laquelle se produit le modèle. Les couleurs sont peu nuancées et contrastent durement avec le noir omniprésent. La frontalité des compositions, la dureté des contours, la schématisation des visages créent des tableaux immobiles. On y voit des paysans, des buveurs et des animaux aux gestes arrêtés et aux poses fixes.

Cette extrême simplicité séduisait sans doute les clients de Pirosmani. On peut supposer qu'ils y retrouvaient la netteté statique des icônes. Elle a séduit plus encore l'avant-garde russe quand elle a voulu échapper à l'emprise du cubo-futurisme importé de France et d'Italie pour fonder une esthétique autochtone nouvelle. En 1912, Mikhaïl Le Dentu vient en Géorgie en quête d'une telle révélation. Membre de l'association La Queue d'âne avec Malevitch et Tatline, il se fait le théoricien du refus de l'illusionnisme perspectif et de la régénération de la peinture par le primitivisme, doctrine qu'il appelle « tontisme ». A Tiflis, il comprend à l'instant que Pirosmani est la preuve qu'il faut à sa théorie. Il s'en saisit et lance un slogan : Pirosmani, ce serait « le Glotto géorgien ».

Suivent les premiers contacts, des achats - les Pirosmani ne coûtent pas cher - une exposition cautionnée par Larionov, lequel fait connaître la bonne nouvelle à Paris. Apollinaire commente, le 24 juillet 1914 : « Le grand et légi-



« Beauté d'Ortatchala à l'éventail » (1905), huile sur toile cirée (109 x 49 cm), de Niko Pirosmani.

time succès du Douanier Rousseau pousse maintenant les chercheurs de tous pays à rechercher les peintures populaires, les peintures paysannes. (...) En Russie, on se met à ramasser aussi les témoignages de l'art paysan et en particulier les peintures populaires du Caucase. Le peintre Larionov en a déjà beaucoup. (...) Quinze jours plus tard, c'est la guerre. Plus question de contacts internationaux. Après avoir été célébré un court moment, Pirosmani est mort au printemps de 1918 dans le dénuement et la solitude.

Philippe Dagen

## Le Festival Exit de Créteil brasse sans complexe arts nobles et gestes de la rue

LA SIXIÈME ÉDITION du Festival international Exit, qui s'est achevée dimanche 4 avril, a confirmé en un printemps de dix jours la place originale de Créteil dans un paysage festivalier parisien assoupi. Ouvert par le classique Bob Wilson (*Le Monde* du 27 mars), le maraton, qui mêle théâtre, expositions, musique et danse (lire ci-dessous le compte-rendu des spectacles de Vincent Mantsoe et Ron Brown), s'est conclu par une party sous le signe du Spirit of the Asian London Underground qui a fait vibrer le béton de la maison des arts tard dans la nuit. Exit se plaît à varier les approches dans le brassage sans complexe d'arts nobles et de gestes de la rue, la pratique du tricolage haute et basse technologie, le refus de trancher entre bon et mauvais goût et l'appel constant à la prise de risque sans laquelle il n'est de renouvellement.

Cette année, les benjamins étaient les très jeunes Gantois de Kung Fu. Ils sont plus de vingt, entre lycée et premier emploi, qui alternent entre dans la vie par la scène, les poings serrés, prêts à ouvrir les portes du coup de pied de

Bruce Lee. Une image qui manifeste un besoin de protection plus qu'un désir d'agression. Filles et garçons ne se prévalent pas de se cogner les uns aux autres. Ils le chuchotent et le crient au terme d'une piste d'entraînement dans le public, encadrée par deux DJ - leurs seuls véritables héros. Ils affrontent ce tremplin du déhanchement des défilés de mode, dans les corps et les costumes inadaptés du quotidien. Un hiatus qui les fait vaciller, et ce vacillement, épilé de la salle par des caméras, est transmis sur un écran géant.

**AVEUX DE JEUNES ORDINAIRES.** Leur « collection » est faite de témoignages taillés à cru dans leurs espoirs, dans leurs sentiments. C'est leur peur qu'ils donnent à voir. Les Kung Fu font une revue de l'histoire, tout juste jouée, où s'expose en éclats ce qui resterait de lui. Ils ont choisi d'être eux-mêmes sur scène, ou de faire comme si. Ils ne revendiquent rien d'autre que de trouver une place (un rôle) en l'étranger. Ils sont venus livrer ce qu'ils ont de plus précieux, les aveux de jeunes gens très ordinaires, dont les

confessions pourraient faire le quotidien du voyageur télévisuel. Ils en déportent les codes à la scène, avec plus de cran que d'art, et une impression troublante de vérité. Les Kung Fu hésitent entre l'appel à témoins et le besoin de spectateurs avant de trancher en exhortant le public à devenir spectateur, et proclamer jeu et match.

Plus classique, Exit proposait, en bon anglais d'Angleterre, *Blue Heart*, drôle et théâtrale en deux temps et deux mouvements de Caryl Churchill, mise en scène par Max Stafford-Clark, qui préside longtemps aux destinées du Royal Court, avant de créer la compagnie Out of Joint, l'une des plus inventives du moment outre-Manche. *Blue Heart* est plongé dans l'essence du théâtre - la répétition - et minuté par Max Stafford-Clark avec la précision de l'œuf mollet au breakfast. Près d'un demi-siècle après Jean Tardieu, Caryl Churchill découvre les vertus d'un mot pour un autre, d'un mot pour beaucoup d'autres, d'un mot pour tous les autres, dans des situations à faire pleurer les princesses d'Angleterre. La mise à la torture (répétitions, ac-

célérations, condensations, coupures) de dialogues effrayants de banalité moque par l'absurde les trivialités de la comédie anglaise social-psychologisante contemporaine.

Mais la principale réussite d'Exit 99 aura été celle des marionnettistes (pour adultes) britanniques de Faulty Optic. Avec *Tunnelvision*, Liz Walker et Gavin Glover projettent leur humanité de trois pouces dans l'existence des taupes. L'égoïsme, la bêtise, l'envie, la haine sont attisés par une solitude sans fond, qui renvoie chacun sur son île hostile. Leurs créatures guettent le train qui les sortira du tunnel de la médiocrité, et ne s'arrêtera jamais pour eux. Leur œil, imputoyable, n'est rien à côté de leur nez, surcillé, qui leur procure une animalité (une apparence de vie) débordante. *Tunnelvision* aborde au grand art par la rive du désespoir. Faulty Optic est à Châtillon jusqu'au 17 avril (tél. : 01-46-57-22-11) avec *Snuffhouse* Dussouze, un de ses précédents spectacles. Il n'y a pas de bonne raison de le manquer.

Jean-Louis Perrier

## La grande parade du sexe et du désir de vivre

IL AGACE, il énerve. Tant de désinvolture, voire de platitude. Le travail du chorégraphe Ron Brown n'est pas conçu, il est vrai, pour être bien-ouï, mais pour provoquer. Tant de santé pour parler de sexe, de drague, du sida. Il taille dans ces délicats sujets avec la distance sophistiquée, pseudo-naïve, qu'on retrouve dans la communauté noire américaine-homosexuelle-urbaine-new-yorkaise. C'est le goût de la parade qui l'emporte. Parade du défilé de mode de *Ebony Magazine*, qui emprunte au vogueing mis à la mode dans les night-clubs de Manhattan, en imitation du style « inimitable » des mannequins de *Vogue* des années 50. Tout est posé, joué, débanché à se tordre la colonne. Parade plus crue du sexe dans *Better Days*, des hommes qui se matent, se soupèvent. Langage des yeux, de la main baladeuse. Les hommes entre eux, beaux, triviaux. Jours meilleurs d'avant le sida, jours à venir après l'espoir des nouvelles thérapies. Cette danse divisée en douze séquences, comme les stations d'un chemin de croix iconoclaste, si elle comprend le deuil, la poésie dite pour celui qui est mort, n'en reste pas moins une forte démonstration d'énergie à vouloir vivre. Cette pièce souligne, comme le fait aussi le travail d'un Bill T. Jones, la différence de traitement de ces thèmes (maladie, mort, sexe) entre les États-Unis et l'Europe (à l'exception de l'australien Lloyd Newson). Là, exhibi-

tion, vérité nue, dérision du coup d'œil ; ici, pudeur, requiem, perspective morale, et sociale. Ron Brown choisit le ras de la réalité. Certains diraient le ras du bien-pensant. Banaï ? Phutôt simpliste comme le sexe pour le sexe.

Autre parade amoureuse, celle de l'oiseau gula qu'incarne, magnifique, le Sud-Africain Vincent Mantsoe, qu'on avait découvert aux Rencontres de Luanda (Angola) en 1996. Dans *A Spiritual Journey into the self*, le danseur continue en solo sa quête d'identité entre tradition, racines et ouverture au monde. Manquent ici ses danseuses barolées, qui accompagnaient sa danse pleine d'humour, de vivacité. Plus sérieux, Vincent Mantsoe est aussi devenu plus convenu. Hommage à l'Afrique, aux parents. *Good boy!* Un bon garçon auprès duquel Ron Brown et sa bande d'« obsédés sexuels » jouent sans peine les *bad boys* de service.

Didier Russier, directeur artistique d'Exit, lance ses filets, et ramène de Peacellent, du bon et du moins bon. Du multimédia, du non-identifié, du en train de se faire. Au spectateur de juger. Le travail n'est pas maché. N'est pas signalisé : « Attention, chefs-d'œuvre ». Donc on s'amuse.

Dominique Fréret



DIMANCHE 11 AVRIL 17H  
**MUZYKÁS/MÁRTA SEBESTYÉN**  
faire revivre la musique paysanne,  
la faire rentrer dans la modernité  
LOCATION 01 42 74 22 77 • 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

## SORTIR

### PARIS

**Loué soit le progrès**  
Soit le titre d'une pièce, *Loué soit le progrès*. Soit un résumé rapide de l'adite pièce : des hommes pêchent. Le poisson qu'ils attendent est un homme qu'on a poussé dans l'eau. Entre le titre et la pièce, il y a un monde, celui de Gregory Motton, auteur britannique de trente-huit ans, lancé en France par Claude Régy (*Chutes, Le Terrible voir de Sotat*), et mis en scène ce printemps par l'Allemand Lukas Henle, dont les précédentes productions (en particulier *Les Mauvais contes ne font pas les amis*) ont témoigné d'un ton réconfortant pour la mise à jour de la cruauté. *La Cabane de l'Odéon*, 36-38, quai de la Loire, Paris 19. M. Jaurès. Du 6 avril au 8 mai. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 60 F à 110 F.

**Amants ; Vieux ménage**  
« Le théâtre ne meurt ni du billet de faveur, ni de la cherté des places, ni de la censure ; le théâtre meurt du théâtre. Depuis plus de trente ans, tous les soirs, sur tous les théâtres, on joue la même pièce. Que ce soit une comédie, un drame, un vaudeville, une opérette, c'est toujours la même chose ; un mariage contrarié pendant quatre actes, accompli au cinquième. » Voilà ce qu'écrivait Octave Mirbeau au début de siècle. Pour lutter contre l'ennui au théâtre, il prit le parti de parler de l'amour et du mariage - mais, nuance, du mariage « contrariant » plutôt que contrarié. La Comédie-Française donne l'occasion d'entendre deux de ses textes. Mise en scène de Jean

Bouchaud, avec Alain Pralon, Martine Chevallier et Florence Viala. Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. M. Palais-Royal. Du 6 avril au 22 mai. Du lundi au samedi, à 18 h 30. Relâche jeudi et dimanche. Tél. : 01-44-58-98-58. De 45 F à 80 F.  
**Scialvi/Frith/Drouet**  
Roscoe Mitchell Note Factory l'une des soirées les plus intéressantes, sur le papier, du festival de Jazz Banlieues bleues. En première partie, la musique improvisée telle que s'y confronte le trio Louis Scialvi (clarinette), Fred Frith (guitare) et Jean-Pierre Drouet (percussions), entendus lors d'une édition de Sons d'hiver ; ensuite le Note Factory du saxophoniste de l'Art Ensemble of Chicago, Roscoe Mitchell. Une formation à neuf, qui comprend d'excellents solistes (Hugh Ragin, Matthew Shipp...) pour une musique concertante et improvisée avec une double rythmique. Bobigny (93). Maison de la culture, 1, boulevard Lénine. 20 h 30, le 6 avril. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F.  
**Moutin Résonion**  
Les frères Moutin, François à la contrebasse et Louis à la batterie, forment l'une des rythmiques les plus excitantes du jazz en France, et très demandée. Du coup, leur groupe, avec Sylvain Beuf (saxophone) et Baptiste Trotignon (piano) ne joue pas assez souvent. Séance de découverte ou de rattrapage au Duc bienvenue. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M. Châtelet. 22 heures, le 6 avril. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

(Publicité)  
**Le Théâtre du Rond-Point Cie Marcel Maréchal**  
« Le CADO Centre National de Création Orléans - Loiret - Région Centre »  
présentant au Théâtre du Rond-Point  
Pierre Arditi, Michel Aumont, Marcel Maréchal, Chantal Neuwirth  
**réver peut-être**  
Jean-Claude Grumberg et Jean-Michel Ribes  
diffusé le 16 avril supplémentaires samedi 10 avril à 17h  
6 nominations aux « Molières » 99  
Réservation 01 44 95 98 10

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

La Chambre des tortures de Roger Corman. Américain, 1961 (1 h 20).  
Reflet Médias II, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).  
Fermeture de l'usine Renault à Vittevoorde de Jan Bucquoy. Belge, 1998 (1 h 25).  
Studio Galand, 5<sup>e</sup> (01-43-26-94-08).  
Spartacus de Stanley Kubrick. Américain, 1960 (3 h 15).  
Grand Action, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).

### FESTIVALS

Festival du film de Paris  
Pour sa 14<sup>e</sup> édition, le Festival, présidé cette année par Jean-Pierre Jeunet, programme sept longs métrages inédits et sept autres films qui n'ont pas encore trouvé de distributeur. L'ouverture du festival sera marquée par la projection du nouveau film de James Ivory, *La Fille d'un soldat* ne pleure jamais et la clôture par celle de *The HI-Lo Country*, réalisé par Stephen Frears et dont la sortie à Paris est prévue pour le 23 juin.  
Gaumont Marignan, 27, avenue des Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup>. M. Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-40-30-30-31. Du 6 au 13 avril.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Miroir, 3815-LEMONDE ou tél. : 06-36-68-03-78 (2,23 film).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
Giulio Cesare de Haendel : version de concert. Sara Mingardo (Giulio Cesare), Sandrine Piau (Cleopatra), Laura Polverelli (Cornelia), Brigitte Baileys (Sesto), Hilary Summers (Tolomeo), Roberto Scatriti (Achilla). Les Talents lyriques, Christophe Rousset (direction).  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M. Alina-Marcus. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 01-45-52-50-50. De 50 F à 450 F.

Concerta Academica de Salzbourg  
Mozart : *Divertissement KV 247*, *Marche KV 248*, *Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre KV 364*, *Symphonie n° 41 « Jupiter »*, *Isabelle Faust* (violin), *Tabea Zimmermann* (alto).  
Cré de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M. Porte-de-Pantin. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 160 F.  
Abdel Rahman el-Bacha (piano)  
Beethoven : *Sonates pour piano op. 109 et op. 110*, *Chopin : Nocturnes, Mazurkas, Berceuse, Sonate pour piano op. 35*.  
Centre des bords de Marne, 2, rue de la Prairie, 94 Le Perreux-sur-Marne. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-43-24-54-28. 105 F.  
Stéphane Hubert Quimet  
Surreal, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M. Châtelet. Les 6, 7 et 8, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.  
Sin  
Le Dhan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 8<sup>e</sup>. M. Pigalle. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 01-44-52-77-66. De 80 F à 90 F.  
Vibronics  
La Botafas, 11, quai François-Mauriac, Paris 13<sup>e</sup>. M. Quai-de-la-Gare. Le 6, à 21 heures. Tél. : 01-56-29-10-00. 40 F.  
Jacques Berthel  
La Marquetterie, 23, rue Boyer, Paris 20<sup>e</sup>. M. Gambetta. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-40-33-30-60. 140 F. Jusqu'au 18 avril.  
Rai Kum  
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M. Châtelet-d'Eau. Le 6, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.  
**DERNIERS JOURS**  
10 avril :  
Miroirs noirs d'Arno Schmidt, mise en scène de Patrick Sommer, avec Yann Collette et Marie Caries. Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Du mardi au samedi, le lundi, à 20 h 45. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.  
Guy Budos  
Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris 10<sup>e</sup>. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-42-08-18-50. De 60 F à 180 F.  
Philippe Cognée : prolifération  
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-38-11-71. De 14 heures à 19 heures. Entrée libre.

مكتبة من الأهل



## EN VUE

■ La police a interpellé Ding Zilin, en résidence surveillée, porte-parole des mères des victimes de la place Tiananmen, qui s'appropriait à tort le jour de Qing Ming, la fête des défunts, pour acheter des cravattes fraîches à la mémoire de son fils qui les aimait tant.

■ Après avoir construit de leurs mains un petit abri en bois au-dessus de l'autel où Poi Pot a été incinéré, les soldats cambodgiens de la province d'Anlong Veng font payer environ 30 francs la visite.

■ Vincent Habineaza, Tutsi soupçonné d'avoir massacré ceux de son ethnicité, enfermé dans la prison centrale de Kigali avec 7 000 Hutus, mange son brouet de maïs sans pouvoir améliorer son ordinaire : « Moi, je n'ai personne dehors. Ma famille a été tuée. »

■ Les admirateurs de la bégum Khaleda Zia, leader de l'opposition bangladaise, sont autorisés à lui offrir une seule fleur, tulipe ou rose ; Rajiv Gandhi, ancien premier ministre indien, ayant été tué, en 1991, par l'explosion d'un bouquet.

■ « Tout bien pesé, nous avons décidé que le public russe a plus que jamais besoin de prendre connaissance de ce livre », a déclaré, lundi 5 avril, Galina Zinkovitch, directrice du marketing d'Info-M, la maison d'édition russe qui, au début des frappes de l'OTAN, avait renoncé à la publication de l'autobiographie de Monica Lewinsky.

■ Les Parvris, un couple de l'Ulba, militants anti-tabac, poursuivent en justice les MacFarlane leurs voisins qui, chez eux, fument sans tirer leurs rideaux.

■ Devant l'ardeur des couples à concevoir des bébés de l'an 2000, le Planning familial britannique lance, à l'instar de l'association de protection des animaux opposée aux cadeaux de chiots ou de chatons souvent abandonnés après les fêtes, le slogan : « Un bébé, c'est pour la vie. »

■ Un Palestinien, marié, sans enfant, incarcéré à la prison de l'Uccardone pour vol aggravé, demande le parloir pour son chien, déprimé depuis l'arrestation de son maître.

■ Les carabinières qui avaient empêché Carmine Forestiero, trente-cinq ans, de sauter d'un pont sur l'autoroute près d'Ostie, l'ont arrêté, vingt jours plus tard à Rome, mourant de faim, tapant à coups de poings sur un distributeur automatique de confiseries.

■ Quarante porcs ont suffi à la commune allemande de Laasdorf pour fabriquer, dimanche 4 avril, une saucisse de 5 kilomètres de long.

Christian Colombani

## Pékin dénonce l'intervention de l'OTAN au Kosovo

La presse chinoise, c'est-à-dire les autorités, vole au secours des Serbes, oublie quasiment les réfugiés, et s'inquiète pour la paix mondiale

« ARRÊTEZ la barbarie ! », a clamé l'éditorial du *China Daily*, l'organe officiel anglophone destiné au public étranger, dès l'éclatement de la crise au Kosovo. La « barbarie » n'est évidemment pas l'épuration des villages kosovars par les unités serbes. Il s'agit des frappes aériennes de l'OTAN. Depuis une semaine, la propagande de Pékin se déchaîne pour fustiger l'offensive de l'Alliance atlantique – « une agression flagrante », « un acte de vandalisme », « des atrocités », toujours selon le *China Daily* – et voler au secours de la Serbie dont « la souveraineté a été violée ». « Il faut arrêter ce crime », écrit le *Quotidien de l'Armée*.

## DANS LA PRESSE

LCI  
Pierre-Luc Séguillon

■ La décision prise par le gouvernement de Lionel Jospin de ne pas accueillir des milliers de réfugiés albanais sur le sol français est cohérente. Mais elle n'est pas réaliste. Si l'objectif des frappes de l'OTAN est bien de faire plier Slobodan Milosevic et de l'empêcher de poursuivre sa politique d'épuration ethnique au Kosovo, il est juste, en effet, d'affirmer le droit à un prompt retour des populations qui ont été chassées du Kosovo ; et il est logique de ne pas transférer celles-ci dans des pays éloignés d'où beaucoup ne repartiront plus. Refuser de donner raison à Milosevic, c'est mainte-

Rien ne saurait justifier aux yeux de la presse chinoise – c'est-à-dire des autorités – une telle intervention. Non seulement le « fort » attaque le « faible », mais il bafoue la loi internationale en passant par-dessus l'ONU. Épargnant plutôt les Européens, les éditorialistes concentrent leur colère sur les Américains. « En tant qu'unique superpuissance de l'après-guerre froide, les États-Unis considèrent de plus en plus l'ONU comme un obstacle à leurs ambitions hégémoniques », dénonce le *China Daily*. « Aussi utilisent-ils l'OTAN comme un instrument au service de leur politique de puissance. » Et le même journal de se faire complaisamment l'écho de la



montée des « sentiments anti-américains », notamment en Russie. La présentation des événements par les médias chinois est d'un manichéisme abrupt. Les Serbes, qui ne cessent de « vouloir la paix », sont les seules victimes. Au journal télévisé du soir, l'en-

voyé spécial à Belgrade de la chaîne CCTV se répand avec mi-nerve sur les destructions causées par les frappes – une usine, un pont. Les images ne montrent qu'éclats de métal, façades éventrées, toitures calcinées, visages serbes abattus. Tandis que les avions de l'OTAN bombardent leurs « églises médiévales », le *Quotidien de la jeunesse de Chine* trouve « émouvante » l'inflexibilité des Serbes qui vont « tenir jusqu'au bout ». Entretien de ce climat de sympathie proserbe, la télévision centrale vient de décider de rediffuser de vieux films yougoslaves exaltant l'héroïsme durant la deuxième guerre mondiale. Et les dizaines de milliers de

Kosovars chassés de leurs villages ? Il en est à peine question. La télévision n'en montre aucune image. Le *Quotidien des ouvriers* publie bien un cliché de réfugiés entassés sur un tracteur sans préciser qu'ils fuient les exactions serbes – dont l'opinion chinoise ignore tout. Quand la presse évoque – rarement – les vagues de personnes déplacées, c'est pour expliquer que l'OTAN en porte seul la responsabilité. La crise des réfugiés, y lit-on, a commencé après et non avant les raids aériens. « L'OTAN accuse les Serbes d'"épuration ethnique" ou de "génocide" contre les Albanais, écrit le *China Daily*, mais ce sont ses avions qui commettent un meurtre indigne contre la population de Yougoslavie. »

A en juger par la nervosité du ton de sa presse, la Chine prend l'affaire très au sérieux. « Cette détestable invasion » constitue à ses yeux « un abominable précédent », selon la formule d'« experts » cités par l'agence *Chine nouvelle*. Pékin songe bien sûr au scénario d'un conflit avec Taiwan où les États-Unis pourraient se trouver impliqués, comme cela faillit être le cas lors de la « crise des missiles » de mars 1996. Le parallèle qui n'est jamais explicitement formulé relève du non-dit. Mais il est suffisamment présent dans les esprits pour que la propagande vole dans la crise du Kosovo l'esquisse d'une menace pour la paix mondiale.

Frédéric Robin

www.africultures.com  
Actualité artistique et critique-culturelle africaine



de sélectionner une discipline, une période, un pays et un type de manifestation (festival, foire, colloque, concert, prix). Ainsi, en cliquant sur les festivals de cinéma, on découvre onze rendez-vous, de Paris à Montréal, Ouagadougou ou Le Cap. L'agenda contient égale-

ment tous les programmes des centres culturels français en Afrique et des liens directs vers leurs sites. Une base de données consacrée à l'actualité culturelle, baptisée Murrums, sélectionne dépêches, brèves et communiqués classés

par rubrique et par période. On y découvre pêle-mêle – et en musique – des informations sur le groupe de rap Public Enemy en guerre avec sa maison de disques new-yorkaise, sur les Victoires de la musique de Yaoundé et sur les labels producteurs de disques africains.

La rubrique Articles est dotée d'une belle page de garde où une statuette de femme de profil, en bois, porte les dix-sept numéros de la revue *Africultures*. Cliquer sur une jaquette permet d'accéder au sommaire de l'ouvrage et aux articles, disponibles en français et en anglais. Un index thématique et un moteur de recherche couvrent tous les articles parus depuis la naissance de la revue. On découvre ainsi l'hommage rendu au cinéaste sénégalais Djibril Diop Mambéty après son décès, accompagné d'un manuscrit inédit du réalisateur, ou le portrait du comédien et metteur en scène burkinabé Sotigui Kouyaté.

Valérie Osouf

## SUR LA TOILE

ÉTATS-UNIS  
■ Le gouvernement des États-Unis a décidé de faire appel au jugement d'un tribunal fédéral annulant le Child Online Protection Act (loi de protection des mineurs en ligne). Le juge avait estimé que cette loi était contraire au premier amendement de la Constitution.

SERBIE  
■ La radio indépendante de Belgrade B92, qui continuait à émettre sur Internet après que son matériel d'émission eut été confisqué (Le Monde du 30 mars), est revenue au silence depuis le 2 avril. Un groupe de policiers et de magistrats a fait évacuer le personnel. M. Mirkovic, directeur de la station, a été démis de ses fonctions, mais annonce son intention de reprendre la diffusion d'informations indépendantes dès que possible.

INTERNET GRATUIT  
■ World Online France (filiale de World Online International, Boulogne-Billancourt) et TF1 ont perdu du 1<sup>er</sup> mai un accès Internet gratuit et illimité, sans bannière publicitaire obligatoire ni surtaxe téléphonique, aux 200 000 premiers internautes français qui en feront la demande. [www.worldonline.fr](http://www.worldonline.fr) ou 08-03-31-30-00.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postale à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 92046 Charenty Cedex.

Cette valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement annuel.

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

Q.M. M. Prénom : Nom : Adresse : Code postal : Localité : Cette valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement annuel.

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterais libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, à votre autorisation, il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. : Téléphonez au 01-42-17-32-50 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99€/min).

Le Monde (ISSN 0000-0000) is published daily for 5 000 years. "Le Monde" 21, rue du Général-Leclerc 92046 Paris Cedex 06, France, par téléphone postale et par fax.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

Postmaster: Send address changes to 940 of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518.

50 من الأول



HORIZONS ANALYTIQUES  
RADIO-TELEVISION

LE MONDE / MERCREDI 7 AVRIL 1999 / 39

## GUIDE TELEVISION

## DEBATS

21.20 L'Enfer du Goulag. Forum Planète  
23.25 Séville, les galeries de la foi. Forum Planète

## MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : John Waters, Fanny Ardant, Christine Ziegler. Canal +  
19.00 Archimède. Dominique Voynet. LCI  
20.00 20 h Paris Première. Invité : Jean Yvonne. Paris Première  
20.30 Les Moments de vérité. M 6  
21.00 Le Gai Savoir. La chanson française d'hier à aujourd'hui. Avec Charles Aznavour, Faudel, Richard Cannavo. Paris Première  
23.30 Place de la République. La sécurité sociale l'affaire de tous ? France 2  
23.30 Nimbis. Médicaments : de la dépendance à la délivrance. Invités : Michel Rocard, Jean-Marie Harbarth, Serge Karsenty, Philippe Jean Parquet. France 3

## DOCUMENTAIRES

19.00 Conversation avec Michael Tippett. Odysée  
19.55 Inde, naissance d'une nation. Les Femmes. Odysée

## 20.05 Les Tribus Indiennes.

(1920). Les Pueblos. Planète  
20.15 360°, le reportage GEO. D'après nature. [24] Arte  
20.35 Le Train des orphelins. D'après nature. [24] Arte  
20.40 Thema. Mais qu'est-ce qu'elles veulent maintenant ? Arte

## 20.45 Les Descendants. [24] Histoire

21.45 Voyage au pays des dieux. [1913]. Josselin. Odysée  
21.50 Un siècle d'aviation. [14]. Histoire  
22.10 Vatican. Pie XII et l'Holocauste. Odysée  
23.00 Les Celtes. [56]. Histoire  
23.20 L'Épopée des fusées. [1973]. Planète  
23.35 Sur la piste du crime. [1913]. Les cadavres qui parlent. TSR  
0.55 Tibet, la route de l'espoir. France 3

## SPORTS EN DIRECT

20.30 Basket-ball. Pro A. Play-off. Quart de finale. match d'appui éventuel. Eurosport  
20.35 Football. Coupe de l'UEFA. Demi-finale aller : Marseille - Bologne. TF 1

## MUSIQUE

19.00 Bach. Concerto brandebourgeois n° 2. Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzik  
21.00 Beethoven. Symphonies n° 7, 8 et 9. Londres, 1970. Par le New Philharmonia Orchestra, dir. Otto Klemperer. Muzik

## 22.45 Les Noces de Fauré.

Opéra de Mezzan. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Karl Böhm. Mezzo  
23.55 Sadio. Opéra de Rimski-Korsakov. Par l'Orchestre et les Chœurs du Kirov. Muzik

## 20.30 La Vérité en face.

Evénement. Festival  
20.40 Tremblement de terre à New York. Canal +  
22.05 L'An mil. Jean-Dominique de La Rochefoucauld. Festival  
22.15 Les Alscadiens ou les Deux Mathilde. Michel Favart [194]. TV 5  
22.40 Double enquête à Hamelin. Anni Linschoten. M 6  
23.00 L'Honneur de ma famille. Rachel Boucharab. Arte

## COURTES MESSAGES

23.05 L'Interview. Karel Glavan. France 2

## SERIES

20.35 La Vie à cinq. Séparations. Téva  
21.45 Ally McBeal. Les Loups (v.o.). Téva  
23.00 Star Trek, la nouvelle génération. [1923]. La Pierre de Gol (v.o.). Canal Jimmy  
23.50 Star Trek, Deep Space Nine. Les Cardassiens (v.o.). Canal Jimmy

## FILMS

## 16.25 Les Granges brûlées.

David Lynch (États-Unis, 1998, 105 min). Cinéma 2

## 16.50 Sallor et Lulu.

David Lynch (États-Unis, 1999, 105 min). Cinéma 1

## 17.25 Out of the Fog.

André Bresson (France, 1994, 105 min). Cinéma 1

## 18.30 Napoléon.

Luc Béraud (France, 1999, 105 min). Histoire

## 18.45 Marion.

Luc Béraud (France, 1999, 105 min). Cinéma 1

## 18.50 Les Deux Orphelins.

Mauro Bolognini (Italie, 1955, 105 min). Cinéma Classics

## 20.30 Les Olvidados.

Luc Béraud (France, 1999, 105 min). Cinéma Classics

## 20.30 Intervista.

Federico Fellini (Italie, 1983, 105 min). Cinéma 1

## 21.15 Assurance sur la mort.

Bill Wyler (États-Unis, 1959, 105 min). Cinéma 1

## 21.55 Four and a Day.

Bill Wyler (États-Unis, 1959, 105 min). Cinéma Classics

## 22.10 Underground.

Emir Kusturica (Serbie, 1995, 105 min). Cinéma 1

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## 22.10 L'Interview.

Karel Glavan. France 2

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

18.25 Excluse. 19.05 Le Bigdill. 20.00 Journal. Boom, Météo. 20.35 Football. Marseille - Bologne. 22.40 High Secret City. Nostalgie. 0.15 Le docteur mène l'enquête. 1.05 TFI nuit, Météo.

## FRANCE 2

17.15 et 23.00 Un livre, des livres. 17.20 Cap des Pins. 17.50 Hartley, cœurs à vif. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Bauman Forever. Film. Joel Schumacher. 21.05 Souci à oreille. 21.30 L'Interview. Court-métrage. 23.30 Place de la République. La sécurité sociale l'affaire de tous ? 1.00 L'Esprit. Journal. Météo. 1.25 Le Cercle. Jean Roch.

## FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 19.55 Le 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.55 Les meilleurs passent à la télé. 23.00 Météo. Soir 3. 23.30 Nimbis. Médicaments : de la dépendance à la délivrance. 0.25 Magazine olympique. 0.45 Tibet, la route de l'espoir. 1.45 Saga-Cités. Louba en octobre.

## CANAL +

En clair jusqu'à 20.40. 18.25 Flash infos. 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.40 Tremblement de terre à New York. 21.00 Journal. Météo. 22.10 Greve Party. Film. Fabien Onteniente. 23.25 Les Sales Blagues de l'Écho. 23.30 Par amour pour Gillian. Film. Michael Freeman (v.o.).

## ARTE

19.00 Archimède. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 360°, le reportage GEO. [24] 20.40 Thema. Mais qu'est-ce qu'elles veulent maintenant ? 20.45 Voynet, au risque du pouvoir. 21.50 Voynet lundi. 23.00 L'Honneur de ma famille. 0.25 Les Femmes font la manchettes. 1.00 Dernière alerte. Téléfilm. Claudia Pinazzi. G.

## M 6

19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes. Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.40 Décochage info. E-Mé découverte. 20.50 Les Moments de vérité. 22.40 Double enquête à Hamelin. Téléfilm. Anni Linschoten. G. 0.20 Capitall. La France à vendre ?

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. André Boucourechliev [25]. 20.30 Agora. 21.00 Poésie studio. 22.10 Mauvais genres. 23.00 Nuits magnétiques.

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 Evgeni Svetlanov, portrait d'un maître russe. 22.30 Musique pluriel. 23.07 Le Dialogue des muses.

## RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Sonate pour piano et violon n° 28, de Mozart, Fado Lupo, piano, Szymon Goldberg, violon. 20.40 Concert. Par l'Orchestre de Paris, dir. Christoph von Dornanyi. Marie Devillereau et Rie Hamada, sopranos, Nadine Denize, mezzo-soprano, Cecile Elori, contre-alto, Eric Picard, violoncelle : Fire (in cauda IV), création mondiale, de Donatoni, E. Bouch (scholoni) : Symphonie n° 3 Heroïque op. 55, de Beethoven. 22.23 Les Soirées... (suite). Œuvres de d'Indy, Fauré, Debussy, G. Sch. Sch.

## TELEVISION

## PLANÈTE

12.10 Monsieur Patel tourne à Bollywood. Bollywood, c'est Bombay, capitale du cinéma indien. Le documentaire de Roger Mitchell accompagne un comédien, Harish Patel, sur ses trois tournages quotidiens. La contrepartie de ce personnage plutôt antipathique témoigne de la fécondité d'une industrie cinématographique dont les productions sont avalées avec ferveur par les spectateurs.

## ARTE

20.45 Thema : Mais qu'est-ce qu'elles veulent maintenant ? Est-il possible de « gouverner autrement » ? « Oui », répond Dominique Voynet. Et peut-on, comme l'assure le ministre Vert français, exercer un métier d'homme sans imiter les hommes ? Le documentaire que Philippe Baron et Murielle Szac ont consacré à Dominique Voynet et Marie-Christine Blandin devrait permettre aux téléspectateurs de trancher.

## PARIS PREMIERE

22.35 Quelle heure est-il ? Un avocat romain sexagénaire vient passer une journée à Civitavecchia, où son fils termine son service militaire. Retrouvailles embarrassées. La mise en scène d'Ettore Scola, constamment sur le fil du rasoir de l'émotion, est, malgré l'abondance de dialogues, un modèle de non-dits et, partant, de tendresse frustrée. Marcello Mastroianni et Massimo Troisi sont tous deux admirables. En v.o.

## GUIDE TELEVISION

## MAGAZINES

16.00 Saga-Chés. Stop à la violence : le Manifeste des jeunes contre la violence. France 3  
16.10 et 20.10 Le Talk Show. LCI  
17.00 Les Lumières du music-hall. Les Quatre Barbas. Bobby Lapointe. Paris Première  
17.10 Le Club. Sidney Lumet. Cinéma Classics  
17.15 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. LCI  
18.00 Stars en stock. Jacqueline Bisset. Paul Newman. Paris Première  
18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Ya. Mankin Sharik, Didier Eribon. Canal +  
19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première  
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI  
20.00 20 h Paris Première. Invité : Kati. Paris Première  
20.05 Vins. Fête des vignerons : vin d'Est, vin d'Ouest. Avec Jacques Hénaut. TSR  
20.15 Droit de cité. Le plus beau monde du monde ? RTBF 1  
20.40 Quelle paix pour les Balkans ? Invités : Hans Koschik, Alexandre Adler. Arte  
20.50 Des racines et des ailes. Illustre : des mots contre l'exclusion. Vaincre l'anorexie. Les nouveaux grands-parents. France 3  
21.05 Strip-tease. Nénisse fait du foie. Perdu de vue. Les nourritures terrestres. TV 5  
22.45 Ça se discute. Homosexualité féminine : la fin de la clandestinité ? France 2  
23.25 Un siècle d'écrivains. Carlos Fuentes, un voyage dans le temps. France 3  
0.10 Génération Albatros. Queen Emeraldas. Ulysse 31 : le royaume d'Hades. Joyce et les conquérants de la lumière : L'évasion. France 3  
0.50 Le Canal du savoir. Ousmane Sow, sculptures. Paris Première

## DOCUMENTAIRES

17.10 Les Armes de la victoire. [1972]. Le 7-34. Planète  
17.30 Etat des lieux : le Yémen. Odysée  
18.15 Gouverner, c'est choisir ? Odysée  
18.30 Les Celtes. [56]. Le dernier conflit. Histoire  
18.30 Picasso. Planète  
18.40 Cinq colonnes à la une. Arte  
19.00 Feu sur la glace. [24]. Arte

## 20.05 Les Tribus Indiennes.

(1920). Les Pueblos. Planète

## 20.15 360°, le reportage GEO.

D'après nature. [24] Arte

## 20.35 Vivre dangereusement.

D'après nature. [24] Arte

## 20.55 Le Pays des bouddhas d'or.

Odysée

## 21.15 Point de départ.

Histoire

## 21.35 Les Tribus Indiennes.

(1920). Les Pueblos. Planète

## 21.45 Voyage au pays des dieux.

[1913]. Josselin. Odysée

## 22.05 Le Train des orphelins.

Une mosaïque de foi. Odysée

## 22.15 Les Derniers Sanctuaires.

Ecab : la province du vent. Odysée

## 22.50 Musica.

L'Aube Vie d'Alban Berg. Arte

## 22.55 Deux Papous plus un.

Planète

## 23.00 Des ours et des hommes.

Odysée

## 23.45 Profil.

Vicor Klemperer, un chroniqueur du siècle, ma vie, si indolument longue. Arte

## 19.30 La Chine, dragon millénaire.

Shanghai la mystérieuse. Odysée

## 19.45 Ces montagnes qui soudain disparaissent.

Planète

## 20.10 360°, le reportage GEO.

D'après nature. [24] Arte

## 20.35 Vivre dangereusement.

D'après nature. [24] Arte

## 20.55 Le Pays des bouddhas d'or.

Odysée

## 21.15 Point de départ.

Histoire

## 21.35 Les Tribus Indiennes.

(1920). Les Pueblos. Planète

## 21.45 Voyage au pays des dieux.

[1913]. Josselin. Odysée

## 22.05 Le Train des orphelins.

Une mosaïque de foi. Odysée

## 22.15 Les Derniers Sanctuaires.

Ecab : la province du vent. Odysée

## 22.50 Musica.

L'Aube Vie d'Alban Berg. Arte

## 22.55 Deux Papous plus un.

Planète

## 23.00 Des ours et des hommes.

Odysée

## 23.45 Profil.

Vicor Klemperer, un chroniqueur du siècle, ma vie, si indolument longue. Arte

## 23.55 Cinéma de notre temps.

David Lynch. Cinéma Classics

## 0.50 L'Épopée des fusées.

[1973]. Josselin. Odysée

## 1.10 La Lucarne.

Povinnost, confession d'un capitaine [192]. Arte

## SPORTS EN DIRECT

15.00 Cyclisme. Gand - Wevelgem. Eurosport  
17.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Nigeria - Allemagne. Eurosport  
20.45 Football. Ligue des champions. Demi-finale : Manchester - Juventus. TF 1

## DANSE

19.55 Mercutio. Chorégraphie. Lionide Massine. Musique. Eric Satie. Avec Lora Massine (Apollon), Paola Catalani (Venus), Lucien Bruchon (Mercure). Décors et costumes. Pablo Picasso. Mezzo

## 23.15 La Légende de Joseph.

Chorégraphie. John Neumeier. Musique. R. Strauss. Par le Wiener Staatsoperballet, avec Kevin Halgen, Judith Johnson, Karl Mühl et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Heinrich Hollreiser. Mezzo

## 17.35 Cœur Carabes. [24]. M 6

18.15 Les Alscadiens ou les Deux Mathilde. Michel Favart [194]. TV 5

## 18.30 La Lettre inachevée.

Valérie Lumbroso. Téva

## 20.30 Le Tueur du dimanche.

Joel Glavani. Festival

## 20.40 Un amour qui tue.

Simon Langton. RTL 9

## 20.50 La Vie en face.

Laurent Dussau. M 6

## 20.55 Charlotte, dite Charlie.

France 2

## 21.15 La Monnaie de la pièce.

Ken Cameron. RTBF 1

## 17.00 Au nom de la loi.

Le Cinquième

## 19.30 Voltaire, ce diable d'homme. [46]. Festival

## 20.00 Larry et Baldi.

Le film de la série. TMC

## 20.05 Cosby.

France 3

## 20.10 Campus Show.

Orgueil et préjugé. Série Club

## 20.13 Alfred Hitchcock présente.

Équipe dans le défilé. 13<sup>ème</sup> Rue

## 20.15 Ellen. The Parent Trap.

RTL 9

## 20.30 Star Trek, la nouvelle génération.

La Pierre de Gol. Canal Jimmy

## 20.40 Homicide.

La famille d'Agnès. Série Club

## 20.40 Nestor Burma.

L'Homme au sang bleu. 13<sup>ème</sup> Rue

## 21.25 Le Caméléon.

Berzay (v.o.). Série Club

## 21.35 Presque parfaite.



## Le débat

par Pierre Georges

UN GÉNÉRAL britannique, David Wilby, a utilisé, lundi à Bruxelles, une formule-choc pour dire ce que restait l'objectif de l'OTAN : « Notre intention est de mettre fin à la violence avant que le dernier Albanais du Kosovo ne soit parti en éteignant la lumière. » La formule est un peu facile, un peu osée aussi, mais combien parlante. « En éteignant la lumière », en effet, au pays des ténébreux.

Maintenant que le week-end pascal est fini en France, que les bouillons et les interruptions d'indignation se sont résorbés, que les choses de la vie et de la guerre ont repris leur cours, le débat fait rage. Alors, ces réfugiés kosovars, faut-il les accueillir, de gré ou de force ? Ajouter pour eux l'exil-salut à l'exode forcé ? Accepter, voire entériner ainsi, « le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes », selon la phrase de Lionel Jospin.

Ce débat n'est pas simple. Les bonnes fois, comme les bonnes intentions ou les arguments raisonnés et raisonnables, s'affrontent. Car chacun sent par trop que la solution choisie, ou imposée par les faits, ne sera en définitive non pas la meilleure, mais la moins pire : disperser un peuple, y compris contre sa volonté, aux quatre coins de l'exil, loin du Kosovo, loin du retour ? Ou le maintenir dans l'abominable sort concret, le malheur, la souffrance quotidienne des camps improvisés, à un jet de pierre, de cœur, du pays perdu ?

Le débat fait rage. Et même rage parfois de façon totalement outrancière, à lire certaines déclarations de personnalités, qui mettent plus de fureur et font plus de bruit à dénoncer l'égoïsme, la filiosité de la France,

qu'elles n'en ont manifesté à condamner les pratiques du régime de Belgrade. C'est le monde et la pensée à l'envers que de prendre ainsi les conséquences pour la cause, et l'exode forcé d'un peuple pour un refus politique de l'immigration par l'autre. C'est même assez indigne !

Les faits, les simples urgences et nécessités humanitaires feront sans aucun doute que tout le malheur kosovar ne pourra être contenu, résorbé aux frontières du Kosovo. Et qu'il faudra bien, ne serait-ce que pour sauver la vie des réfugiés et sauver les pays limitrophes, prendre effectivement des mesures d'accueil qui sont aussi d'éloignement.

Mais, hélas, pendant le débat, la purification ethnique continue. Autrement dit, déciderait-on d'accueillir à titre provisoire, les 390 000 réfugiés-déportés des dix premiers jours de guerre, que le régime serbe se chargerait, si l'on ose dire, de reconstituer les stocks. Dans son entreprise de nettoyage ethnique par le vide, confirmée par tous les témoignages, Belgrade n'en a pas fini avec le Kosovo et les Kosovars. Au rythme où cela va, 40 000 ou 45 000 réfugiés par jour, des centaines de milliers de personnes sont encore à venir, dans la seule logique des chiffres, d'une population à 90 % de souche albanaise.

La purification ethnique continue. Et le vrai, l'unique débat est là, chaque jour plus aigu, et le même depuis le départ, quoi qu'on en dise : l'intervention au sol des troupes de l'OTAN ou non, pour mettre un terme ou non à cette abomination. En une phrase, la capacité militaire, la volonté politique, le risque humain de faire la guerre, aussi, pour la gagner.

## Le RU 486, « pilule du lendemain », commercialisé dans plusieurs pays de l'UE

LES LABORATOIRES Erelgyn ont annoncé mardi 6 avril le démarrage de la procédure d'enregistrement permettant au RU 486 (ou Mifégyne) de disposer d'une autorisation de mise sur le marché au niveau européen. Au centre de nombreuses controverses, cette molécule a, aujourd'hui, été utilisée par près d'un demi-million de femmes dans des procédures non chirurgicales d'interruption de grossesse. Elle est actuellement commercialisée en France (depuis 1988), en Grande-Bretagne (depuis 1990) et en Suède (depuis 1991). Parmi les pays concernés par cette demande d'enregistrement figurent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Grèce et les Pays-Bas. « Les experts des différents pays ont 90 jours pour donner leur avis », a expliqué au Monde le docteur Edouard Sakiz, directeur d'Erelgyn. En juillet prochain, nous devrions pouvoir entrer en discussion avec chacun des pays concernés, notamment l'Allemagne, pour préciser les conditions de distribution du RU 486. »

## M. Richard évoque un « partage des rôles » dans l'aide aux réfugiés kosovars

LE MINISTRE de la défense, Alain Richard, a indiqué mardi matin, sur RTL, que les pays de l'Alliance engagés dans les actions sur la Yougoslavie se « partageraient les rôles » dans l'aide à apporter aux réfugiés kosovars. « Ces personnes ont vocation à revenir dans un Kosovo plurietnique et sécurisé », a-t-il expliqué. (...) Pendant la période où on a à les soutenir, il faut que leurs conditions de vie soient correctes et qu'on fasse correctement face à l'urgence humanitaire. Nous pensons, nous, qu'en apportant l'aide massive (...) en Albanie et en Macédoine (...) nous avons la meilleure solution. L'Italie et la Grande-Bretagne partagent notre approche. D'autres partenaires pensent qu'il faut, pour aider les pays d'accueil, emmener les personnes déplacées hors de la zone. Nous ne préférons pas cette solution. » « Je crois qu'on se partagera les rôles », a-t-il conclu.

## DÉPÊCHES

■ **TURQUIE** : un attentat-suicide contre le gouverneur de la province de Bingöl (est) a fait 2 morts et 20 blessés, lundi 5 avril. L'auteur de l'attaque, un homme âgé d'une vingtaine d'années, a été décapité et une fillette d'une dizaine d'années est morte sur le coup, a précisé sur la chaîne de télévision NTV le gouverneur, Süleyman Kamci, qui est sorti indemne de l'attentat. Selon une source hospitalière, l'attentat a fait 20 blessés, dont 5 policiers. Une vague d'attentats frappe la Turquie depuis l'arrestation mi-février du chef du PKK, Abdullah Öcalan, détenu sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (ouest), qui est dans l'attente de son jugement. - (AFP)

■ **PHILIPPINES** : le président Joseph Estrada a reporté, mardi 6 avril, de 90 jours l'exécution de trois condamnés à mort par injection mortelle qui était prévue pour mercredi, afin de permettre une possible révision de leurs sentences. Un condamné à mort, Léo Eche-garay, avait été exécuté le 5 février pour le viol en 1994 de sa fille âgée de 11 ans. Cette exécution était la première aux Philippines depuis vingt-trois ans après la réintroduction en 1994 de la peine de mort, abolie en 1987. Plus de 900 condamnés à mort se trouvent dans les prisons philippines. - (AFP)

Tirage du Monde daté mardi 6 avril 1999 : 442 363 exemplaires.

1

## Le procès des deux suspects libyens de l'attentat de Lockerbie ne commencera pas avant plusieurs mois

Les sanctions de l'ONU ont été suspendues dès l'arrivée des deux hommes aux Pays-Bas

LA HAYE

de notre correspondant  
Quand commencera le procès à proprement parler d'Abdelbaset Ali Mohamad Al Megrahi et d'Amine Khalifa Fhimah ? Lundi 5 avril, personne ne pouvait répondre avec certitude à cette question, alors même que les deux suspects libyens venaient d'atterrir aux Pays-Bas pour y être jugés, dix ans après l'attentat à la bombe contre un avion de la PanAm qui fit 270 morts au-dessus du village écossais de Lockerbie.

Une chose est certaine : cette remise ouvre la porte à la levée des sanctions de l'ONU contre la Libye, ainsi que l'a confirmé Robin Cook, secrétaire au Foreign Office à Londres. Parmi les mesures imposées par deux résolutions de l'ONU, en 1992 et 1993, figurent un embargo aérien, un

embargo militaire, le gel d'avoirs financiers à l'étranger, la réduction du personnel diplomatique libyen, et des restrictions pour l'importation de certains équipements pétroliers. Ces mesures ont été officiellement suspendues dès l'arrivée des suspects aux Pays-Bas.

L'incertitude à propos du début des audiences s'explique si l'on prend en compte le fait que ce procès ne connaît aucun précédent en droit. C'est pour trouver une issue à une impasse diplomatique que Washington, Londres et La Haye ont innové en matière de justice pénale. Alors que Tripoli refusait de livrer ses ressortissants pour un procès aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, les dirigeants de ces deux Etats ont demandé à leur homologue néerlandais de céder une partie de leur territoire, le temps d'un procès. Le 24 août 1998, le gouvernement néerlandais donnait son feu vert. Jusqu'à ce jour, insiste-t-on au ministère de la Justice, jamais aucun pays n'a abdiqué sa juridiction sur

une portion de terre pour y abriter un procès sous une législation autre que la sienne.

C'est pourtant ce qu'a fait le Parlement néerlandais. Depuis la fin de l'an dernier, Camp Zeist, une ancienne caserne qui abritait des militaires américains, près d'Utrecht, est transformé en tribunal sous haute sécurité. Une centaine de policiers écossais surveillent les travaux en cours. Une salle d'audience, des facilités administratives, une salle de presse, et, bien sûr, des cellules : rien ne doit manquer pour le procès, dont l'accusation sera menée par deux procureurs écossais, Norman MacFadyen et Jim Brisbane, arrivés dimanche aux Pays-Bas.

## POSSIBILITÉ D'APPEL

Avant de rencontrer leurs accusateurs, les deux suspects, arrêtés par les Néerlandais, devront être juridiquement extradés vers l'Ecosse. Selon la loi aux Pays-Bas, Al Megrahi et Fhimah ont une possibilité d'appel auprès de la Cour de cassation. « Une telle pro-

cédure peut prendre trois mois ou plus », estime Victor Holtus, porte-parole au ministère de la Justice. Les suspects se contenteront-ils d'une décision en première instance ? Côté écossais, on disait lundi avoir reçu des signaux en ce sens « de la part des avo-

cats ». Même dans ce cas, le procès ne commencera pourtant pas aussitôt. La législation écossaise prévoit en effet la comparution initiale des suspects devant un juge, qui lira les charges retenues contre eux et devra fixer une date pour le début du procès à proprement parler, dans une période de cent dix jours au maximum. Mais les avocats ont la possibilité de demander un délai supplémentaire, pour prendre connaissance de toutes les pièces du dossier. « Tout porte à croire que les audiences ne commenceront pas avant plusieurs mois », indique Paul Geoghan, porte-parole de la Cour.

Alain Franco

## Guerre des boutons (de porte) à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au moment où des milliers de fidèles s'étaient rassemblés à Jérusalem pour célébrer la mise en croix et la résurrection du Christ, une bataille surréaliste a opposé les responsables de l'Eglise, incapables de s'entendre sur l'emplacement d'une porte comme sur la garde de la clé qui l'accompagne. La discorde s'est installée lorsqu'en prévision de l'afflux des pèlerins attendus à l'occasion du prochain millénaire les autorités israéliennes ont demandé qu'une issue de secours soit percée dans les murs du Saint-Sépulcre qui, selon la tradition, abrite le tombeau du Christ. Une seule entrée (qui sert également de sortie) permet aujourd'hui d'accéder au sanctuaire, ce qui est déjà insuffisant pour le flux des milliers de pèlerins.

Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une nouvelle porte, mais personne ne s'entend lorsqu'il s'agit d'en désigner l'emplacement. C'est que le Saint-Sépulcre dépend juridiquement de plusieurs communautés religieuses qui, au fil des siècles, s'y sont taillé un territoire qu'aucune n'accepte de voir amputé, même si la partie à céder ne devait avoir que l'épaisseur d'une porte. Ici, chaque dalle, chaque pilier, chaque niche dans le mur fait l'objet d'une surveillance jalouse, et aucune procession ne peut traverser le territoire du voisin sans un accord préalable sur le trajet comme sur l'honneur. Guerre étonnante, dans ces conditions, qu'il ait fallu plus de quarante ans pour mener à bien la réfection du dôme.

Quant aux travaux d'éclairage prévus pour accompagner les cérémonies du millénaire, ils n'ont toujours pas pu commencer, personne n'étant d'ac-

cord sur le trajet des câbles électriques... La « bataille de la porte » n'est donc qu'un nouvel épisode de cette très ancienne querelle. Depuis trois mois, Grecs orthodoxes, Arméniens, franciscains, Coptes égyptiens et éthiopiens ont multiplié les réunions, sans parvenir à dégager un compromis.

## ESPOIR INAVOUBLE

Les Grecs, qui sont les plus anciens et les plus puissants à l'intérieur du bâtiment, gardent un prudent silence tandis que leurs frères franciscains et arméniens ont tendance à désigner le territoire éthiopien comme étant le « lieu naturel » où devrait être installée la porte. Les vingt-cinq prêtres éthiopiens qui, depuis des lustres, campent dans de modestes cellules adossées au bâtiment, répliquent qu'ils n'ont déjà pas assez de place pour pouvoir en offrir à la communauté.

On en est là, chacun espérant, sans publiquement l'avouer, que les Israéliens imposent une solution qui mettrait tout le monde d'accord. Ne resterait plus ensuite qu'à régler les conséquences de cet accord : la garde de la clé de la porte. Pour ce qui est de la porte d'entrée, il a fallu des années d'affrontements pour trouver la solution : confier la clé à une famille musulmane qui, moyennant rétribution, ouvre et ferme chaque jour la basilique. Le gardien de la porte de sortie sera-t-il plus facile à trouver ? « L'Histoire, le passé, le présent et tous les responsables sont responsables de la situation », a philosophiquement commenté dimanche le patriarche latin de Jérusalem, M<sup>r</sup> Sabbah, en délivrant son message pascal.

Georges Marion

Évadez-vous,  
volez vers l'Irlande:  
1.534F\* pour deux.



\*TAXES COMPRIS. TARIF AIR POUR DEUX ET VOLS DÉPART PARIS AUX CONDITIONS PARTICULIÈRES ET SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.

هكذا من الأصل